

Instantanés avril 2025

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2025

Monde  

  
  

Le sommet virtuel pr  -COP30 appelle à une action climatique plus ambitieuse

Un sommet virtuel sur l'ambition climatique a eu lieu le 23 avril avec des dirigeants des cinq continents, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, Ant  nio Guterres, et du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva.  

La réunion a rassemblé 17 chefs d'état et de gouvernement des plus grandes économies mondiales, dont la Chine, ainsi que des dirigeants de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), de l'Alliance des petits   tats insulaires (AOSIS) et de la Communaut   des Caraïbes (CARICOM). Cette session à huis clos de deux heures avait pour but de renforcer les plans d'action nationaux sur le climat, connus sous le nom de "contributions déterminées au niveau national" (CDN), en vue de la conférence des Nations unies sur le changement climatique, la COP30. Celle-ci se tiendra au Brésil en novembre 2025.    ce jour, seuls 10 % environ des 196 signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont soumis leur CDN révisée. Le délai initial était fixé à février, mais il a été repoussé à septembre.

OMM

  

Les pays débattent des restrictions imposées aux produits chimiques

Des délégués de plus de 180 pays se réunissent    Genève, du 28 avril au 9 mai, pour discuter de la restriction de produits chimiques toxiques. Les négociations s'inscrivent dans le cadre d'une série de réunions biennales appelées "conférences des parties aux conventions de B  le, de Rotterdam et de Stockholm". Elles interviennent alors que l'on craint de plus en plus que des produits chimiques dangereux inondent la Terre. Selon les experts, la prolifération de ces composés est l'un des signes les plus inquiétants d'une crise de la pollution à l'échelle planétaire.à Les représentants des pays doivent discuter de la mise en place de garde-fous pour le commerce transfrontalier de dix produits chimiques, dont le mercure et l'amiante, dans le cadre de la convention de Rotterdam. Si cette mesure est adoptée, elle empêchera les pays d'exporter ces produits chimiques vers d'autres pays sans leur consentement préalable en connaissance de cause, une procédure conçue à l'origine pour mettre fin au déversement de produits toxiques dans les pays en développement. Est également organisé un débat de haut niveau au cours duquel les ministres des gouvernements doivent discuter des moyens d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets. Les discussions se déroulent sous le thème "Rendre visible l'invisible". Une série d'  v  nements parallèles, dont plusieurs seront organisés par le PNUE, se déroulent parallèlement aux négociations.à

Selon une étude du PNUE, entre 40 000 et 60 000 composés chimiques sont régulièrement utilisés dans les produits commerciaux, des engrais à l'électronique. Les observateurs espèrent que les discussions de Genève contribueront à sensibiliser à la nécessité d'une gestion sûre et durable des produits chimiques et aux risques de pollution chimique liés

À l'exposition des produits chimiques nocifs, dans un contexte de croissance attendue de l'industrie chimique, dont la valeur devrait atteindre 10 000 milliards de dollars américains d'ici 2030.

PNUE

À

Restauration des écosystèmes : la FAO lance l'initiative AIM4NatuRe

À l'occasion de la Journée de la Terre (22 avril), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé le programme AIM4NatuRe - Accelerating Innovative Monitoring for Nature Restoration (Accélérer le suivi innovant de la restauration de la nature), une nouvelle initiative financée par le Royaume-Uni à hauteur de 7 millions de livres sterling, qui vise à renforcer le suivi et l'établissement de rapports concernant les actions mondiales en faveur de la restauration des écosystèmes.

L'initiative viendra compléter le programme AIM4Forests, déjà mis en place par la FAO, et permettra la création d'une base de données mondiale sur les progrès accomplis en matière de restauration des milieux naturels. Les pays bénéficieront d'un soutien qui les aidera à renforcer leurs capacités et à tirer parti des dernières technologies afin de suivre leurs progrès et d'en rendre compte en ce qui concerne la réalisation de la cible 2 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui fixe comme objectif de restaurer au moins 30% des écosystèmes dégradés d'ici 2030. L'initiative privilégie une approche globale de la restauration des écosystèmes, qui couvre un large éventail d'activités, allant du reboisement à la remise en état des prairies et des écosystèmes marins, en passant par la restauration des terres agricoles dégradées et des zones humides.

FAO

À

25 AVRIL

La lutte contre le paludisme passe par l'eau

La prévention et la lutte contre le paludisme nécessitent des investissements à long terme sur de nombreux fronts, y compris la gestion saine des ressources en eau.

Depuis 2007, le 25 avril est reconnu comme la Journée mondiale du paludisme, instituée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). À cette occasion, Nature Water revient sur le rôle que joue l'eau dans la propagation de la maladie et la manière dont la gestion des ressources en eau est cruciale pour la combattre. La revue s'est entretenue avec Jo Lines et Laura Braun de la London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Nature Water

L'OMS appelle à relancer les efforts pour mettre fin au paludisme

À la fin des années 1990, les dirigeants mondiaux ont jeté les bases des progrès remarquables qui ont abouti à la réduction de la mortalité due au paludisme dans le monde. Ainsi, plus de deux milliards de cas de paludisme et près de 13 millions de décès ont été évités depuis 2000. À ce jour, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a certifié que et un territoire étaient exempts de paludisme, et de nombreux pays où la charge de morbidité est faible continuent de progresser rapidement en vue d'éliminer la maladie. Sur les 83 pays où le paludisme reste endémique, 25 ont signalé moins de 10 cas en 2023. Cependant, comme l'histoire l'a montré, ces acquis sont fragiles.

OMS

À

FINANCEMENTS

Perspectives Économiques Régionales de la Banque mondiale

La Banque mondiale publie des projections Économiques semestrielles pour chacune des Régions du monde en Développement : Afrique subsaharienne, Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud. Ces rapports Éclaircissent les perspectives macroÉconomiques et les tendances du Développement Régionales. Les dernières Éditions viennent d'Être publiées en marge des Réunion de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, s'Étant tenues en avril.

Banque mondiale

À

RECHERCHE

Le rôle des algues dans l'accélération de la fonte des glaces

Une nouvelle Étude menée par des chercheurs du CNRS Terre & Univers en collaboration avec des Équipes européennes et publiée dans Nature Communications révèle comment les microalgues glaciaires pigmentées (Ancydonema spp.) colonisent les surfaces de glace du Groenland nouvellement exposées. Les analyses montrent que ces microalgues sont extrêmement efficaces dans l'absorption des nutriments. Cette capacité d'adaptation suggère qu'avec le réchauffement climatique, ces algues pourraient coloniser davantage de surfaces de glace, réduisant l'albédo et accélérant sa fonte.

La calotte glaciaire du Groenland est actuellement la principale source de l'élévation du niveau de la mer à l'échelle mondiale. Au cours de la dernière décennie, des Études ont montré que les floraisons algales sur sa marge occidentale réduisent l'albédo de la glace, entraînant une augmentation moyenne de 13 % des taux de fonte.

CNRS

Antarctique

Au cours de son Étude océanographique dans la mer d'Amundsen, l'Équipe de la 41^{ème} expédition chinoise en Antarctique a utilisé avec succès un carottier à piston long pour effectuer des opérations d'échantillonnage par gravité, obtenant ainsi la plus longue carotte de sédiments à ce jour dans la Région des monts sous-marins de la mer d'Amundsen, a rapporté la chaîne d'information CCTV News. Une fois de retour, l'Équipe analysera les caractéristiques physiques, chimiques et micropaléontologiques de la carotte afin d'étudier les environnements terrestres de l'époque et

de fournir des informations permettant de prédire les changements climatiques futurs.

China.org.cn

Couplage océan-atmosphère à fines échelles : Influence sur les tempêtes

Si le rôle des structures océaniques de moyenne-échelle des grands courants océaniques comme le Kuroshio dans l'intensification des tempêtes est bien établi, celui des fronts océaniques de sous-mésoéchelle (~10-20 km) reste largement méconnu en raison du manque de modèles numériques et de données expérimentales à haute résolution. Une équipe franco-japonaise, menée par Félix Vivant, doctorant ENS-PSL au Laboratoire météorologie dynamique (LMD-Ecce Terra), a exploré cette question dans une étude publiée dans *Communications Earth & Environment*. L'étude menée sur l'hiver 2020-2021 a permis de révéler l'impact important des fronts océaniques de sous-mésoéchelle sur les précipitations au sein des tempêtes hivernales et autres phénomènes météorologiques, tels que les rivières atmosphériques.

CNRS

Super coraux thermorésistants

Un espoir pour l'avenir des récifs coralliens ? Dans l'atoll de Tatakoto en Polynésie française, une concentration de "super coraux", capables de résister à des épisodes de chaleur intense ainsi qu'à des fluctuations de températures extrêmes, a été découverte grâce à des expérimentations réalisées par l'Université de la Polynésie française (UPF).

L'atoll de Tatakoto, situé à plus de 1 000 kilomètres de Tahiti, présente à première vue des conditions peu propices à la survie des coraux. Un lagon semi-fermé, connecté à l'océan uniquement par de petits chenaux, ne permet qu'un brassage minimal avec les eaux qui l'entourent, et provoque des variations de température extrêmes, de 3 à 4 °C par jour, pouvant atteindre des maximales de presque 35 °C. Pourtant, des expérimentations soutenues par l'UNESCO, le Labex Corail et l'UPF en partenariat avec les laboratoires du CRILOBE et de SECOPOL, et 1 OCEAN, indiquent que des dizaines d'espèces de coraux prospèrent dans ce milieu instable, parfois à moins d'un mètre de profondeur. La recherche est conduite par Laetitia Hédouin, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l'écologie des récifs coralliens.

UNESCO

La salinité de l'eau réduit le risque de transport de bactéries nocives

Publiée dans *Environmental Science and Pollution Research*, une étude portant sur les bactéries présentes sur les microplastiques dans neuf rivières européennes montre que la salinité de l'eau constitue une barrière qui empêche les agents pathogènes graves de parcourir de grandes distances sur les débris de plastique.

Direction Environnement - CE

Comment le phytoplancton s'adapte-t-il à la lumière pour conquérir les eaux du globe

Une équipe internationale de chercheurs publie dans *Science Advances* une étude sur la distribution des trois principaux types pigmentaires de la cyanobactérie *Synechococcus* dans l'océan mondial. En analysant à l'aide d'un outil de simulation 3D les variations de la couleur de l'eau et les conditions environnementales océaniques, les scientifiques démontrent que cette diversité pigmentaire a permis à cet organisme, véritable caméléon, de coloniser l'ensemble des environnements lumineux.

CNRS

Les effets du changement climatique vus au travers du plancton

Dans le huitième numéro de *Biodiversité*, des clés pour agir, la revue technique de l'Office français de la biodiversité (OFB), Caroline Cailliau, Philippe Le Niliot et Patrick Pouline du Parc naturel marin d'Iroise évoquent la manière dont le changement climatique affecte les planctons et par ricochet l'ensemble de la biodiversité.

Les planctons constituent près de 98 % de la biomasse des océans. Ces petites créatures végétales et marines qui se déplacent en fonction des courants marins produisent la moitié de l'oxygène que nous respirons et sont à la base de la chaîne alimentaire de beaucoup d'espèces. Parmi les planctons, les copépodes sont de minuscules crustacés qui se nourrissent de microalgues, qui, à leur tour, nourrissent les sardines et anchois, eux-mêmes consommés par leurs prédateurs.

En mer d'Iroise, le front thermique d'Ouessant est particulièrement favorable à leur développement. "Quand l'océan Atlantique emprunte le chemin de la Manche et vice versa six heures plus tard, des courants parmi les plus puissants d'Europe brassent deux fois par jour la colonne d'eau sur toute sa hauteur. Ce phénomène océanographique et l'hydrodynamisme qui le caractérise sont à l'origine d'une production de plancton particulièrement abondante et diversifiée", détaillent les chercheurs. Mais aujourd'hui, cet équilibre est menacé par le changement climatique. Depuis près de 15 ans, le Parc naturel marin d'Iroise effectue chaque année des suivis des planctons afin de mesurer ses effets. Des prélèvements de plancton sont réalisés quatre fois par an, aux mêmes endroits, dans 13 stations. À chacune des stations de prélèvements, la température, la salinité, le pH, les teneurs en sels, la fluorescence et l'oxygène sont mesurés. La concentration en chlorophylle a, représentant l'abondance du plancton végétal, est également mesurée. Ce suivi a mis en évidence une tendance à l'augmentation des températures de surface au printemps ce qui affecte le développement des planctons. En effet, si une nette augmentation de l'abondance des copépodes a été observée, ils sont aussi plus petits. Cette diminution n'est pas sans conséquence pour les petits poissons car les petits copépodes apportent moins d'énergie que les grands individus. En conséquence, la taille des sardines diminue aussi, lesquelles intéressent beaucoup d'oiseaux de mer et de mammifères marins fréquentant la mer d'Iroise. Si ce phénomène ne s'accroît, les puffins, dauphins communs ou rorquals pourraient être irrémédiablement affectés. C'est également crucial pour l'activité halieutique et l'économie maritime qui repose en partie sur la pêche de la sardine.

L'article

La diversité fantôme révèle l'impact mondial des activités humaines sur l'érosion de la biodiversité

Une étude publiée dans la revue *Nature*, menée par l'Université de Tartu (Estonie) et impliquant plus de 200 scientifiques à travers le monde, dont plusieurs chercheurs français du CNRS, met en lumière l'effet majeur des activités humaines sur l'érosion de la biodiversité végétale. L'analyse simultanée de la diversité observée et de la diversité qui, au vu des caractéristiques, devrait être présente ("diversité fantôme" ou *dark diversity*), révèle que de nombreuses espèces de plantes natives sont absentes de leurs habitats naturels, notamment dans les régions les plus impactées par l'activité humaine.

CNRS

Un peptide de papillon pour lutter contre les champignons résistants

Les plantes et les insectes produisent naturellement des défenses, molécules qui les protègent contre certains champignons pathogènes. Une équipe multidisciplinaire de scientifiques français et belges vient d'élucider le mode d'action d'une telle molécule, une petite protéine optimisée à partir des défenses naturelles de papillons, et qui cible une molécule clé de la membrane des cellules fongiques. Cette étude, publiée dans *PNAS*, ouvre des perspectives intéressantes pour contourner la résistance de nombreux champignons aux traitements antifongiques actuels, qui plus est souvent toxiques. Mais l'étude pourrait aller bien au-delà des antifongiques de nouvelle génération et servir également au traitement de certains cancers ou troubles métaboliques impliquant les glucosylcramides. La petite protéine inspirée du papillon pourrait bien devenir une arme de choc contre des ennemis redoutés.

CNRS

Un nouveau modèle d'IA au service de la prédiction des incendies de forêt provoqués par la foudre

Un nouveau modèle d'intelligence artificielle (IA) révolutionnaire, développé par des chercheurs de l'Université Bar-Ilan en Israël, promet de révolutionner la prévision des incendies de forêt, notamment ceux provoqués par la foudre, de plus en plus fréquents en raison du changement climatique. Oren Glickman et Assaf Shmuel, du département d'informatique de l'Université Bar-Ilan, en collaboration avec des experts des universités d'Ariel et de Tel-Aviv, ont utilisé sept années de données satellitaires mondiales haute résolution, ainsi que des facteurs environnementaux détaillés comme la végétation, les conditions météorologiques et la topographie, pour cartographier et prédire les risques d'incendies de forêt provoqués par la foudre à l'échelle mondiale. Leurs recherches ont été publiées dans *Scientific Reports*. Le modèle d'IA surpasse les indices traditionnels de danger d'incendie grâce à une approche globale et basée sur les données. Il a été rigoureusement testé à l'aide de données sur les incendies de forêt de 2021 et a affiché un taux de précision satisfaisant de plus de 90 %, un niveau de précision qui pourrait transformer les interventions d'urgence et la gestion des catastrophes dans le monde entier.

Avec l'accélération du changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les orages, les conditions chaudes et sèches et les changements d'écosystèmes, contribuent à des incendies de forêt plus fréquents et plus intenses. Si l'activité humaine est souvent à l'origine de nombreux incendies, la foudre reste l'une des causes les plus imprévisibles et les plus meurtrières, en particulier dans les régions reculées.

Israël Science Info

Les impacts environnementaux d'un régime alimentaire bas en protéines

La diminution de la part des protéines animales dans l'alimentation humaine est un objectif à poursuivre pour des raisons environnementales et de santé. Néanmoins, il est nécessaire d'évaluer l'ensemble des conséquences associées à ce changement de régime alimentaire. Les chercheurs de l'UMR SAS (Sol, Agro et hydrosystème, Spatialisation, INRAE/Institut Agro Rennes Angers) et de l'UMR PEGASE (Physiologie, Environnement et Génétique pour l'Animal et les Systèmes d'Élevage, INRAE/Institut Agro Rennes Angers), en collaboration avec l'UMR MOISA (département des sciences sociales, INRAE Montpellier) et la société MS Nutrition, ont conduit une étude consistant à simuler les impacts environnementaux d'un régime alimentaire moyen des Français, le plus bas possible à la fois en protéines totales et en protéines animales, tout en respectant les besoins nutritionnels, sans augmenter les coûts par rapport au régime moyen actuel (régime Act). Les résultats montrent qu'une réduction de la part des protéines animales jusqu'à 50 % du total permet bien de couvrir les besoins nutritionnels et de respecter les contraintes en matière d'accessibilité financière et de consommation, mais elle a des effets contrastés sur l'environnement. Il existe en particulier, sans vision profonde de nos modes de production agricoles, un risque fort de dégradation de la biodiversité et de la disponibilité en eau. Les spécificités des territoires, la disponibilité des ressources et les habitudes alimentaires des habitants sont également des paramètres à prendre en compte.

INRAE à

à

OUTILS & %TUDES

Optimiser l'analyse des données écologiques grâce à la statistique bayésienne

Une équipe de chercheurs du Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE - CNRS/EPHE/IRD/Université Montpellier) et leurs collègues internationaux publie un article dans la revue *PLOS Computational Biology* proposant une série de dix conseils pratiques pour aider les biologistes - et les écologues en particulier - à s'approprier la statistique bayésienne. Celle-ci joue un rôle clé dans la modélisation des populations, la conservation des espèces et l'évaluation des impacts d'origine anthropique sur les écosystèmes.

CNRS

L'intégration de méthodes de configuration du paysage améliore la précision des modèles de services écosystémiques liés à l'eau

Les modèles de gestion de l'eau intègrent généralement des données sur l'utilisation des sols, mais pas sur la forme et la distribution des parcelles d'utilisation des sols. Une étude conduite par une équipe européenne (Italie, Allemagne, Pays-Bas) publiée dans *Science of The Total Environment* teste les modèles par rapport à des données historiques afin d'évaluer l'importance de ces méthodes dans l'obtention de prédictions précises.

Direction Environnement - CE

Penser et concevoir les toits verts et les étangs en réseau

Pour préserver la biodiversité aquatique et terrestre, il faut des espaces naturels de grande qualité écologique, reliés entre eux. Mais la coopération nécessaire entre les différents acteurs fait souvent défaut, en particulier dans les zones urbaines. C'est ce que montre une nouvelle étude de l'EAWAG et du WLS (Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage) menée dans le cadre de l'initiative de recherche Bleu-Vert Biodiversité.

Les animaux, les plantes et les autres êtres vivants trouvent de moins en moins d'habitats intacts. Il existe certes des zones protégées réparties sur tout le territoire. "Mais à long terme, elles ne suffiront probablement pas à préserver la biodiversité", explique Giulia Donati, post-doctorante à l'Institut de recherche sur l'eau (EAWAG). "C'est pourquoi il est de plus en plus important de préserver ou de valoriser les surfaces naturelles situées en dehors des zones protégées, et de les relier entre elles de manière à assurer l'échange entre les différents peuplements." Dans cette étude, publiée dans la revue spécialisée *Conservation Letters*, l'équipe de recherche dirigée par Giulia Donati a examiné comment la protection de tels réseaux écologiques est liée à la collaboration entre différents acteurs tels que les autorités, les organisations de protection de la nature et les utilisateurs des terres.

EAWAG

Les oiseaux, ambassadeurs culturels des réserves naturelles

Les zones humides protégées fournissent des services écosystémiques culturels qui peuvent être négligés dans les décisions de gestion. Une étude conduite en Italie examine comment la combinaison d'objectifs écologiques et d'objectifs orientés vers les visiteurs peut améliorer la planification de la gestion dans une réserve de zone humide.

Direction Environnement - CE

Les risques d'hospitalisation associés aux inondations dans une étude multi-pays

Les inondations d'une intensité et d'une fréquence sans précédent sont désormais observées. Cependant, les données concernant l'impact des inondations sur les hospitalisations restent limitées. Une équipe internationale conduite par l'Université Monash de Melbourne (Australie) a recueilli des données sur les hospitalisations quotidiennes au cours de la période 2000-2019 dans 747 communautés en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, en Nouvelle-Zélande, à Taïwan, en Thaïlande et au Viêt Nam. Elle a constaté que les risques d'hospitalisation augmentaient et persistaient jusqu'à 210 jours après l'exposition aux inondations. L'équipe a associé un coefficient de risque aux différentes causes d'hospitalisation (maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires, maladies infectieuses, maladies digestives, maladies rénales, diabète, cancers, troubles du système nerveux, troubles mentaux, blessures). Ce coefficient varie selon le type de climat, la gravité des inondations, la densité de population, l'âge et le statut socio-économique des patients. Cette étude a révélé que l'exposition aux inondations est associée à une augmentation des risques d'hospitalisation toutes causes confondues et de dix causes spécifiques dans les 210 jours suivant l'exposition.

Nature Water

Les espaces verts urbains sont des Ã©lots de dÃ©tente

Il n'est guÃ©re surprenant que les espaces verts dans les villes bruyantes offrent aux gens une dÃ©tente contre le stress. Une Ã©tude approfondie de l'EMPA et du WSL montre cependant pour la premiÃ©re fois en Suisse l'impact rÃ©el de ces espaces de dÃ©tente sur la gestion du stress physique et mental.

EMPA

Ã

INITIATIVES

AQUASTAT a 30 ans

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a cÃ©lÃ©brÃ© le 30e anniversaire du systÃ©me AQUASTAT, la premiÃ©re source de donnÃ©es sur l'eau et l'agriculture dans le monde, au cours d'une manifestation hybride de haut niveau qui s'est tenue au siÃ©ge de la FAO Ã Rome. La FAO et l'ONU-Eau y ont prÃ©sentÃ© conjointement la StratÃ©gie du systÃ©me des Nations unies pour l'eau et l'assainissement, approuvÃ©e en 2024 par le Conseil des chefs de secrÃ©tariat des organismes des Nations unies pour la coordination.

Mis au point par la Division des terres et des eaux de la FAO dans les annÃ©es 1990, AQUASTAT a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en rÃ©ponse Ã une demande croissante d'informations qui soient comparables, Ã jour et pertinentes pour l'action publique sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture - le secteur le plus gourmand en eau Ã l'Ã©chelle mondiale. Le systÃ©me donne ainsi accÃ>s Ã des donnÃ©es relatives Ã des indicateurs clÃ©s comme la disponibilitÃ© des ressources en eau, l'irrigation, l'infrastructure, l'efficience d'utilisation de l'eau et le stress hydrique. Utile Ã la planification, aux investissements et Ã la coopÃ©ration internationale, il est devenu incontournable pour les dÃ©cideurs. AQUASTAT vient appuyer la FAO dans son rÃ´le d'organisme responsable des indicateurs 6.4.1 (efficience d'utilisation de l'eau) et 6.4.2 (niveau de stress hydrique).

"Aujourd'hui, 2,5 milliards de personnes vivent dans des pays en situation de stress hydrique, tandis que 10% de la population mondiale vit dans une situation de stress hydrique Ã©levÃ© ou extrÃªme. En assurant le suivi de ces informations, AQUASTAT permet aux gouvernements et aux organisations de prendre des mesures prÃ©ventives", a prÃ©cisÃ© le directeur gÃ©nÃ©ral de la FAO.

FAO

La Chine devient partie Ã l'Accord de lutte contre la pÃ¢che illicite, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e

La RÃ©publique populaire de Chine, plus grand producteur mondial du secteur de la pÃ¢che de capture, a donnÃ© un coup de fouet aux efforts de lutte contre la pÃ¢che illicite, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e (pÃ¢che INDNR) en devenant le 108e membre Ã adhÃ©rer Ã l'Accord de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif aux mesures du ressort de l'Ã©tat du port (Agreement on Port State Measures, PSMA) visant Ã prÃ©venir, contrecarrer et Ãliminer la pÃ¢che illicite, non dÃ©clarÃ©e et non rÃ©glementÃ©e.

FAO

À

EXPLORATIONS

Aux origines des continents : l'eau (enfin presque !)

Comment les continents sont-ils apparus sur Terre ? Cette question, cruciale pour comprendre l'émergence des civilisations et de la vie elle-même, reste l'un des grands mystères des premières étapes de l'évolution planétaire. Une étude récemment publiée dans *Science Advances* et menée par des scientifiques du CNRS-INSU apporte un nouvel éclairage sur le sujet en proposant un mécanisme de formation très probable de croûte continentale, impliquant la présence d'eau avec la fusion d'une protocroute serpentinisée.

CNRS

Les rivières de Titan soumises aux mêmes lois physiques que sur Terre

Titan, la plus grande lune de Saturne, est l'un des rares corps du système solaire avec la Terre à posséder des rivières actives façonnant son paysage. Cependant, sur cette lune glacée, ce n'est pas l'eau qui coule dans les lits fluviaux, mais du méthane liquide. Ce dernier, soumis à un cycle météorologique similaire à celui de l'eau sur Terre, s'évapore, se condense en nuages, puis retombe sous forme de précipitations. Ce processus façonne la surface de Titan en creusant des vallées et des réseaux fluviaux qui s'étendent sur des centaines de kilomètres. Des chercheurs de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP, Université Paris Cité/CNRS/IPGP) ont démontré pour la première fois que ces rivières de Titan suivent les mêmes lois physiques que celles de la Terre. Leurs travaux, publiés dans la revue *Geophysical Research Letters*, montrent que la théorie du seuil, utilisée pour étudier les rivières terrestres, peut être appliquée aux rivières extraterrestres. Grâce à cette approche, ils ont pu estimer le débit des cours d'eau de Titan et en déduire les taux de précipitations de méthane. Ces résultats ouvrent de nouvelles perspectives pour l'étude du climat et des rivières du satellite saturnien.

IPGP

À

Des indices prometteurs liés à la vie détectés sur une exoplanète ?

Les "signes" les plus prometteurs Ã ce jour d'une vie potentielle sur une planÃ¨te hors de notre systÃ¨me solaire ont Ã©tÃ© dÃ©tectÃ©s par des astrophysiciens britanniques et amÃ©ricains, mais d'autres scientifiques invitent cependant Ã la prudence.

SituÃ©e Ã 124 annÃ©es-lumiÃ¨re de la Terre, dans la constellation du Lion, K2-18b fait l'objet de dÃ©bats animÃ©s au sein de la communautÃ© scientifique, qui se demande si cette exoplanÃ¨te pourrait Ãªtre un monde ocÃ©anique susceptible d'abriter une vie microbienne. En utilisant le tÃ©lescope spatial James Webb, les chercheurs ont dÃ©tectÃ© dans son atmosphÃ¨re des signes de composÃ©s chimiques longtemps considÃ©rÃ©s comme des biosignatures d'une possible vie extraterrestre : du sulfure de dimÃ©thyle et du disulfure de dimÃ©thyle, sur Terre uniquement produits par des organismes vivants - principalement du phytoplancton. "Ce que nous observons Ã ce stade, ce sont des indices d'une possible activitÃ© biologique hors du systÃ¨me solaire", a dÃ©clarÃ© lors d'une confÃ©rence de presse Nikku Madhusudhan, astrophysicien Ã l'UniversitÃ© de Cambridge et auteur principal de l'Ã©tude publiÃ©e dans The Astrophysical Journal Letters. "Pour Ãªtre franÃ§ais je pense que c'est le cas le plus proche d'une caractÃ©ristique que nous pouvons attribuer Ã la vie", a-t-il assurÃ©, tout en soulignant que d'autres observations Ã©taient nÃ©cessaires.

Radio-Canada

Ã

HONNEURS

Le Camerounais Farmer Tantoh, laurÃ©at du prix Earthna

C'est un prix qui rÃ©jouit Farmer Tantoh et sa fondation du mÃªme nom. Ce militant camerounais a jusqu'ici permis Ã 250 000 personnes d'avoir accÃ¨s Ã l'eau en encourageant la protection des captages et la rÃ©cupÃ©ration des eaux de pluie.

Les laurÃ©ats du prix Earthna ont Ã©tÃ© dÃ©voilÃ©s le 22 avril, Jour de la Terre, par la fondation du Qatar souhaitant encourager les projets environnementaux qui s'appuient sur les savoirs traditionnels. Parmi les finalistes figuraient Tarun Bharat Sangh, l'ONG du Dr Rajendra Singh, "Waterman of India" et, toujours en Inde, le projet One Drop Foundation mettant l'art social au service du changement de comportement. En AmÃ©rique latine, le Water Fund for Lima and Callao - Aquafondo a Ã©tÃ© distinguÃ© pour son travail d'intÃ©gration des pratiques ancestrales aux cÃ©tÃ©s de l'ingÃ©nierie moderne dans les Ã©cosystÃ¨mes de rÃ©gulation de l'eau.

Finalistes du Earthna Prize

Ã

Finaliste au concours Photo de l'année 2025

Le cliché du photographe mexico-péruvien Musuk Nolte montre un homme apportant à pied de la nourriture à sa mère au village brésilien de Manacapuru, qui n'est plus accessible par bateau en raison de la sécheresse. La photo a été finaliste du concours Photo de l'année 2025 de la Fondation World Press Photo, qui organise l'exposition du même nom tous les ans à Montréal. L'autre photo finaliste, prise par le photojournaliste américain John Moore pour Getty Images, donne à voir des migrants chinois tentant de se réchauffer sous la pluie froide avoir franchi la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Au final les deux clichés ont été devancés par le portrait de Mahmoud Ajjour, un jeune garçon mutilé pris par la photographe palestinienne Samar Abu Elouf pour le New York Times.

Radio-Canada

À

CONCOURS

Calendrier 2026 de l'OMM

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) annonce le lancement de son concours de photographies pour le calendrier 2026, l'une de ses activités annuelles les plus attendues. Cette année, le concours se concentrera sur les impacts à la fois positifs et négatifs du climat, de la météo et de l'eau sur les personnes et leurs moyens de subsistance. Sont recherchées des photographies de grande qualité et significatives qui illustrent le pouvoir de la nature et la nécessité urgente de protéger la planète.

OMM

À

EXPOSITIONS

À

PARIS

La grande exposition estivale du Muséum national d'Histoire naturelle

À À À À

Le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris invite à un voyage inédit au cœur des milieux désertiques de notre planète, de l'emblématique Sahara aux déserts polaires, en passant par les déserts de Sonora, d'Atacama, de Gobi... Le point commun à ces milieux : des conditions hors normes à priori hostiles à la vie. Et pourtant, animaux et végétaux y ont développé d'ingénieuses stratégies d'adaptation que le public découvre à travers les spécimens d'une biodiversité surprenante, issus de différentes régions du monde. L'exposition présente également les méthodes déployées par humains pour vivre dans ces environnements contraignants, mais aussi les menaces qu'ils font peser sur ces milieux fragiles. L'occasion par ailleurs de faire découvrir l'expérience du désert comme terrain privilégié de recherche. À travers près de 200 spécimens et objets de natures variées, pour la plupart issus des riches collections du Muséum, ainsi que des dispositifs mécaniques et multimédias ou de grandes projections, l'exposition offre une approche scientifique, ludique et esthétique de ces milieux fascinants.

Dossier de presse

Londres

Antarctica: The Melting Silence

Une coalition de grandes organisations environnementales du monde entier dévoile Antarctica: The Melting Silence (Antarctique : la fonte silencieuse), une expérience cinématographique immersive révolutionnaire qui plante les lointaines étendues sauvages de l'Antarctique au cœur de Londres. L'installation, réalisée par Alex Wolf et présentée pour la première fois à l'Outernet London dans le cadre du Jour de la Terre, fusionne technologie de pointe et activisme environnemental pour appeler à la protection de 30 % de l'océan Austral d'ici 2030. L'installation pourra être vue jusqu'en avril 2026.

Outernet London

À

ENCORE DES MOTS, TOUJOURS DES MOTS

L'UNICEM appelle à bannir un terme trompeur et à reconnaître la contribution du béton aux territoires durables.

Les syndicats professionnels français réunis au sein de l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), dont le Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE), interpellent les médias et les acteurs de l'aménagement, de la construction et des politiques publiques sur l'usage inapproprié et stigmatisant du terme "bétonisation". Ce mot-valise, sans base technique ni juridique, dessert la nécessaire transition écologique en opposant de manière simpliste urbanisation et nature. Il confond artificialisation et matériau. Employé à tort comme synonyme d'artificialisation des sols, le mot "bétonisation" amalgame un processus d'étalement urbain avec un matériau de construction. Il occulte la réalité des usages : dans la majorité des cas, le béton est un vecteur de solutions, pas une cause de déséquilibres, rappelle Alain Plantier, président de l'UNICEM.

Communiqué

À

À

Europe
top

L'État du climat en Europe en 2024

L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement et les effets du changement climatique sont évidents. 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur le continent. Les tempêtes ont souvent été violentes et les inondations généralisées, faisant au moins 335 victimes et touchant environ 413 000 personnes. Au cours de l'année, on a observé un contraste est-ouest frappant dans les conditions climatiques, avec des conditions extrêmement sèches et souvent des records de chaleur à l'est, et des conditions chaudes mais humides à l'ouest.

Le rapport European State of the Climate 2024 (ESOTC 2024), publié le 15 avril, fait appel à une centaine de contributeurs scientifiques qui fournissent des informations globales et concises sur le climat de l'Europe. C3S est mis en œuvre par le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme pour le compte de la Commission européenne. Depuis 2018, le service publie l'ESOTC, une analyse détaillée du climat de l'Europe pour l'année précédente, allant au-delà de la température annuelle avec des analyses d'un large éventail de variables climatiques, du stress thermique et froid à la durée d'ensoleillement et à la nébulosité, des incendies de forêt aux glaciers et bien plus encore. Cette publication sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) fait suite à celle concernant l'Amérique latine et les Caraïbes.

European State of the Climate - Report 2024

State of the Climate in Latin America and the Caribbean - Report 2024

À

Les villes européennes prévoient de renforcer leur action en faveur du climat

Selon une nouvelle enquête de la Banque européenne d'investissement (BEI), la plupart des villes européennes prévoient de consacrer davantage de moyens à la lutte contre les changements climatiques et à l'augmentation du nombre de logements sociaux, d'écoles et d'hôpitaux. L'enquête 2025 de la BEI auprès des municipalités indique que 56 % de ces dernières ont l'intention d'investir davantage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et 53 % d'augmenter les budgets consacrés aux infrastructures sociales au cours des trois prochaines années.

The State of Local Infrastructures in Europe. EIB Municipalities Survey 2024-2025

À

Les effets des polymères PFAS sur notre santé et l'environnement

Une évaluation de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) indique que les PFAS sont susceptibles de contribuer au réchauffement de la planète et à l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Les substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) sont sous les feux de l'actualité depuis plus d'une décennie en raison de leur impact potentiel sur la santé humaine et l'environnement. C'est particulièrement vrai pour certains composés tels que le PFOS et le PFOA, alors que les impacts associés à la forme chimique des PFAS connue sous le nom de "polymères PFAS", qui en termes simples consistent en des molécules plus grandes, ont été considérés comme les plus faibles. Cependant, des éléments suggèrent maintenant que les polymères PFAS peuvent conduire à divers types d'impacts au cours de leur cycle de vie, selon l'évaluation de l'AEE "PFAS polymers in focus : supporting Europe's zero pollution, low-carbon and circular economy ambitions" (Les polymères PFAS en point de mire : soutenir les ambitions de l'Europe en matière de pollution zéro, de faible émission de carbone et d'économie circulaire). L'analyse fournit les dernières connaissances sur les impacts potentiels sur la santé, l'environnement et le climat et fournit un contexte aux propositions de l'UE visant à clarifier l'utilisation des PFAS en Europe.

Les polymères PFAS représentent actuellement une part importante, de 24 à 40 %, du volume total de PFAS mis sur le marché de l'UE, et ils sont largement utilisés dans une vaste gamme de produits et de technologies. Le rapport de l'AEE souligne qu'il est essentiel d'adopter une perspective de cycle de vie complet pour les polymères PFAS lors de l'évaluation de leurs impacts et de la prise de décision concernant leur utilisation future.

AEE

À

FRANCE

Quelle évolution de la demande en eau d'ici 2050 ?

Publié en janvier 2025, ce rapport de France Stratégie analyse l'évolution de la demande en eau à l'horizon 2050 face aux effets du changement climatique. Il s'appuie sur trois scénarios : le premier, appelé "tendanciel", prolonge les tendances passées ; le deuxième, baptisé "politiques publiques", simule la mise en place de politiques publiques récemment annoncées ; le troisième, dit "de rupture", se caractérise par un usage sobre de l'eau.

Entre 2020 et 2050, dans la configuration climatique la plus défavorable étudiée, la demande annuelle stagne dans le scénario tendanciel (+1 %) et diminue dans les scénarios politiques publiques (-24 %) et de rupture (-47 %), notamment du fait de la baisse de la demande pour la production énergétique dans la vallée du Rhône. La demande pour l'irrigation augmente fortement et devient majoritaire. À la différence de la production énergétique, l'irrigation consomme la majorité de l'eau prélevée en raison de l'évapotranspiration des plantes. Aussi les consommations augmentent-elles substantiellement dans les scénarios tendanciel (+102 %) et politiques publiques (+72 %). Dans ce dernier scénario, elles sont multipliées par plus de deux dans près d'un quart des bassins versants. Seul le scénario de rupture permet de contenir l'augmentation des consommations (+10 % par rapport à 2020) dans la configuration climatique la plus défavorable étudiée. Avec l'augmentation de la part de l'agriculture dans les prélèvements, la demande en eau sera davantage concentrée au cours des mois les plus chauds de l'année, quand la ressource en eau est au plus bas dans les milieux aquatiques. Une prochaine publication de France Stratégie quantifiera les tensions entre la ressource en eau disponible et cette demande.

À noter, le travail très intéressant réalisé sur les cartes.

France Stratégie

À

SANTÉ

Analyse des résultats de l'expertise collective de l'INSERM sur les effets des pesticides sur la santé

Au travers de son dispositif de phytopharmacovigilance, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a analysé les résultats d'un travail scientifique d'envergure : l'expertise collective de l'INSERM sur les liens entre l'exposition aux pesticides et la santé humaine mise à jour en 2021. À l'issue de cette analyse, l'Agence identifie plusieurs signaux sanitaires dont un signal fort concernant la famille des pyréthrinoïdes, utilisés dans des produits phytopharmaceutiques mais également dans des biocides et des médicaments vétérinaires. L'ANSES rappelle l'importance de revoir régulièrement les évaluations des substances et produits au vu de nouvelles données.

ANSES

À

BIODIVERSITÉ

Bonne nouvelle : Le castor étend son territoire

Le 7 avril est la journée internationale du castor. L'Office français de la biodiversité (OFB) propose d'en savoir plus sur cette espèce emblématique de nos cours d'eau.

Si le Castor d'Europe (*Castor fiber*) occupait initialement la quasi-totalité de l'Europe et de l'Asie, ses effectifs ont commencé à régresser dès le XII^e siècle du fait de l'exploitation de sa fourrure, de sa viande et de son castoreum (utilisé en parfumerie et médecine traditionnelle), mais également car il était considéré comme nuisible. Au début du siècle, l'espèce avait quasiment disparu : elle ne subsistait que sur l'Elbe en Allemagne, au sud de la Norvège, dans le delta du Rhône en France et de façon marginale en Europe de l'Est et en Russie. D'après les estimations, il ne restait alors qu'environ 1 200 individus dans le monde. En France, pour lutter contre la disparition de cette espèce emblématique, plusieurs opérations de réintroduction ont eu lieu à partir des années 1950. Le Castor d'Europe a également obtenu le statut d'espèce protégée sur l'ensemble du territoire, en 1968. Grâce à ces actions, le Castor d'Europe est désormais présent sur plus de 18 000 kilomètres de cours d'eau, soit une population estimée à au moins 20 000 individus, et sa répartition géographique est toujours en expansion. Des perspectives de colonisation existent sur la plupart des bassins où l'espèce est présente.

Pour suivre la répartition du Castor d'Europe en France, l'OFB pilote le réseau Castor depuis 1987. Les multiples partenaires du réseau (associations de protection de la nature, syndicat de rivière, fédérations de pêche et de chasse, parcs naturels régionaux, réserves naturelles...) parcourent les cours d'eau, marais, lacs, étangs à la recherche d'indices de présence de l'espèce et permettent ainsi d'actualiser la carte de répartition du Castor d'Europe en France. Ces données permettent notamment d'évaluer l'état de conservation de l'espèce au niveau européen. Avec un état de conservation jugé favorable au niveau national, plusieurs enjeux de protection subsistent toutefois, notamment sur la cohabitation entre l'espèce et les activités humaines (coupe et éclairage d'arbres, inondations de parcelles cultivées, ornementales, d'infrastructures de transports...) et au niveau de la gestion de l'espèce (vigilance sur le Castor Canadien classé espèce exotique envahissante et sur la diversité génétique de l'espèce européenne issue d'un faible nombre d'individus). Pour répondre à ces enjeux de conservation et dynamiser les différentes actions menées autour de cette espèce en France, l'OFB, la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM) et la Société nationale de protection de la nature (SNPN) co-rédigent actuellement une stratégie nationale sur l'espèce. Elle reprendra 3 axes thématiques : Développer et diffuser les connaissances sur le Castor d'Europe ; Intégrer le Castor dans la gestion et la restauration des socio-écosystèmes ; Améliorer la cohabitation entre le Castor et les humains.

OFB - photo Alsace Nature

À

Étude INRAE-IFREMER : Impacts des modes de production labellisés sur la biodiversité

Permettre aux consommateurs de connaître l'impact environnemental de leurs achats est l'un des objectifs de la loi Climat et Résilience de 2021. C'est dans ce cadre qu'ont été lancés des travaux en vue de mettre en place un système d'affichage environnemental des produits alimentaires. Les expérimentations en cours se fondent essentiellement sur l'analyse du cycle de vie (ACV) des produits, qui prend en compte les émissions de gaz à effet de serre ou la consommation d'eau, mais présente des limites pour intégrer les impacts sur la biodiversité. C'est pourquoi les ministères en charge de la transition écologique, de l'agriculture et de l'alimentation et l'ADEME ont sollicité l'INRAE et l'IFREMER en 2022 pour mieux documenter le volet biodiversité des impacts environnementaux de notre alimentation, en se focalisant sur les pratiques en agriculture (productions végétales et animales), en aquaculture et en pêche. Les conclusions de cette étude, présentées le 30 avril, mettent en avant les pratiques qui ont des impacts favorables ou défavorables sur la biodiversité. Elles montrent également la disparité des pratiques figurant dans les cahiers des charges des labels et proposent des pistes méthodologiques pour mieux intégrer les effets sur la biodiversité dans le système d'affichage environnemental.

INRAE

À

Protection des captages

Agnès Pannier-Runacher présente la feuille de route 2025

"Depuis 1980, plus de 30 % des captages fermés l'ont été en raison de pollutions. Face à ce défi, il est urgent d'agir. La protection de nos captages d'eau potable apparaît comme une priorité absolue pour améliorer la qualité de notre eau. Or, le compte n'y est pas. Seuls 1 500 captages sur 33 000 ont pu être sécurisés. Nous devons donc changer d'échelle et de méthode", déclare Agnès Pannier-Runacher en introduction de la feuille de route.

Trois objectifs principaux sont visés : Identifier précisément les aires de captage sensibles sur lesquels seront cibler les efforts ; Sécuriser en priorité ces captages menacés, en agissant là où l'impact sera le plus fort ; Accompagner collectivités, agriculteurs et industriels avec des solutions adaptées et graduées, pour leur permettre d'adopter des pratiques plus durables. Pour soutenir ces ambitions, la ministre présentera dans les prochaines semaines : un arrêté de définition des captages sensibles, qui clarifiera les priorités et orientera les interventions ciblées en lien avec les territoires ; un guide opérationnel à destination des préfets, garantissant une gestion cohérente, efficace et adaptée aux réalités locales ; des outils financiers adaptés. Sur le financement justement : une enveloppe initiale de 6,5 millions d'euros de subventions issue de la stratégie écophyto permettra d'engager ces actions. Elle viendra s'ajouter aux 2 milliards d'aides mobilisés via la Banque des territoires et les enveloppes des agences de bassin.

Feuille de route

À

PFAS

Ce que révèle l'absence des déclarations de lobbying publiées fin mars

Adoptée en février, la loi interdisant certains usages des PFAS a suscité une intense activité de lobbying. Jordan Allouche, lui-même lobbyiste écologiste, a recensé dans le détail les déclarations au registre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), publiées fin mars. Il dévoile dans Le Club de Mediapart qui a tenté d'influencer le texte, et comment.

Le Club de Mediapart

Traitement des PFAS dans la Vallée de la chimie

Le Syndicat mixte d'eau potable Rhône-Sud et Suez déploient une nouvelle solution de traitement sur l'usine de production d'eau de Ternay

À Ternay, au sud de la Vallée de la chimie, le Syndicat mixte d'eau potable Rhône-Sud (SMEP) et Suez lancent la construction d'une solution de traitement des PFAS dans l'eau potable. Cette solution technologique brevetée par Suez est déployée pour la première fois en France pour répondre à la problématique des polluants persistants. Elle permettra de garantir une eau de qualité à près de 170 000 usagers du Sud Lyonnais alimentés par l'usine de Ternay.

Dès 2022, le SMEP Rhône-Sud s'est mobilisé pour préserver la qualité de l'eau potable produite par l'usine. Suez, en collaboration avec le syndicat, a déployé un plan d'action en deux volets : une série d'essais en laboratoire dans son centre de recherche du CIRSEE, et un pilote industriel au sein de l'usine pour corroborer les résultats obtenus. Ce travail, mené en lien étroit avec les autorités sanitaires et avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse, a permis de déterminer le traitement le mieux adapté au territoire pour traiter les PFAS et améliorer la qualité de l'eau potable dans la durée. Inaugurée en 2017, l'usine de Ternay se compose actuellement de six filtres à charbon actif. Les analyses menées depuis 2022 ont mis en évidence la saturation rapide de ces filtres, impactant leur capacité à retenir l'ensemble des PFAS présents dans la ressource. Pour garantir la qualité de l'eau potable dans la durée, le SMEP Rhône-Sud et Suez ont fait le choix de déployer une solution brevetée par Suez, qui s'appuie sur le renouvellement en continu du charbon actif, grâce à un système de 6 réacteurs à flux descendant. Cette innovation permet de maintenir l'efficacité du traitement, sans mise à l'arrêt des filtres pour le renouvellement du charbon. Elle peut s'intégrer dans une usine existante dans le cadre d'une réhabilitation, limitant ainsi les coûts d'investissement pour la collectivité.

Suez rappelle se mobiliser sur le sujet des PFAS depuis 2018, pour avoir aujourd'hui la capacité d'analyser et de quantifier la présence de 65 molécules de PFAS dans l'eau, soit 45 de plus que celles ciblées par la réglementation. Disposant des solutions de traitement éprouvées comme le charbon actif ou l'osmose inverse basse pression, le groupe a mis en œuvre une approche structurée globale pour accompagner les collectivités : de l'état des lieux jusqu'à la définition et au chiffrage de la ou des filières de traitement les mieux adaptées au contexte local, en passant par des essais de validation à l'échelle laboratoire ou de démonstration à l'échelle semi-industrielle sur site. Suez dispose par ailleurs de filières d'excellence d'élimination des rejets contenant des PFAS, comme l'incinération à haute température dans des installations spécialisées.

Synoptique Ternay

À

REUT

Réutilisation des eaux usées traitées sur le littoral

19 projets à l'issue de la 2^{ème} vague du programme CEREMA-ANEL

Le CEREMA, l'Association nationale des élus des littoraux et le Ministère de la Transition écologique, avec le soutien des agences de l'eau, l'Office français de la biodiversité et la Banque des Territoires, ont lancé un programme pour accompagner les territoires littoraux dans le déploiement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Après 12 premiers territoires en 2024, 19 collectivités ont rejoint le programme lors de la deuxième vague de l'appel à projets.

Ce programme vise à renforcer la gestion de la ressource en eau face aux effets du changement climatique et aux enjeux de résilience, dans le cadre du Plan Eau 2023, qui ambitionne de multiplier par 10 la réutilisation des eaux d'ici 2030. La mesure 18 du Plan Eau a pour objectif de dynamiser la mise en œuvre de projets de REUT sur les zones littorales. Le programme d'accompagnement soutient les collectivités littorales dans l'élaboration de stratégies de REUT adaptées à leur contexte. Il inclut plusieurs étapes d'étude : études d'opportunité (diagnostic territorial des tensions sur la ressource,

des besoins actuels et futurs, des acteurs territoriaux et identification des stations d'Épuration opportunes) ; Études de pré-faisabilité (analyse bénéfices-risques des projets et Élaboration d'une feuille de route prévisionnelle) ; Études de faisabilité (analyse coût-bénéfice technico-Économique, social et environnemental du projet retenu). Plusieurs collectivités (communes, intercommunalités, départements, régions, syndicats des eaux et d'assainissement, sociétés publiques locales) bénéficieront pour réaliser ces Études : d'un appui technique du CEREMA et d'un cadre méthodologique pour le montage et le suivi des Études ; de subventions à hauteur de 80 % maximum ; d'une dynamique collective de partage d'expérience.

Les 19 lauréats de la 2^{ème} vague de l'appel à projets

À

PROJET DE TRANSFERT

La déviation de la Dordogne, un projet de mal-adaptation climatique ?

La Tribune revient dans son Édition du 17 avril sur l'idée de déviation de la Dordogne, relayée dans notre précédent Édition (mars 2025). Pour rappel, les départements de Corrèze et des Charentes misent sur un débit artificiel des rivières pour préserver des modèles agricoles et touristiques intensifs. La stratégie est critiquée pour son Échec des effets du changement climatique et son absence de remise en question des usages de l'eau. À ce stade de l'Étude, deux scénarios projettent de pomper 30 millions de mètres cubes dans le bassin versant de la Dordogne. Le fleuve n'a pourtant pas le luxe de s'en priver, selon l'Étude Dordogne 2050. Les effets du changement climatique sur ce bassin versant entraîneraient une baisse de 20 % du débit des Étiages, et autant des capacités de remplissage des grands réservoirs hydroélectriques, qui devront malgré tout soutenir les déficits en aval. Le projet de réalimentation de la Charente a tout d'un exemple de mal-adaptation. À "Faire reposer l'approvisionnement en eau sur un bassin voisin, c'est É terme des conflits d'usages très importants sur la ressource. Le changement climatique ne s'arrête pas É un bassin versant", alerte Yves Tramblay, hydroclimatologue coordinateur du volet sécurité du projet Explore 2, un État des lieux des impacts du changement climatique en France. Dévier les cours d'eau semble surtout permettre d'Éviter la question qui fâche : les usages du bassin versant de la Charente ne seraient-ils pas surdimensionnés par rapport É la ressource en eau ?

L'article de Nicolas Beublet et Maxime Giraudeau -À La Tribune

À

PUBLICATIONS

Se protéger des inondations en préservant l'environnement

Le CEREMA consacre un Essentiel au sujet "Se protéger des inondations en préservant l'environnement". La publication s'adresse en premier lieu aux maires et É leurs Équipes. Son objectif est de présenter une approche de la prévention des inondations qui prend en compte les enjeux liés É la biodiversité, en alliant différents types de solutions. Elle précise les Évolutions et pistes de progrès dans ce domaine et présente les travaux du CEREMA sur ces sujets.

Essentiel CEREMA

Gestion des eaux pluviales

L'Agence de l'eau Artois-Picardie et ADOPTA (Association pour le développement opérationnel et la promotion des techniques alternatives) ont réalisé avec les contributions de collectivités et départements techniques un Guide pour la

définition d'un Schéma global de gestion des eaux pluviales.

Guide SDGEP

Biosurveillance : Évaluer l'impact des polluants sur les rivières franciliennes

Le SIAAP s'est associé à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) pour produire un premier fascicule explorant l'utilisation opérationnelle de la biosurveillance. L'objectif de cet ouvrage est de mieux comprendre et suivre l'impact des polluants sur les rivières franciliennes.

Depuis plus de 30 ans, le SIAAP surveille la qualité des eaux de la Seine et de ses affluents à travers son observatoire MeSeine. Grâce à la programmation scientifique innovation, cet outil évolue sans cesse. Après plusieurs années d'expérimentations, l'observatoire intègre désormais la biosurveillance à l'échelle opérationnelle. Cette méthode innovante repose sur des bioessais, qui évaluent directement les effets des contaminants sur des organismes vivants, depuis l'échelle cellulaire jusqu'à l'organisme. Une approche novatrice qui complète l'analyse chimique et renforce l'évaluation de la qualité des eaux de surface.

Le fascicule "Biosurveillance : surveiller la qualité des eaux franciliennes en mesurant leurs effets sur le vivant" met en lumière les premières applications opérationnelles de cet outil innovant par une collectivité publique. Entre 2018 et 2023, une vaste campagne d'expérimentation a été menée sur la Seine et la Marne, mobilisant une vingtaine de bioessais pour mesurer l'impact du système d'assainissement sur la rivière. Ils ont permis de mettre en place un dispositif de biosurveillance adapté au contexte et d'établir un référentiel pour surveiller l'écotoxicité des rivières franciliennes. Cette publication retrace également l'utilisation de la biosurveillance pour l'évaluation de l'efficacité de traitements complémentaires des micropolluants ou encore pour valider l'innocuité environnementale d'un procédé de désinfection. Elle cite l'exemple de l'acide performique utilisé pour garantir la qualité des eaux lors des Jeux olympiques de Paris 2024.

Fascicule Biosurveillance

L'adaptation au changement climatique des espaces commerciaux

Le Perifem (féderation technique du commerce et de la distribution), avec l'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, publie le premier module d'un guide dédié à l'adaptation au changement climatique dans les espaces commerciaux. Ce premier volet pose les bases communes en présentant les enjeux liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique dans les espaces commerciaux, afin de mieux en comprendre les impacts et les défis spécifiques au secteur. Un deuxième et un troisième volet suivront.

Premier volet

À

OUTILS

Vigicrues renforce ses outils

Le dispositif Vigicrues informe sur les risques de crues dans les 24 heures à venir sur 23 000 km de cours d'eau en France. L'application permet de recevoir des avertissements personnalisés directement sur son téléphone portable. Ce site met désormais à disposition une nouvelle fonctionnalité : l'affichage dynamique des cartographies des zones d'inondation potentielle. Ces cartographies permettent de connaître l'étendue potentielle d'une inondation sur un territoire donné. Les autorités et les habitants exposés à ce risque peuvent visualiser les impacts attendus sur le territoire, selon la hauteur d'eau à une station donnée. Elles sont un outil à disposition de tous, et notamment des pouvoirs publics pour prendre les mesures nécessaires à la protection des populations. Avec l'affichage dynamique sur le site Internet et l'application mobile de Vigicrues, la visualisation est à présent interactive et plus intuitive pour tous les utilisateurs.

Sur les cours d'eau de plus petite taille, le service complémentaire Vigicrues Flash informe en temps réel d'un risque de crues soudaines, qualifiées de fortes ou très fortes, dans les prochaines heures. Avec l'ajout de plus de 100 communes, en Essonne, Ardèche, Aveyron, dans les Yvelines et la Creuse, Vigicrues Flash couvre désormais plus de 11 400 communes et 34 000 km de cours d'eau. La collectivité et les gestionnaires de crise peuvent s'abonner gratuitement et recevoir des alertes SMS en cas de risque de crue.

Vigicrues

À

JEUX

Tout un foïn ! Un jeu de rôles sur le dialogue territorial

Ce jeu pédagogique et immersif, destiné aux professionnels et étudiants du monde agricole et des secteurs de l'environnement, vise à favoriser une réflexion collective pour une gestion concertée des paysages afin de concilier l'élevage pastoral, la valeur patrimoniale des paysages et la préservation de la biodiversité.

INRAE - Découvrir le jeu

Mission Nature : L'Édition 2025 dédiée à la protection de la biodiversité marine et littorale

Pour célébrer l'Année de la Mer, la 3^{ème} Édition du jeu Mission Nature est consacrée à la mer et aux littoraux avec 2 nouveaux projets sélectionnés dans l'Hexagone et dans les Outre-mer. Les tickets de grattage de cette nouvelle saison sont disponibles à partir du 28 avril.

Lancé en 2023 par FDJ UNITED, le jeu de grattage permet de récolter des fonds directement versés à l'Office français de la biodiversité (OFB) pour financer des projets de restauration du vivant. 0,43 euro par ticket de 3 euros acheté sera reversé par l'État à l'Office français de la biodiversité pour le financement de ces projets. Cette offre de jeu sera complétée par un tirage Loto dédié à l'occasion de la Fête de la Nature avec un jackpot éventuel de 10 millions d'euros minimum qui sera proposé aux joueurs le samedi 24 mai. Pour chaque grille de 2,20 euros jouée, 0,54 euro sera reversé à l'Office français de la biodiversité.

À

ACTEURS

Suez et le CNRS signent un partenariat stratégique de 5 ans sur la R&D Eau et Déchets

Suez et le CNRS ont signé un accord-cadre d'une durée de 5 ans pour unir leurs efforts de R&D et développer des solutions innovantes, afin de favoriser une gestion durable des ressources, et de nouvelles technologies de décarbonation. Cet accord-cadre vise la mise en commun des capacités d'innovation de l'un, et de l'excellence scientifique de l'autre. Il vient renforcer une collaboration fructueuse, marquée par plus d'une trentaine de coopérations sur les 10 dernières années, et un portefeuille de 14 brevets communs. Ainsi, les équipes Suez travaillent depuis 2021 avec les chercheurs de l'Institut de chimie de la matière condensée de Bordeaux (Bordeaux INP/CNRS/Université de

Bordeaux), un laboratoire du CNRS spécialiste mondial des fluides super critiques, pour développer un équipement unique de gazéification hydrothermale aujourd'hui opérationnel. Ce procédé permet de valoriser les boues d'épuration pour produire du gaz renouvelable et récupérer les minéraux présents dans les boues, tout en détruisant les micropolluants. Grâce à ce procédé, les déchets organiques sont divisés par 15 à 20. Mis en route en janvier 2023, le pilote qui traite 5 litres d'effluents par heure a permis de mener des premiers essais de fonctionnement du procédé en flux continu (alimentation/extraction). Ce premier test fructueux a conduit les équipes de Suez à initier la construction d'un pilote industriel d'une capacité de traitement de 150 litres de boues par heure, sur son site Terre d'Aquitaine, à Saint-Selve (Gironde), en vue de son industrialisation.

Dans le cadre de leur partenariat, les deux partenaires mettront en commun leurs compétences pour adresser des enjeux clés du futur de la gestion des boues d'épuration, le dessalement de l'eau de mer, le traitement des micropolluants et la réduction des PFAS (composés perfluoroalkylés), tout en contribuant à la décarbonation des secteurs industriels et à l'amélioration des processus de gestion des déchets, via l'intelligence artificielle et la robotique, au démantèlement et à la transformation de la matière. Les équipes scientifiques du CNRS travailleront en étroite collaboration avec les experts de Suez pour développer et mettre sur le marché des technologies de pointe, notamment dans le traitement avancé de l'eau et de nouvelles méthodes pour le recyclage et la valorisation des matières, en collaboration avec l'écosystème entrepreneurial et de startups (près de 100 startups issues des laboratoires sous tutelle CNRS sont créées chaque année). Cet accord stratégique met également un accent particulier sur le démantèlement des infrastructures vieillissantes et la réduction de l'empreinte écologique des activités industrielles, tout en favorisant des solutions pour une utilisation circulaire des ressources par toutes les parties prenantes.

Jeunesse pour l'eau

Le Parlement français des jeunes pour l'eau (PFJE) sera officiellement lancé et siégera pour la première fois le 6 juin prochain en marge de la conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC 3) à Nice.

Initié par l'association La Jeunesse pour l'Eau (JPE) créée en 2021, ce parlement a pour objectif de mobiliser les jeunes entre 18 et 27 ans sur les enjeux de l'eau. Il s'agit de les fédérer et de faire entendre leur voix auprès des instances de la politique de l'eau, aussi bien à l'échelle locale que nationale et internationale. Un appel à candidature a été lancé. Plusieurs dizaines de jeunes ont postulé. Celles et ceux qui ont été sélectionnés représentent l'un des 7 bassins hydrographiques métropolitains et des 5 bassins Outre-Mer. Le parlement se veut un lieu d'échange, de sensibilisation et d'innovation. Le futur PFJE est structuré en deux commissions concernant les actions nationales et internationales, et d'une commission avec une thématique annuelle. Les jeunes ont un mandat de deux ans.

Cette initiative a reçu le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Agence de l'eau Artois-Picardie.

À

EN PRAISON VISION DE L'ÉTÉ

Quelles plages éviter ?

Eau et Rivières de Bretagne (ERB) a répertorié sur une carte les zones plus ou moins polluées en 2025. Résultat : 36 sont déconseillées et 83 à éviter.

Votre plage favorite est-elle polluée ? Vert, bleu, orange, rouge... Pour la deuxième année consécutive, l'association Eau et Rivières de Bretagne a publié son étude "La belle plage", qui classe les zones littorales en France métropolitaine et en Corse selon la qualité de l'eau. D'après ses calculs, comme l'an passé, un cinquième des rivages sont régulièrement pollués. Si les plages recommandées et peu risquées représentent 75,89 % du total, Eau et Rivières de Bretagne constate globalement une dégradation sensible de l'eau. L'été 2024 ayant été relativement pluvieux, les épisodes de pollution des eaux de baignade ont été plus présents. "Ces pollutions sont liées à la pluviométrie" indique Laurent Le Berre, directeur régional de l'ERB. Les précipitations intenses sont souvent à l'origine de débordements dans les systèmes d'assainissement où l'eau de pluie et celle issue de la consommation humaine (dont des toilettes) sont mélangées. Ces fortes précipitations entraînent également des lessivages importants de terres agricoles situées sur des bassins versants et qui ont été amendées par du lisier issu d'élevages. En résultat : 593 plages sont recommandées, 814 sont peu risquées, 364 déconseillées et 83 à éviter. Se baigner dans ces deux dernières

catégories, c'est prendre le risque d'attraper, par exemple, une maladie liée à la présence de la bactérie E. coli dans la mer, comme une conjonctivite ou gastro-entérite.

Un code couleur de bleu à rouge (et noir pour les non classées, en raison de données manquantes) indique sur la carte l'intensité de la pollution. "On a essayé d'établir un classement facile à interpréter et utile pour le baigneur", précise Christophe Le Visage, vice-président de l'association.

La belle plage - ERB

SEINE-NORMANDIE

Rouen : Inauguration du parc canal Camille Claudel

L'Agence de l'eau Seine-Normandie participait à l'inauguration des aménagements des espaces publics du parc Camille Claudel, pensés pour une gestion à la source des eaux de pluie, avec une recherche de désimperméabilisation notable et une optimisation des surfaces en pleine terre. Cette transformation d'une friche industrielle de 7 hectares a pour ambition de créer un vaste parc arboré et paysagé accueillant des bassins d'agrément et techniques (gestion des eaux pluviales et des crues de la Seine). Ce beau projet qualifié "Solution fondée sur la nature", grâce notamment à la plantation d'essences locales variées favorables à la biodiversité dite ordinaire, a bénéficié d'une aide financière de l'agence de l'eau d'environ 1,15 million d'euros et d'une aide financière du Fonds vert Renaturation des villes et villages d'environ 530 000 euros.

Seine-Normandie

À

ÎLE-DE-FRANCE

Projet SEDIF de filtration membranaire HP

Dans le cadre de la concertation continue en cours avec la CNDP, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) a organisé un webinaire le 23 avril. L'objectif était d'échanger autour de l'actualisation du bilan économique et environnemental du projet de filière membranaire haute performance du Syndicat avec l'Institut national de l'économie circulaire (INEC) et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSEA).

Pour rappel, en 2019 une première étude a été réalisée par le cabinet Deloitte DDD visant à quantifier les apports de décarbonatation chez l'utilisateur à l'échelle du territoire du SEDIF. Dans ce cadre, un outil de modélisation des impacts du calcaire en fonction de différents scénarios (scénarios de dureté de l'eau) a été créé. L'étude a conclu que l'adoucissement de l'eau du robinet à une dureté de 10 °f conduisait à une économie estimée de 94 euros par an pour un foyer moyen, avec des bilans énergétiques (-16 kWh/an) et carbone (-40 kgCO₂eq/an) positifs. Par la suite, compte tenu du montant prévisionnel de l'investissement envisagé et de la dimension collective de la gestion de la ressource en eau, le projet industriel "Vers une eau pure, sans calcaire et sans chlore" est entré dans le champ de la saisine obligatoire de la Commission nationale du débat public (CNDP). Le débat public s'est déroulé du 20 avril au 20 juillet 2023. Depuis 2024, les échanges se poursuivent avec la concertation continue, sous l'égide de deux garantes nommées par la CNDP. Cette phase correspond à la continuité de l'information et de la participation du public jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique prévue mi-2025. Dans ce cadre, le SEDIF a demandé au cabinet In Extensio Innovation Croissance (IEIC) d'actualiser en 2023 le Bilan économique et environnemental relatif au projet de décarbonatation du SEDIF datant de 2019. Les ordres de grandeur obtenus par IEIC corroborent ceux obtenus en 2019 par Deloitte DDD. Par ailleurs, le SEDIF a depuis lors attribué le contrat de concession comprenant la réalisation du projet, dont le coût a donc été affiné.

Plusieurs questions ont été posées dans la "salle", notamment par la FNE Île-de-France (France Nature Environnement) qui s'inquiète des impacts environnementaux du projet s'agissant en particulier des rejets de concentrat issu du

procédés. Le SEDIF tient à préciser que la concentration en micropolluants en aval de la filière membranaire sera sensiblement la même qu'en amont : au niveau local (c'est-à-dire au point de rejet), le Syndicat a effectué des modélisations du panache qui montrent que le rejet n'a pas d'impact sur le milieu naturel grâce à un effet de dilution rapide des cours d'eau (il ne représentera, au maximum, que 2 % du débit minimal exceptionnel de la rivière). Par ailleurs, ces rejets feront l'objet d'un arrêté de rejet validé par les services de l'État en charge de la préservation de la ressource, comme c'est déjà le cas à l'usine de Mory. Par ailleurs, s'agissant des adjuvants nécessaires au bon fonctionnement des installations, ils seront traités dans une filière spécifique qui permettra d'éliminer le phosphore qui les compose, principal élément pouvant poser problème d'un point de vue environnemental.

Le SEDIF va créer dans chaque ville d'implantation de ses usines principales une CLIPEP (commission locale d'information sur la production d'eau potable), qui sera chargée d'une mission de suivi, d'information et de participation pour le déploiement du projet. Les candidatures sont ouvertes pour les représentants d'associations de protection de l'environnement, de conseils de quartier, des intérêts économiques locaux, du monde associatif, des bailleurs, et des riverains du projet.

Concertation continue SEDIF

Candidatures CLIPEP

À

» La Ville de Paris présente son nouveau Plan Biodiversité 2025-2030

La Ville de Paris s'est dotée en 2011 d'un premier Plan Biodiversité. Celui-ci définit les ambitions de la Ville de Paris en matière de protection et développement de la biodiversité au sein de la capitale. À travers ce nouveau Plan Biodiversité 2025-2030, Paris a élaboré 20 objectifs thématiques et 85 actions visant à préserver et renforcer la biodiversité du territoire, faire de la biodiversité un atout de résilience et sensibiliser aux enjeux de la biodiversité à Paris.

Dossier de presse

À

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Une gestion durable de l'eau est essentielle, selon un rapport des Nations unies

Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a publié l'édition 2024 du rapport à Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition. L'édition, qui a pour thème principal la sécurité de l'approvisionnement en eau, met en évidence les liens qui existent entre le secteur de l'eau et l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Si la région Europe et Asie centrale reste moins touchée par la faim et l'insécurité alimentaire que le reste du monde, plusieurs pays sont toujours en proie à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, à des degrés divers selon leurs revenus, les facteurs socioéconomiques en jeu et leur vulnérabilité face aux risques climatiques et aux conflits, notamment la guerre en cours en Ukraine. En 2023, environ 11,5 % des habitants de la région - soit 107,2 millions de personnes et environ 1,5 million de moins que l'année précédente - souffraient d'une insécurité alimentaire modérée à grave. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire grave a lui aussi baissé, passant de 25,8 millions en 2022 à 24,5 millions en 2023.

Le rapport en objet aborde la question de la gestion de l'eau sous un angle plus large que celui auquel se limite la réflexion mondiale sur le sujet - qui ne porte généralement que sur les pénuries d'eau -, puisqu'il est centré sur la sécurité de l'approvisionnement en eau. Il traite de la question de la disponibilité de l'eau en général avec une attention portée à l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène, à l'utilisation efficiente des ressources en eau, à la qualité et à la gouvernance. Il examine les liens d'interdépendance complexes qui existent entre la sécurité de l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui tantôt se renforcent mutuellement et tantôt vont à l'encontre l'une de

l'autre.

FAO

À

À

AfriqueÀ
top

MAROC

La ville et l'eau, au cœur d'un colloque international À Marrakech

Le thème "La ville et l'eau entre changement climatique et langages" a été au centre d'un colloque international organisé À Marrakech avec la participation de chercheurs, ingénieurs et étudiants. Cette rencontre scientifique, initiée par l'école nationale d'architecture de Marrakech, s'inscrit dans le cadre d'un cycle de rencontres internationales organisées par l'établissement, et de la dynamique de la 19^e édition du Congrès mondial de l'eau (1er au 5 décembre). Ce colloque s'est tenu en partenariat avec le département de l'ingénierie de l'énergie, du territoire et de l'eau de l'Université de Pise, ainsi que le département d'architecture et d'environnement de l'Université de Naples en Italie.

Les principaux axes abordés lors de cette rencontre ont porté notamment sur l'architecture technique liée à l'eau, l'eau dans les villes historiques comme Fès et Marrakech, les khettaras et les jardins traditionnels, ainsi que la gestion de l'eau dans les médinas et les zones entourées d'eau.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) -À AllAfrica

À

Inauguration d'une usine d'eau de source naturelle de plus de 150 MDH

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour a inauguré À Laqsir (province d'El Hajeb) la nouvelle unité de production d'eau de source naturelle ACYL, représentant un investissement de plus de 150 millions de dirhams. Porté par le groupe Bugshan Morocco via sa filiale MCEG, ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement du groupe, qui vise une diversification de ses activités au Maroc et le renforcement de sa présence dans le secteur agroalimentaire.

Dans une déclaration à la presse, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a indiqué que ce projet intervient dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la souveraineté alimentaire et industrielle nationale en application de hautes orientations royales, ajoutant que cette usine utilise les technologies les plus récentes pour valoriser les ressources en eau de cette province. Créée sur une superficie totale de 30 hectares, dont deux sont dédiés à l'usine et 28 hectares à une ferme biologique adjacente, irriguée grâce à l'eau recyclée issue des processus de l'usine, l'unité est con   ue pour atteindre une capacit   de 45 000 bouteilles/heure.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) -   AllAfrica

  

ALGÉRIE

Lancement prochain de la version finale de la Charte des économies d'eau

Le ministère de l'Hydraulique compte lancer prochainement la version finale de la Charte des économies d'eau, dans le cadre des démarches visant à améliorer la gestion des ressources hydriques dans divers volets, a annoncé le ministre du secteur, Taha Derbal lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consac  e aux questions orales. M. Derbal a souligné que son secteur   "  uvre à actualiser ledit texte en associant tous les acteurs et services concernés, l'objectif étant de parvenir à une version finale pour proposition et adoption et pour en faire un document d'orientation à tous les niveaux".

Ce document   "constituera un cadre efficace visant à économiser et à préserver la ressource hydrique", ajoute le ministre, rappelant que son département ministériel veillera à ce que cette charte sera adoptée et appliquée par le plus grand nombre de parties prenantes au niveau national, en prévision de son insertion dans leurs programmes et activités. La charte vise également à contribuer à la gestion efficace de l'eau pour limiter le gaspillage et en protéger la qualité, à la faveur de la mobilisation du secteur de tous les moyens pour faire face aux défis de la sécurité hydrique. Sur les efforts du secteur pour lutter contre le gaspillage d'eau, le ministre a   voqu     "les campagnes périodiques de réparation des fuites dans les systèmes de production et de distribution, organisées par les sociétés de distribution d'eau, outre l'élimination des branchements anarchiques". L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) a organisé des campagnes de sensibilisation des écoliers quant à l'importance de préserver cette ressource vitale pour les générations futures, avec la participation des imams des mosquées, a ajouté le ministre. Derbal a également mis l'accent sur les efforts du secteur pour développer les stations d'épuration des eaux usées et augmenter le volume des eaux traitées, un objectif qui   "doit être atteint dans les meilleurs délais afin de préserver la quantité et la qualité des eaux conventionnelles". Le ministre a salué la coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour inciter les agriculteurs à recourir aux systèmes d'irrigation économes en eau, tels que les systèmes de goutte à goutte et à pivot et les systèmes d'irrigation intelligents.

Algérie Presse Service (Alger) -   AllAfrica

  

TUNISIE

200 000 Tunisiens sans accès à l'eau potable

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) a organisé une manifestation à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, s'articulant autour d'une exposition de photographies dans la galerie de l'information de la capitale, qui documente la souffrance des citoyens dans plusieurs régions due à la pénurie d'eau. L'exposition présente des vidéos de citoyens qui témoignent de leur calvaire quotidien pour s'approvisionner en eau potable. Les techniques auxquelles ils ont recours pour s'alimenter en eau potable sont décrites comme rudimentaires. Ces vidéos sont également des témoignages sur la souffrance des écoliers et collégiens privés d'eau pendant une bonne partie de a journée et sur les difficultés qu'éprouvent quotidiennement les femmes pour aller chercher l'eau dans les régions

reculées. La coordinatrice de la section justice environnementale et climatique du forum, Ines Labiadh, a déclaré sur la radio Mosaïque que 200 000 Tunisiens n'ont pas accès à l'eau comme les autres citoyens, et que deux tiers des écoles dans certaines régions n'ont pas d'eau.

La Presse (Tunis) - À l'Africa

À

BEI Monde renforce son appui au secteur de l'eau et de l'assainissement

La Banque européenne d'investissement (BEI) renforce son soutien au secteur de l'eau en Tunisie avec deux nouveaux financements totalisant 30 millions d'euros : un contrat de financement de 22 millions d'euros signé avec la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) et un contrat de 8 millions d'euros signé avec la République de Tunisie. Ces deux opérations bénéficient d'une garantie de la Commission européenne. Elles permettent de finaliser un projet structurant pour l'approvisionnement en eau potable du Grand Tunis, région la plus densément peuplée du pays et confrontée à une demande croissante en eau. Le projet comprend la construction d'une nouvelle station de traitement à Bejaoua, la pose de conduites d'adduction d'eau, l'installation de stations de pompage ainsi que la construction de réservoirs afin de desservir l'ensemble du Grand Tunis, y compris les zones de développement futur comme le port financier de Tunis. Face à une hausse projetée de 50 % de la demande d'ici à 2040, cet investissement répond à un besoin stratégique de renforcement de la sécurité hydrique du Grand Tunis. Il contribuera à garantir un service fiable et pérenne dans une région en forte croissance démographique, dans un contexte de pression accrue sur les ressources en eau. Le financement additionnel est cofinancé à parts égales avec l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre de l'initiative de collaboration réciproque (IDR), un mécanisme de coopération entre bailleurs européens.

De plus, la BEI lance un nouveau partenariat stratégique avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), au profit de l'Office national de l'assainissement (ONAS), l'établissement public chargé de la gestion du service d'assainissement sur le territoire tunisien. Ce partenariat vise à promouvoir les solutions fondées sur la nature (SFN) afin de répondre aux enjeux liés à l'eau et aux changements climatiques. L'attention portée dans ce cadre se concentrera sur les possibilités d'application des solutions fondées sur la nature dans les villes de moins de 3 000 habitants. Ses conclusions serviront de base à un événement prévu à Tunis le 19 mai, visant à repérer un projet pilote à développer avec le soutien de partenaires internationaux. Cette étude s'inscrit dans la volonté de la BEI de renforcer son dialogue avec la société civile locale autour de projets à fort impact environnemental.

BEI

À

Sénégale

Un hydrologue suggère une gestion optimisée des eaux souterraines

Le Sénégal devrait s'orienter vers l'exploitation des eaux de surface et assurer une gestion optimisée des prélèvements d'eaux souterraines pour valoriser et sécuriser davantage la gestion de l'eau, a suggéré, l'hydrologue, Abdoulaye Cissé, chef de la division Hydrologie à la direction de la planification et de la gestion des ressources en eau au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. "Le Sénégal devrait s'orienter clairement vers l'exploitation des eaux de surface d'autant plus que nous avons aujourd'hui autour de 22 milliards de mètres cubes de ressources par an qui s'écoulent vers la mer. C'est de l'eau renouvelable qu'on pourrait valoriser pour sécuriser l'alimentation en eau des populations et laisser un peu reposer les nappes qui constituent, une ressource stratégique qui devrait être facilement mobilisable en cas de difficulté", a-t-il indiqué. L'hydrologue s'entretenait avec des journalistes en marge d'un atelier sur l'élimination de la présence de fluor, de sels et matières organiques de l'eau, organisé par le German Water Partnership (GWP), en collaboration avec l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AFWASA).

Agence de Presse SÃ©nÃ©galaise (Dakar) - Ã AllAfrica

Ã

Un projet de transfert d'eau en gestation

Un projet de transfert d'eau Ã partir de Malem Hodar est en gestation en vue de la rÃ©solution dÃ©finitive des problÃ©mes d'accÃ©s Ã l'eau dans la rÃ©gion de Kaffrine (centre-ouest du pays), a-t-on appris de l'ingÃ©nieur hydraulicien Maodo Malick Youm, chef du service rÃ©gional de l'hydraulique et de l'assainissement. Ã "Beaucoup d'Ã©tudes ont Ã©tÃ© menÃ©es pour amÃ©liorer la qualitÃ© de l'eau dans la rÃ©gion. C'est tout le sens du grand projet de transfert d'eau Ã partir de Malem Hodar, avec une capacitÃ© de 32 400 mÃ©tres cubes par jour", a-t-il dit dans un entretien avec l'APS. Ã "Nous avons donc beaucoup d'espoir pour ce projet qui va amÃ©liorer la qualitÃ© de l'eau et combler le dÃ©ficit d'Ã©lectricitÃ© dans les villes et les zones rurales", a affirmÃ© M. Youm.

Selon Maodo Malick Youm, l'Ã©tat du SÃ©nÃ©gal, avec l'aide de l'Arabie Saoudite, vient de construire une dizaine d'ouvrages d'adduction d'eau potable dans plusieurs localitÃ©s de la rÃ©gion de Kaffrine. Il s'agit d'infrastructures de captage et de stockage d'eau. Ces ouvrages rÃ©alisÃ©s avec la contribution de l'Office des forages ruraux et du Programme d'urgence de dÃ©veloppement communautaire ont considÃ©rablement amÃ©liorÃ© l'accÃ©s Ã l'eau potable des habitants de la rÃ©gion de Kaffrine en 2023 et 2024, a signalÃ© M. Youm. Plusieurs localitÃ©s de cette rÃ©gion sont confrontÃ©es Ã des pÃ©nuries d'eau, Ã quoi s'ajoute un problÃ©me d'exploitation et de production de certains ouvrages hydrauliques.

Agence de Presse SÃ©nÃ©galaise (Dakar) - Ã AllAfrica

Ã

GUINÃ©E

Soutien du Groupe de la Banque mondiale en faveur de l'accÃ©s Ã l'eau et Ã l'assainissement

Le Groupe de la Banque mondiale a approuvÃ© un crÃ©dit de 200 millions de dollars de l'Association internationale de dÃ©veloppement (IDA) pour le Projet eau et assainissement de GuinÃ©e (PEAG). Le projet, prÃ©vu de 2025 Ã 2031, vise Ã amÃ©liorer l'accÃ©s aux services d'eau potable dans l'agglomÃ©ration de Conakry, Ã renforcer les performances opÃ©rationnelles et organisationnelles des institutions en charge de l'eau et de l'assainissement et Ã financer la construction d'infrastructures de production et de distribution d'eau. Par ailleurs, le projet mettra en Ã©uvre un plan de redressement pour la SociÃ©tÃ© des Eaux de GuinÃ©e (SEG), et soutiendra la gouvernance de l'assainissement et l'amÃ©lioration des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiÃ©ne (WASH) dans les Ã©coles. En complÃ©ment des 200 millions de dollars allouÃ©s par l'IDA, le PEAG bÃ©nÃ©ficiera d'un cofinancement de divers partenaires avec un fonds de contrepartie de 15 millions de dollars du gouvernement guinÃ©en ; un prÃ©t de la Banque europÃ©enne d'investissement de 220 millions d'euros (245 millions de dollars) et une subvention de l'Union europÃ©enne d'un montant de 26 millions d'euros (29 millions de dollars), portant ainsi le financement Ã 246 millions d'euros (274 millions de dollars). Le Fonds pour l'environnement mondial contribuera Ã©galement avec un apport d'un peu plus de 10 millions de dollars. Ces financements combinÃ©s de l'IDA et des partenaires seront mis en Ã©uvre conjointement dans le cadre d'une opÃ©ration unique avec des dispositions institutionnelles partagÃ©es pour l'exÃ©cution des activitÃ©s du projet.

"Nous nous engageons Ã soutenir la GuinÃ©e dans ses efforts pour transformer ses systÃ©mes d'eau et d'assainissement et amÃ©liorer l'accÃ©s Ã l'eau potable pour sa population", a dÃ©clarÃ© Issa Diaw, reprÃ©sentant rÃ©sident du Groupe de la Banque mondiale pour la GuinÃ©e. Ã "Ce projet permettra de sÃ©curiser les services d'eau, et Ã©galement de renforcer les dispositifs de gouvernance et les installations d'eau, d'assainissement dans le Grand Conakry." Ã Le projet mettra en place des solutions basÃ©es sur la nature dans le bassin versant de KankourÃ© et le parc national de Gangan, tout en amÃ©liorant la gestion intÃ©grÃ©e des ressources en eau au niveau du bassin. Une unitÃ© de coordination sera chargÃ©e de la mise en Ã©uvre des opÃ©rations sous l'autoritÃ© du ministÃ©re de l'Ã©nergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, avec le soutien de diffÃ©rentes entitÃ©s d'exÃ©cution.

"Le Projet eau et assainissement de Guinée marque un tournant stratégique majeur dans notre ambition de restructurer durablement les services d'eau potable et d'assainissement", a déclaré Aboubacar Camara, ministre de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures. À travers cet appui substantiel du Groupe de la Banque mondiale et de ses partenaires, c'est tout l'écosystème de la gouvernance hydraulique nationale qui se voit doté d'un nouvel élan, à la hauteur des défis de notre temps. Plus de 2,6 millions de personnes bénéficieront du projet : 572 200 auront accès à l'eau potable pour la première fois, et plus de 2 millions de personnes, déjà connectées au réseau de SEG, bénéficieront d'une amélioration des services d'eau en termes de pression et d'augmentation des heures de service. Les écoles de 400 écoles secondaires disposeront de meilleures latrines et de connaissances sur les bonnes pratiques d'hygiène. Plusieurs institutions nationales tireront parti d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'un développement des connaissances grâce au projet.

Banque mondiale (Washington, DC) - Africa

À

BURKINA FASO

Des toilettes mobiles pour lutter contre la pollution de l'air libre à Ouagadougou

Trouver une toilette publique au centre-ville de Ouagadougou pour se soulager relève parfois d'un parcours du combattant. Faute d'infrastructures adaptées, les populations sont contraintes de se soulager en plein air. Ce qui pose des problèmes sanitaires et environnementaux. Pour pallier cette situation, la direction du développement des infrastructures d'assainissement (DDIA) a construit, en 2024, cinq complexes de toilettes mobiles publiques dans la commune. Chaque bloc comprend une cabine de latrine avec un trou de pollution, un urinoir, un dispositif de lavage des mains (intérieur et extérieur) et une cabine de douche. Les infrastructures sont divisées en deux parties distinctes : une pour les femmes et l'autre pour les hommes. "Nous proposons des blocs de deux, trois, quatre ou cinq cabines. Le format à deux cabines est le plus fréquent", précise la directrice du développement des infrastructures d'assainissement, Zaliou Ouédraogo. Selon elle, ces toilettes mobiles ont été choisies pour leur flexibilité. Elles peuvent être installées rapidement là où le besoin se fait sentir et déplacées en cas de nécessité. Bien que plus coûteuses (7 à 10 millions de francs CFA pour un bloc de deux cabines) que les toilettes classiques en parpaings (3 à 5 millions de francs CFA), elles constituent une solution efficace pour combler le déficit en infrastructures d'assainissement dans les grandes villes.

Ces toilettes mobiles sont construites à partir de conteneurs maritimes aménagés. Des fosses externes, constituées de fûts et de polytanks, recueillent les eaux usées et les excréta et sont régulièrement vidangées par l'ONEA. Une fois installées, les toilettes sont rattachées à la mairie, qui en assure la gestion. "Les gestionnaires sont recrutés par appel à candidature. Il s'agit généralement d'associations dont l'activité principale est la gestion des toilettes publiques", souligne Mme Ouédraogo.

Fleur Birba, Sidwaya (Ouagadougou) - Africa

À

CONGO-KINSHASA

Kinshasa sous les eaux mais sans eau

Les pluies diluviennes qui se sont abattues dans la ville de Kinshasa ont causé de graves pertes humaines et de dégâts matériels colossaux. Selon les données du ministère de la Santé, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, plus d'une trentaine de morts ont été rapportés et une vingtaine de personnes hospitalisées. Plus de 5 000 familles sont sinistrées et ont tout perdu. Des mesures urgentes ont été prises par le gouvernement pour soulager le calvaire de ces personnes qui se retrouvent aujourd'hui sans abris et dépourvues de tout. Des sites ont été ciblés pour les héberger, notamment le stade Tata Raphaël, le stade des Martyrs voire des églises et écoles. Des dégâts matériels sont incalculables : maisons écroulées, véhicules endommagés suite à la montée des eaux, des avenues complètement inondées.

La capitale de la République démocratique du Congo n'a pas été que sous eaux mais aussi sans eau. La station de captage de N'Djili ayant été engloutie par les eaux, la Regideso a été dans l'impossibilité de desservir la population en cette denrée devenue rare et chère.

Blandine Lusimana, Les Dérivées de Brazzaville (Brazzaville) -À AllAfrica

Des habitants parcourent de longues distances pour chercher de l'eau

Radio Okapi (Kinshasa) -À AllAfrica

À

GRANDS LACS

Nord-Kivu : La guerre sans fin ?

La Sociétés de Géographie réalise son grand entretien avec Roland Pourtier, géographe spécialiste de l'Afrique centrale et professeur honoraire à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages consacrés à l'Afrique subsaharienne, notamment au Congo, un fleuve à la puissance contrariée (CNRS Éditions, 2021). Cet entretien, il décrypte les enjeux de la guerre du Nord-Kivu, des enjeux liés à la géographie et à la démographie.

Sociétés de Géographie

À

MADAGASCAR

Première Édition de la Semaine nationale de l'eau

Le Conseil des ministres du 2 avril dernier a approuvé le lancement d'un événement national dédié à l'eau. Madagascar organisera ce mois la première Édition de la Semaine nationale de l'eau. L'initiative en revient au ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. Elle vise, selon le rapport du Conseil des ministres, à "démontrer les efforts fournis par l'État dans l'accélération de la mise en œuvre des solutions concrètes pour améliorer l'accès à l'eau". Le rapport du Conseil des ministres informe également que des travaux d'importance capitale pour l'amélioration de l'accès à l'eau à Antananarivo seront lancés dans le cadre de l'événement. Le rapport fait aussi mention des avancées de la mise en œuvre du projet Jirama Water III qui vise à "transformer le système d'approvisionnement en eau potable à Antananarivo". Les travaux devraient bientôt commencer, à en croire le rapport qui note que "le projet comprend la construction d'une station de production d'eau d'une capacité de 50 000 m3 à Amoronankona et d'un réservoir de 1 500 m3 à Ambohibe."

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antanarivo) -À AllAfrica

Les habitants méfiants sur la rénovation du système d'eau potable de la capitale

Donner accès à l'eau potable à tous les habitants de l'agglomération d'Antananarivo, c'est l'objectif du chantier de rénovation des infrastructures de production et de distribution de la capitale malgache. La première pierre a été posée le 18 avril par le président Andry Rajoelina en clôture de la semaine nationale de l'eau. À l'annonce de ces grands travaux,

de nombreux habitants se montrent dubitatifs.

Actuellement, un tiers des besoins en eau potable d'Antananarivo ne sont pas satisfaits et avec la fin de la saison des pluies ressurgit la crainte de pénuries massives. Avec le remplacement de 64 kilomètres de tuyaux vétustes et la construction de nouvelles stations de traitement des eaux, le chantier inauguré dans la capitale doit permettre dans les années à venir de produire et distribuer quotidiennement 300 000 mètres cube d'eau potable, contre 200 000 aujourd'hui. Ce chantier colossal, pour lequel des études d'impact environnemental et social sont toujours en cours, entraînera de fortes perturbations de circulation dans la capitale, ont averti les autorités.

Guilhem Fabry, Radio France Internationale - À AllAfrica

À

SOMALIE

Avec des réservoirs d'eau de pluie et des pompes solaires, le pays en lutte contre le changement climatique

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, la Somalie a connu des périodes de sécheresse qui ont fait disparaître les rivières, transformé les fermes en champs de poussière et forcé des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais les dirigeants du pays espèrent que, dans les années à venir, le pays sera mieux à même de faire face à la diminution des pluies, largement considérée comme un sous-produit du changement climatique. Les autorités envisagent un pays où des centaines de milliers de maisons récupéreront l'eau de pluie sur leurs toits, où des forages à énergie solaire siphonnent l'eau des profondeurs de la terre et où l'irrigation au goutte-à-goutte permet d'attendre les précieuses réserves d'eau.

Ces interventions ont été mises en évidence dans un récent rapport gouvernemental produit avec le soutien du Centre climatique de Copenhague du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Au cœur de ce rapport se trouve l'idée que la technologie pourrait être une bouée de sauvetage pour des millions de personnes en Somalie, où le changement climatique aggrave la pauvreté et la faim et menace d'enflammer un conflit qui dure depuis des décennies.

PNUE

À

KENYA

Lac Turkana : Libérer le potentiel du lac pour la pêche

L'UNESCO, le Programme alimentaire mondial et les gouvernements locaux lancent un nouveau programme pour soutenir les moyens de subsistance durables le long des rives du lac Turkana, au Kenya. Entre 2021 et 2023, le Kenya a connu sa pire sécheresse depuis 40 ans. Dans le seul comté de Turkana, plus de 200 000 éleveurs ont abandonné leur mode de vie.

Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, le lac Turkana, plus grand lac désertique permanent du monde, est porteur d'espoir. Il a produit 17 300 tonnes métriques de poissons ces dernières années et pourrait en produire beaucoup plus, selon une étude récente de l'Institut de recherche marine et halieutique du Kenya, commandée par le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) et coordonnée par l'UNESCO. Cependant, des défis subsistent. À mesure que le nombre d'éleveurs se convertissant à la pêche augmente, la concurrence pour des ressources de plus en plus rares pourrait entraîner des conflits entre les communautés. Les pêcheurs ont également des difficultés à transporter leurs prises, qui périssent rapidement, jusqu'aux clients potentiels.

Le PAM et l'UNESCO, en collaboration avec les gouvernements des comtés de Marsabit et de Turkana, lancent un nouveau programme visant à libérer durablement le potentiel économique du lac pour les personnes vivant sur ses rives.

Le programme prévu sur 5 ans est financé par le Royaume des Pays-Bas avec un financement supplémentaire du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Il vise à promouvoir des pratiques de pêche durables et une gestion efficace des ressources en eau. L'UNESCO apportera son expertise scientifique et technique, notamment pour mieux appréhender les stocks de poissons. S'appuyant sur le travail déjà effectué par le PAM sur les rives du lac, le programme développera également des entrepôts frigorifiques et des installations de séchage solaire, et formera les communautés à de meilleures techniques de manipulation et de transformation du poisson.

UNESCO

À

SOUDAN

Guerre au pays : L'eau est sale et rend malade, mais les habitants n'ont d'autre choix

Au Soudan, la guerre continue et aggrave la crise de l'eau. Avant même le conflit, 11 millions de Soudanais n'avaient pas accès aux services d'eau de base, selon l'ONG Humanitarian Action, une situation que la guerre a aggravée. Le manque d'accès à l'eau potable et au système d'assainissement provoque une grave crise sanitaire, poussant 11 wilayas dans une épidémie de choléra. C'est notamment le cas à Khartoum, la capitale. Depuis le début de l'épidémie de choléra, en août 2024, les Nations unies ont recensé plus de 55 000 cas et 1 200 morts.

Radio France Internationale - AllAfrica

Le Fonds d'aide aux patients du Koweït réhabilite les stations d'eau potable

Le directeur exécutif du Fonds d'aide aux patients koweïtiens dans l'état de Kassala Dr Abdul Majeed Fadlallah a annoncé l'achèvement des dispositions pour le lancement d'un projet de réhabilitation des stations d'eau potable, de soutien au transport et au traitement des déchets solides et de construction de toilettes dans les centres de déplacement de la wilaya de Khartoum, avec un financement du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Le projet comprend la réhabilitation des stations Al-Manara et Al-Tamaniyat, considérées parmi les principales stations de la wilaya de Khartoum et qui ont été touchées par la guerre, en plus de l'entretien de 150 toilettes, la construction de salles de bains permanentes à l'intérieur des centres de santé et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à la santé et l'hygiène publique. Il a souligné que le projet représente une étape stratégique pour créer un environnement propice au retour volontaire dans la wilaya après sa libération, d'autant plus qu'il contribue à fournir de l'eau potable saine et sûre aux citoyens des localités de Bahri et de Karari, en plus de son rôle vital dans la réduction des maladies liées à l'eau et à la pollution.

Sudan News Agency (Khartoum) - AllAfrica

À

À

JORDANIE

Les Pays-Bas et la BEI renforcent leur soutien au grand projet de transfert Aqaba-Amman

Le Fonds pour le secteur de l'eau de la Banque européenne d'investissement (BEI) reçoit un soutien majeur : une contribution de 31 millions d'euros de l'État néerlandais lui permet de doubler de volume. Cet engagement substantiel, par l'intermédiaire d'Invest International, la société publique néerlandaise de financement du développement, renforcera la capacité de la BEI à fournir un soutien technique et financier à des investissements à fort impact dans le secteur de l'eau dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Le nouveau financement servira spécifiquement à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau en Jordanie grâce au projet de dessalement et de transport d'eau entre Aqaba et Amman.

Ce projet représente le plus grand aménagement dans le secteur de la production d'eau en Jordanie. Il s'agit de produire 300 millions de mètres cubes d'eau potable par an pour remédier à la grave pénurie d'eau dans le pays. Le projet prévoit l'aménagement d'une infrastructure de prélèvement d'eau de mer, de dessalement et de transport d'eau douce. La contribution du fonds sera décaissée sous la forme d'une subvention à l'investissement. Elle est combinée à un prêt souverain déjà conclu avec la BEI et à un financement sur projet qui devrait être finalisé dans le courant de l'année.

BEI

À

SYRIE

Barrage de Tichrine

Accord entre les Kurdes et Damas

L'administration autonome kurde et les autorités de Damas sont convenues de la formation d'une administration conjointe pour gérer le barrage stratégique de Tichrine dans le nord de la Syrie, a indiqué une source kurde. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un accord bilatéral conclu mi-mars, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome dans l'État syrien. Selon cette même source, "les forces militaires (kurdes) se retireront complètement de la zone du barrage, qui sera placée sous le contrôle sécuritaire de la sécurité générale" relevant de la nouvelle autorité.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome, contrôlent le barrage stratégique de Tichrine, situé près de Manbij, dans la province d'Alep. Quelques jours après l'arrivée au pouvoir des rebelles à Damas le 8 décembre, renversant le régime de Bachar el-Assad, le barrage a été la cible de frappes de drones turcs qui ont causé la mort de dizaines de civils, selon les Kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le barrage revêt une importance stratégique, car il fournit de l'électricité à de vastes régions de Syrie. Il constitue également une porte d'entrée vers la région de l'est de l'Euphrate, sous contrôle de l'administration kurde. Selon la source kurde, cet accord intervient en application de l'accord signé entre le commandant des FDS, Mazloum Abdi, et le président syrien Ahmad el-Chareh, le 11 mars ayant été suivi, ce mois-ci, par le retrait des forces kurdes de deux quartiers majoritairement kurdes de la ville d'Alep, ainsi que par la réduction de la présence militaire des factions pro-Ankara dans la région majoritairement kurde d'Afrine. Selon l'OSDH, l'accord prévoit que l'administration autonome supervise les travaux de restauration et de réparation du barrage.

L'administration autonome kurde contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie. Son bras armé, soutenu par Washington, a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation état islamique, qu'il a défait territorialement en 2019. Malgré l'accord avec M. Chareh, l'administration autonome a vivement critiqué le gouvernement qu'il a formé fin mars qui, selon elle, ne reflète pas la diversité de la Syrie.

L'Orient-Le Jour

 

CHINE

3,07 millions d'hectares de prairies restaurés par an

Ces dernières années, la Chine a fait progresser la restauration et la gestion des prairies, réhabilitant 3,07 millions d'hectares de prairies par an, a annoncé l'Administration nationale de la foresterie et des prairies (NFGA), citée par l'agence de presse Xinhua. L'investissement total allou  par le gouvernement central pour la protection et la restauration des prairies au cours de la période du 14 me plan quinquennal (2021-25) a atteint 110 milliards de yuans (15 milliards de dollars), avec une production de graminées dépassant 550 millions de tonnes, a précisé Li Yongjun, un responsable de NFGA, lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 22 avril, la Journée mondiale de la Terre.   "La qualité écologique de la prairie dans les régions impliquées dans le programme forestier de la brise de refuges à Trois-Nords, un projet d'opération à grande échelle, s'est régulièrement amélioré", a-t-il souligné, ajoutant que les terres sableuses Horqin dans la région autonome de Mongolie intérieure (nord de la Chine) retrouvent progressivement leur ancien paysage, que les sources de sable affectant Beijing et la municipalité de Tianjin (nord de la Chine) ont considérablement diminué et que la barrière nationale de sécurité écologique est devenue plus robuste. Les autorités forestières et des prairies ont parallèlement réussi à protéger les ressources de prairies en lançant des campagnes spéciales conjointes pour lutter contre la remise en état illégale des prairies et l'occupation non autorisée.

Par ailleurs, en plus des réalisations en matière de restauration et de gestion des prairies, la Chine a récemment développé son premier modèle à grande échelle pour le secteur forestier et de prairies appelé ForestDragon, marquant une nouvelle phase dans le développement forestier et de prairies du pays avec l'aide numérique, a précisé le ministère des Ressources naturelles.

Ying Xie, Yishuang Liu, Xinhua -   People Daily

 

Taklamakan, Xinjiang : Les efforts de contrôle du sable et de boisement le plus grand désert de Chine

Situé dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), le désert du Taklamakan couvre 337 600 kilomètres carrés et sa circon rence mesure 3 046 kilomètres, ce qui en fait le plus grand désert de Chine et le deuxième plus grand désert dérivant au monde. Grâce aux efforts de prévention et de contrôle du sable menés depuis des décennies, le désert a été complètement entouré d'une ceinture verte achevée le 28 novembre 2024. En 2025, Xinjiang vise à boiser une superficie d'environ 796 000 hectares, dont 562 666 hectares pour le contrôle de première ligne. Ces plantations font partie du programme de ceinture protectrice forestière dite des Trois-Nord, le plus grand programme de boisement au monde, qui répond à la désertification dans le nord-ouest, le nord et le nord-est de la Chine.

Dans le même temps, le Xinjiang élargira encore la ceinture verte bloquant le sable et améliorera les efforts de blocage du désert pour obtenir un contrôle durable du sable tout en améliorant les moyens de subsistance de la population locale.

Reportage en images - à People Daily

À

Le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao franchit la barre des 10 millions de passagers

Le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao, la plus longue structure trans-maritime du monde, a enregistré une hausse du nombre de déplacements transfrontaliers cette année, avec plus de 10 millions de voyages de passagers entrants et sortants enregistrés par le biais de son port de Zhuhai à la fin avril, en augmentation de plus de 18,9 % d'une année sur l'autre. Projet d'infrastructure maritime monumental, le pont est la première collaboration à grande échelle entre la province du Guangdong et les régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao dans le cadre de la politique "Un pays, deux systèmes". Depuis son ouverture, le temps de trajet entre Hong Kong et Zhuhai, ainsi que vers Macao, a été réduit de trois heures à seulement 45 minutes.

China.org

À

À

Amériques
top

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Où¹ sont passés les eiders ?

Pour mieux comprendre les changements au sein des populations d'eiders à duvet à Saint-Pierre-et-Miquelon, une étude a été initiée par le Service canadien de la Faune, en coopération avec l'Office français de la biodiversité.

Autrefois exploités dans la grande région du Canada atlantique pour leurs plumes, les effectifs d'eiders à duvet (*Somateria mollissima dresseri*) ont beaucoup décliné à la fin du XIXe siècle. Des mesures de gestion de la chasse ont alors été prises, ce qui a permis de retrouver une population correcte. À Saint-Pierre-et-Miquelon, ces canards marins sont des oiseaux d'importance cynégétique et patrimoniale. L'OFB suit depuis plusieurs années ces populations hivernantes d'eiders à duvet le long des côtes de l'archipel. Ces dernières années, les effectifs suivent une tendance à la baisse et les oiseaux semblent se répartir de manière différente. Pour mieux comprendre ces observations, l'Office français de la biodiversité participe aussi avec le Service canadien de la Faune à des suivis par comptages aériens depuis 2003. Ce phénomène de changement dans l'occupation des zones d'hivernage mais également dans les zones

de reproduction est également observé à l'échelle de l'ensemble de la zone atlantique nord-américaine. Ainsi, pour tenter de mieux comprendre où les eiders se répartissent en hiver, une campagne de pose d'émetteurs satellitaires sur ces oiseaux, menée par le Canada a vu le jour en 2021. Ces opérations se concentrent dans les principales aires de nidification où la répartition de l'espèce semble avoir changé : Maine, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, sud du Labrador, estuaire et golfe du Saint-Laurent au Québec. La dernière campagne de pose d'émetteurs a eu lieu à l'été 2024, sur la province de Terre-Neuve-Labrador. Les premiers résultats de cette étude montrent une tendance à la baisse du nombre d'eiders ces dernières années et des effectifs qui varient considérablement dans l'ensemble de l'aire de répartition, avec une augmentation des eiders dans le nord de l'aire de répartition et une baisse dans le sud. Selon toute vraisemblance, ces changements sont à attribuer au réchauffement des eaux du golfe du Maine jusqu'au Labrador, qui affecte la répartition et la qualité des proies (les moules bleues notamment). Le réchauffement des eaux permet également l'expansion d'espèces envahissantes comme le crabe vert, ce qui perturbe les écosystèmes marins et la chaîne alimentaire.

OFB - photo Bruno Letournel

À

CANADA

Québec : Une tourbière de plusieurs milliers d'années menacée par Stablex

Le ministre de l'Environnement du Québec a insisté sur les risques que représente l'expansion d'un site d'enfouissement projeté par l'entreprise Stablex, leader du traitement des résidus industriels et des sols contaminés. L'entreprise devra d'ailleurs effectuer un suivi pendant au moins 15 ans des impacts potentiels de son projet, qui prévoit l'enfouissement de déchets dangereux pendant 40 ans. Mais la survie des tourbières voisines est loin d'être assurée, selon une experte de ces écosystèmes. "Le site projeté est entouré de grandes tourbières pouvant dater de 6 000 ans. Ensemble, elles forment un complexe d'une superficie estimée à 622,7 hectares. Le complexe est un milieu d'intérêt pour la conservation dans les Basses-Terres du Saint-Laurent", écrit le ministre dans son rapport d'analyse environnementale rédigé en juin 2024 mais publié le 4 avril dernier, au moment où débutaient les travaux de destruction des milieux naturels dans le secteur du futur site d'enfouissement.

Courrier de l'environnement - Alexandre Shields, Le Devoir

À

QUÉBEC

Premier bilan du Plan national de l'eau

Le gouvernement du Québec publie le premier bilan annuel du Plan national de l'eau. Le document est réalisé par la direction de la gouvernance et du Bureau des connaissances sur l'eau du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Plan national de l'eau - Bilan 2023-2024

À

CANADA/ÉTATS-UNIS

Les accords canado-américains sur l'eau résisteront-ils à l'administration Trump ?

Le président des États-Unis, Donald Trump, a un œil sur le Canada et sur ses ressources naturelles. Si les politiciens ont souvent parlé du contrôle au cours de la présente campagne électorale fédérale, qu'en est-il de l'eau ? Le Canada doit se préparer à protéger son or bleu de la convoitise des Américains ? « Je prédis que les États-Unis s'attaqueront à l'eau douce d'ici trois à cinq ans », écrivait l'ancien premier ministre de l'Alberta Peter Lougheed en 2001, dans un texte publié dans le *Globe and Mail*. « J'espère que le jour venu, le Canada sera prêt. » Si le Canada et les États-Unis sont toujours en guerre pour l'accès à l'eau, certains propos de Donald Trump au sujet des réserves d'eau douce du Canada en ont fait sourciller plusieurs. « On veut cette eau », a déclaré le président Trump en janvier 2025. « Nous devons avoir cette eau. C'est de l'eau illimitée qui vient du nord-ouest du Pacifique, et même de certaines parties du Canada, et qui se déverse naturellement... » Il a par ailleurs évoqué plusieurs reprises l'existence d'un « robinet géant » qui pourrait être ouvert ou fermé pour contrôler la quantité d'eau venant du Canada. Cette eau, dit-il, aiderait la Californie à combattre des feux de forêt comme ceux ayant dévasté la région de Los Angeles cet hiver. Mais comme l'explique John Pomeroy, hydrologue de l'Université de la Saskatchewan, il n'existe pas proprement parler de robinet ; la gestion de l'eau entre les deux pays est beaucoup plus complexe. Donald Trump n'est pas le premier politicien à vouloir importer des quantités massives d'eau du Canada, souligne Tricia Stadnyk, titulaire de la Chaire de recherche en modélisation hydrologique à l'Université de Calgary. À chaque nouvelle suggestion, la pression augmente pour que les États-Unis trouvent de nouvelles sources d'eau.

Mélanie Meloche-Holubowski - À Radio-Canada

À

ÉTATS-UNIS

Une entreprise canadienne dépose une première demande d'exploitation minière en haute mer

Profitant de la porte ouverte par Donald Trump, l'entreprise canadienne The Metals Company (TMC) a annoncé avoir déposé la première demande d'exploitation minière dans les eaux internationales, malgré le combat des défenseurs des océans pour empêcher le développement de cette nouvelle industrie.

La demande d'exploitation commerciale, déposée auprès des autorités américaines par la filiale TMC USA, concerne des parcelles d'un total de plus de 25 000 km² dans la zone de Clarion-Clipperton dans le Pacifique pour ramasser des nodules polymétalliques riches en minéraux stratégiques pour la transition énergétique, comme le nickel des batteries et le cuivre des câbles électriques. « Aujourd'hui marque une étape majeure, non seulement pour TMC USA, mais pour l'indépendance en minerais et la résurgence industrielle de l'Amérique », a commenté le PDG de TMC, Gerard Barron. « Avec le ferme soutien de Washington [...], nous sommes impatients de fournir le premier projet mondial d'extraction commerciale de nodules. » L'entreprise canadienne, espérant être la première à aller aspirer les nodules polymétalliques, sorte de galet riche en métaux critiques, avait annoncé en mars vouloir solliciter le premier contrat d'extraction minière commerciale en haute mer auprès de l'administration américaine. Initialement, elle envisageait de déposer sa demande en juin auprès de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), qui a juridiction sur les fonds marins des eaux internationales. TMC a justifié ce court-circuitage de l'AIFM par la lenteur de l'organisation à adopter le code minier, qui doit établir les règles d'extraction minière commerciale en haute mer.

Quelques semaines seulement après cette annonce choc de TMC, le président américain Donald Trump a signé un décret visant à accélérer l'examen des candidatures et la délivrance de permis d'exploration, y compris dans les eaux internationales. En vertu d'une loi américaine de 1980 qui établit des règles pour l'exploration et la récupération commerciale des minerais des fonds marins dans les eaux internationales, les États-Unis n'étaient pas membres de l'AIFM. Les États-Unis, qui espèrent se débarrasser de leur dépendance à la Chine pour l'approvisionnement en métaux stratégiques, estiment que l'extraction minière sous-marine pourrait créer 100 000 emplois et augmenter de 300

milliards de dollars le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis sur dix ans, selon un responsable américain.

Radio-Canada

À

Trump accuse le Mexique de voler de l'eau

Mi-avril, Donald Trump a agité la menace de nouveaux droits de douane et de sanctions contre le Mexique, sur fond de tensions sur le partage de l'eau entre les deux pays. "Le Mexique vole l'eau des agriculteurs texans", a écrit le président américain sur sa plateforme Truth Social, accusant son voisin de violer un traité bilatéral signé en 1944 par les deux pays. Ce traité prévoit que les États-Unis partagent les eaux du fleuve Colorado avec le Mexique qui, en échange, leur transfère l'eau du fleuve Rio Grande, deux cours d'eau qui longent en partie la frontière commune.

Le Mexique, qui souffre depuis 20 ans de sécheresse, a contracté une importante dette de livraisons d'eau envers son voisin américain. Donald Trump fustige ce manque d'eau destiné notamment aux agriculteurs du Texas, qui craignent pour l'avenir du coton, des agrumes et d'autres cultures. Washington avait déjà annoncé fin mars restreindre l'alimentation en eau pour le Mexique, ouvrant un nouveau front contre leur voisin du sud après les droits de douane et l'immigration clandestine. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum avait estimé le mois dernier que le problème venait notamment du fait qu'il y avait moins d'eau dans le lit du Rio Grande. En 2020, cette guerre des eaux avait provoqué une violente opposition : les agriculteurs de l'État du Chihuahua avaient pris d'assaut le barrage de La Boquilla pour empêcher le gouvernement de l'utiliser pour approvisionner les États-Unis. L'affrontement entre les manifestants et la Garde nationale mexicaine avait fait un mort.

Radio-Canada

À

Trump demande la gratuité des canaux de Panama et de Suez pour ses navires

Donald Trump a demandé à ce que le passage des navires américains sur les canaux de Panama et de Suez soit rendu gratuit et a demandé à son chef de la diplomatie Marco Rubio de se saisir de ce dossier "immédiatement".

Après avoir répété depuis des mois sa volonté de prendre le contrôle du canal de Panama, le président américain visait désormais le canal de Suez, une autre voie de transport stratégique du commerce mondial. Avant même de prendre ses fonctions, le 20 janvier, Donald Trump avait fait monter la pression sur le Panama, menaçant de reprendre le canal construit par les États-Unis, inauguré en 1914 et resté sous souveraineté américaine jusqu'en 1999. Le Panama avait récupéré le canal cette année-là en vertu d'un accord conclu en 1977 avec le président Jimmy Carter. Les États-Unis et la Chine sont les deux principaux utilisateurs de ce canal, par lequel transite 5 % du commerce maritime mondial. Début avril, Washington a obtenu l'autorisation par le Panama de déployer des militaires américains autour de cette voie d'eau stratégique.

Le canal de Suez, contrôlé par l'Égypte depuis 1956, concentrait quant à lui environ 10 % du commerce maritime mondial jusqu'à ce que les rebelles houthis du Yémen commencent leurs attaques contre des navires, disant agir en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza. Les États-Unis sont intervenus avec d'autres pays pour tenter de sécuriser cette route maritime. Cependant, le trafic a chuté, réduisant ainsi radicalement une source essentielle de devises étrangères pour Le Caire, plongeant dans la pire crise économique de son histoire.

Radio-Canada

À

AMAZONIE

Le village de Raoni, oasis préservée de la destruction

Dès que l'on franchit la limite du territoire indigène Capoto-Jarina, le paysage change radicalement : les champs voués à la monoculture laissent place à la végétation luxuriante de la forêt amazonienne. Le cacique Raoni Metuktire est ici chez lui. Le leader autochtone le plus influent du Brésil, célèbre dans le monde entier, mène depuis des décennies son combat pour la préservation de l'Amazonie. Sur les bords du Xingu, un important affluent de l'Amazone, se dresse Metuktire, un village de 400 habitants aux maisons de paille disposées en cercle. Raoni a longtemps vécu dans l'une d'elles avant de s'installer à Peixoto de Azevedo, une ville située dans le même État, le Mato Grosso (centre-ouest), pour des raisons de santé.

Seulement 0,15 % du Capoto-Jarina, où¹ vivent environ 1 600 personnes, a été touché par la déforestation entre 2008 et 2024, selon les données officielles, qui montrent une dévastation de plus en plus importante dans d'autres terres autochtones au Brésil. Et ce grâce à deux stratégies : des patrouilles régulières pour empêcher les intrusions et la sensibilisation des jeunes afin d'éviter qu'ils ne cèdent à l'appât du gain lié aux délits environnementaux. La terre Capoto-Jarina a été reconnue par le gouvernement brésilien en 1984, Raoni ayant fait céder le régime militaire (1964-1985) en prenant en otage des fonctionnaires. Depuis, ces terres qui s'étendent sur une superficie équivalente à quatre fois Sao Paulo, la plus grande mégapole d'Amérique latine, sont des zones protégées sous la responsabilité de l'État. Selon une étude de l'ONG Institut socio-environnemental, les territoires autochtones n'ont perdu que 2 % de leur végétation autochtone, contre près de 30 % sur les autres terres ne bénéficiant pas du même niveau de protection. Raoni réclame aujourd'hui la démarcation de nouveaux territoires autochtones, et leur véritable protection.

Radio-Canada

À

Économie

À
top

Metro Iloilo, Philippines - Suez et ses partenaires vont construire la plus grande usine de dessalement de la région

Suez et JEMCO, une entreprise de construction de référence aux Philippines, ont lancé, en collaboration avec Metro Pacific Water, un investisseur clé sur le marché des infrastructures d'eau et d'assainissement détenu par Metro Pacific Investments Corp. (MPIC), la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse à Metro Iloilo.

Cette installation sera la plus grande de ce type aux Philippines. Le projet, qui devrait s'achever dans 24 mois, contribuera à répondre à l'enjeu critique de pénurie d'eau dans la région, en fournissant une eau potable durable et fiable aux communautés locales.

L'usine aura une capacité de production estimée à 66 500 m³/j, dont plus de 97 % alimenteront les habitants en eau potable, bénéficiant ainsi à environ 50 000 foyers. La part restante sera utilisée pour produire de l'eau d'égout pour le fonctionnement de la centrale électrique adjacente. Cette usine bénéficiera des technologies de Suez, comme la solution SeaDAF Filter, qui combine une technologie de flottation à air dissous et une filtration sous pression sur média combinés pour traiter l'eau de mer, et éliminer les algues, la turbidité, les matières en suspension et les particules colloïdales. Cette solution permet ainsi d'obtenir une qualité d'eau propice au bon fonctionnement des membranes d'osmose inverse. Sa conception compacte la rend particulièrement adaptée aux installations où l'espace est limité.

Ce projet est la deuxième collaboration entre Suez et JEMCO après un important projet d'installation de décontamination d'eau à Muntinlupa City, dans la région métropolitaine de Manille. Suez est très présent aux Philippines, à travers une plateforme d'ingénierie locale et une équipe d'experts locaux.

À

Industrie, Vietnam - Suez conclut un partenariat stratégique pour le déploiement de solutions environnementales

Suez a signé un accord de coentreprise avec Sonadezi, une entreprise publique qui a développé et opère 11 parcs industriels majeurs au Vietnam. Cet accord vise à fournir des solutions environnementales intégrées au plus grand parc industriel du sud du Vietnam. Ce partenariat stratégique marque le premier projet de parc industriel de Suez au Vietnam mais son 22^{ème} projet de ce type en Asie.

Depuis la création de son premier parc industriel en 1963, le Vietnam a développé plus de 400 parcs de ce type. Face aux défis liés la gestion de l'eau et des eaux usées industrielles, comme l'amélioration de la qualité des eaux usées, la stabilisation des effluents des stations d'épuration et l'amélioration de l'état des réseaux, le gouvernement a mis en place de strictes politiques environnementales et de rejets, pour garantir un développement de qualité. Dans le cadre de la transition environnementale du pays, 40 % à 50 % des localités du Vietnam ont pour objectif de transformer les parcs industriels existants en parcs éco-industriels d'ici 2030.

Stratégiquement situé à un peu plus d'une heure de route de Ho Chi Minh-Ville, le parc industriel de Chau Duc, le plus grand parc de ce type dans le sud du Vietnam, est un pôle stratégique pour les activités industrielles de la région. Il constitue un point d'entrée pour les entreprises internationales souhaitant investir dans les secteurs industriels en pleine croissance au Vietnam, comme les semi-conducteurs, la mécanique et les accessoires automobiles. La première étape de la collaboration entre Suez et Sonadezi consistera à moderniser ainsi qu'à assurer l'exploitation et la maintenance des installations de traitement des eaux usées existantes. Elle permettra de fournir des solutions complètes de traitement des eaux usées à plus de 100 clients industriels au sein du parc industriel de Chau Duc.

À

Caroline du Nord, USA - Le cigarettier Reynolds BAT opte pour une technologie hybride de REUT

H2O Innovation Inc. annonce le lancement officiel de l'installation WaterHub au centre des opérations de Reynolds BAT à Tobaccoville. Il s'agit d'une "avancée révolutionnaire" en matière de recyclage de l'eau industrielle et de développement durable, annonce l'industriel. Cette étape importante permettra notamment le recyclage de plus de 60 millions de gallons (plus de 227 000 m³) d'eau par an. Grâce à cette installation, le cigarettier parviendra à réduire d'environ 40 % ses prélèvements d'eau et de plus de 90 % ses rejets d'eaux usées. Elle deviendra ainsi une nouvelle référence industrielle en matière de réduction de l'empreinte hydrique.

L'installation du système WaterHub s'étend sur 5 000 pieds carrés (465 m²). On y trouve une station d'interception et de

relèvement des eaux usées pour capturer et rediriger les flux d'eaux usées, ainsi que plus de 2 500 pieds linéaires (762 mètres linéaires) de canalisations souterraines qui se connectent facilement à l'infrastructure existante. L'installation est conçue pour combiner des processus de traitement naturels - microbiologie et plantes - avec des technologies avancées de filtration membranaire et de désinfection. Cette approche hybride réduit la consommation d'énergie, la production de biosolides et les odeurs, le tout dans un espace restreint. Contrairement aux stations d'épuration traditionnelles placées à l'écart de la population, le système comporte des caractéristiques architecturales, telle une serre à deux étages, qui lui permettent de s'intégrer harmonieusement aux espaces publics en suscitant l'engagement de la communauté et la fierté d'une gestion durable de l'eau. Sur le site de Reynolds BAT, un jardin de 1 300 pieds carrés (120 m²) abritant plus de 400 plantes de 24 espèces indigènes sera irrigué par les eaux recyclées.

À

Grand Guéret, France - La Communauté d'Agglomération renouvelle sa confiance à Saur France

La Communauté d'Agglomération du Grand Guéret (Creuse) gère le service public de l'eau, de l'assainissement et du pluvial en régie. Après mise en concurrence, elle a choisi de reconduire Saur France pour assurer l'exploitation des infrastructures d'eau potable et l'assainissement de son territoire. La cérémonie de signature s'est tenue le 15 avril en présence d'Éric Correia, président de la Communauté d'Agglomération, de Jacques Velghe, vice-président en charge de l'Eau et de l'Assainissement, et d'Estelle Grelier, présidente de Saur France.

Prestataire de la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret depuis 2020 (et présent sur le territoire depuis 1991), Saur France se félicite du nouveau contrat de prestation de service, d'une durée de quatre ans et renouvelable deux fois deux ans. L'industriel y déploiera ses nouveaux outils numériques : Viseau (plateforme de gestion des données) ; Optim+ & Eveler (performance opérationnelle et optimisation de la consommation énergétique) ; Diag 360 (outil de diagnostic permanent du système d'assainissement).

À

Gabon - Suez signe un contrat de 5 ans pour l'optimisation des services AEP

Suez et la Société d'Énergie et d'eau du Gabon (SEEG) signent un contrat de cinq ans pour optimiser les services de production et distribution d'eau potable à Libreville et dans les grandes villes du Gabon. Cet accord prévoit également un programme de transfert de savoir-faire au bénéfice des équipes de la SEEG et le rétablissement de l'équilibre financier de la société. D'une durée de cinq ans et pour un montant de 200 millions d'euros, ce contrat bénéficie du soutien de l'État français, qui facilitera l'établissement d'un prêt à taux compétitifs.

Dans le cadre de ce nouveau contrat, Suez interviendra aux côtés de la SEEG sur l'ensemble de ses métiers, production, transport, distribution et gestion de la clientèle, à savoir : l'analyse de l'état des canalisations, la recherche et la réparation des fuites dans les réseaux d'eau du Grand Libreville (Libreville, Ntoum et Owendo) ; le redimensionnement et le remplacement progressif des équipements prioritaires des villes de l'intérieur du pays (Port-Gentil, Franceville, Oyem, Lambaréné, Mouila, Tchibanga, Makokou, Ndjolé, Moanda, Bitam, Ndendé, Gamba, Boué, Ngouoni, Lébamba, Okondja, Makambo, Minvoul, Moabi, Kango, Léconi, etc.) en partenariat avec Saint-Gobain PAM Canalisation ; la régularisation des branchements aériens non sécurisés, leur remplacement par des branchements souterrains et aux normes, l'installation et le remplacement des compteurs pour une mesure précise et facturée de l'eau consommée, ainsi que d'un dispositif de lutte contre la fraude ; la révision et l'amélioration des processus, de gestion de l'eau ainsi que la modernisation du système de facturation. Des indicateurs clés de performance sont également prévus par le contrat, notamment la baisse des pertes d'eau sur les réseaux, l'amélioration du rendement de facturation, l'augmentation de l'accès à l'eau, et la montée en compétences des équipes locales, à travers le Centre des métiers de la SEEG, qui déploiera à terme un plan de formation à grande échelle.

Les travaux d'installation seront sous-traités à des PME gabonaises issues de l'écosystème local. Suez s'engage à superviser et former ces entreprises afin que les travaux soient réalisés conformément aux standards du groupe, notamment en termes de santé et sécurité. Le volume des travaux sous-traités aux PME représentera une enveloppe

d'environ 60 millions d'euros.

À

Angola - Suez lance un contrat de modernisation des services d'eau potable

Suez et l'Empresa pública de Águas de Luanda (EPAL EP), société de gestion des eaux des provinces de Luanda, Icolo et Bengo, lancent le nouveau contrat pour la modernisation de l'approvisionnement en eau de ces trois provinces. Conclu en 2022, pour un montant de 100 millions d'euros sur 3 ans, ce contrat a démarré ce mois d'avril, au service des 12 millions d'habitants du territoire.

Conclu pour une durée de 3 ans, le contrat s'articule autour de trois axes structurants : 1. L'augmentation des capacités de production d'eau potable par la modernisation de cinq usines d'eau de la capitale et l'optimisation de leurs processus. La mise en place de nouvelles installations de production dont trois unités compactes fournies par Suez complètera ce dispositif ; 2. L'amélioration de la performance de la distribution de l'eau grâce à un système de suivi intelligent en temps réel des infrastructures et des réseaux, ainsi qu'à la recherche et réparation de fuites sur les réseaux d'eau ; 3. L'optimisation de la gestion du service aux usagers, à travers la modernisation du système de facturation et la mise en place de 9 000 compteurs d'eau intelligents qui permettront aux usagers de mieux maîtriser leur consommation grâce au suivi en temps réel. Ces trois axes seront complétés par un programme de transfert de savoir-faire au bénéfice des équipes de l'EPAL.

Le lancement de ce nouveau contrat vient renforcer la présence historique de Suez en Angola, où le groupe est présent depuis les années 1970. Il y construit actuellement l'usine de production d'eau potable de Bitá dont la mise en service est prévue fin 2026 pour desservir plus de 7,5 millions de personnes à Luanda et ses environs.

Monde

À

À

Le sommet virtuel pré-COP30 appelle à une action climatique plus ambitieuse

Un sommet virtuel sur l'ambition climatique a eu lieu le 23 avril avec des dirigeants des cinq continents, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva.

La réunion a rassemblé 17 chefs d'État et de gouvernement des plus grandes économies mondiales, dont la Chine, ainsi que des dirigeants de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Cette session à huis clos de deux heures avait pour but de renforcer les plans d'action nationaux sur le climat, connus sous le nom de "contributions déterminées au niveau national" (CDN), en vue de la conférence des Nations unies sur le changement climatique, la COP30. Celle-ci se tiendra au Brésil en novembre 2025. À ce jour, seuls 10 % environ des 196 signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont soumis leur CDN révisée. Le délai initial était fixé à février, mais il a été repoussé à septembre.

OMM

À

Les pays débattent des restrictions imposées aux produits chimiques

Des délégations de plus de 180 pays se réunissent à Genève, du 28 avril au 9 mai, pour discuter de la restriction de produits chimiques toxiques. Les négociations s'inscrivent dans le cadre d'une série de réunions biennales appelées "conférences des parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm". Elles interviennent alors que l'on craint de plus en plus que des produits chimiques dangereux inondent la Terre. Selon les experts, la prolifération de ces composés est l'un des signes les plus inquiétants d'une crise de la pollution à l'échelle planétaire. Les représentants des pays doivent discuter de la mise en place de garde-fous pour le commerce transfrontalier de dix produits chimiques, dont le mercure et l'amiante, dans le cadre de la convention de Rotterdam. Si cette mesure est adoptée, elle empêchera les pays d'exporter ces produits chimiques vers d'autres pays sans leur consentement préalable en connaissance de cause, une procédure conçue à l'origine pour mettre fin au versement de produits toxiques dans les pays en développement. Est également organisé un débat de haut niveau au cours duquel les ministres des gouvernements doivent discuter des moyens d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets. Les discussions se déroulent sous le thème "Rendre visible l'invisible". Une série d'événements parallèles, dont plusieurs seront organisés par le PNUE, se déroulent parallèlement aux négociations.

Selon une étude du PNUE, entre 40 000 et 60 000 composés chimiques sont régulièrement utilisés dans les produits commerciaux, des engrais à l'électronique. Les observateurs espèrent que les discussions de Genève contribueront à sensibiliser à la nécessité d'une gestion sûre et durable des produits chimiques et aux risques de pollution chimique liés à l'exposition à des produits chimiques nocifs, dans un contexte de croissance attendue de l'industrie chimique, dont la valeur devrait atteindre 10 000 milliards de dollars américains d'ici à 2030.

PNUE

À

Restauration des écosystèmes : la FAO lance l'initiative AIM4NatuRe

À l'occasion de la Journée de la Terre (22 avril), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé le programme AIM4NatuRe - Accelerating Innovative Monitoring for Nature Restoration (Accroître le suivi

innovant de la restauration de la nature), une nouvelle initiative financée par le Royaume-Uni à hauteur de 7  millions de livres sterling, qui vise à renforcer le suivi et l'établissement de rapports concernant les actions mondiales en faveur de la restauration des écosystèmes.

L'initiative viendra compléter le programme AIM4Forests, déjà mis en place par la FAO, et permettra la création d'une base de données mondiale sur les progrès accomplis en matière de restauration des milieux naturels. Les pays bénéficieront d'un soutien qui les aidera à renforcer leurs capacités et à tirer parti des dernières technologies afin de suivre leurs progrès et d'en rendre compte en ce qui concerne la réalisation de la cible 2 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui fixe comme objectif de restaurer au moins 30 % des écosystèmes d' grad s     2030. L'initiative privilégie une approche globale de la restauration des écosystèmes, qui couvre un large éventail d'activités, allant du reboisement à la remise en état des prairies et des écosystèmes marins, en passant par la restauration des terres agricoles d' grad es et des zones humides.

FAO

 

25 AVRIL

La lutte contre le paludisme passe par l'eau

La prévention et la lutte contre le paludisme nécessitent des investissements à long terme sur de nombreux fronts, y compris la gestion sûre des ressources en eau.

Depuis 2007, le 25 avril est reconnu comme la Journée mondiale du paludisme, instituée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).   cette occasion, à Nature Water   revient sur le rôle que joue l'eau dans la propagation de la maladie et à manière dont la gestion des ressources en eau est cruciale pour la combattre. La revue s'est entretenu avec Jo Lines et Laura Braun de la London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Nature Water

L'OMS appelle à relancer les efforts pour mettre fin au paludisme

  la fin des années 1990, les dirigeants mondiaux ont jeté les bases des progrès remarquables qui ont été réalisés en matière de lutte contre le paludisme dans le monde. Ainsi, plus de deux milliards de cas de paludisme et près de 13 millions de décès ont été évités depuis 2000.   ce jour, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a certifié que et un territoire étaient exempts de paludisme, et de nombreux pays où la charge de morbidité est faible continuent de progresser régulièrement en vue d' liminer la maladie. Sur les 83 pays où le paludisme reste endémique, 25 ont signal  moins de 10 cas en 2023. Cependant, comme l'histoire l'a montré, ces acquis sont fragiles.

OMS

 

FINANCEMENTS

Perspectives Économiques Régionales de la Banque mondiale

La Banque mondiale publie des projections Économiques semestrielles pour chacune des Régions du monde en développement : Afrique subsaharienne, Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud. Ces rapports Éclaircissent les perspectives macroÉconomiques et les tendances du développement Régionales. Les dernières Éditions viennent d'Être publiÉes en marge des Réunion de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monÉtaire international, s'Étant tenues en avril.

Banque mondiale

À

RECHERCHE

Le Rôle des algues dans l'accÉlÉration de la fonte des glaces

Une nouvelle Étude menée par des chercheurs du CNRS Terre & Univers en collaboration avec des Équipes européennes et publiÉe dans Nature Communications Évoque comment les microalgues glaciaires pigmentÉes (*Ancyronema* spp.) colonisent les surfaces de glace du Groenland nouvellement exposÉes. Les analyses montrent que ces microalgues sont extrêmement efficaces dans l'absorption des nutriments. Cette capacitÉ d'adaptation suggÈre qu'avec le Réchauffement climatique, ces algues pourraient coloniser davantage de surfaces de glace, Réduisant l'albédo et accÉlÉrant sa fonte.

La calotte glaciaire du Groenland est actuellement la principale source de l'Élévation du niveau de la mer À l'Échelle mondiale. Au cours de la dernière décennie, des Études ont montré que les floraisons algales sur sa marge occidentale Réduisent l'albédo de la glace, entraînant une augmentation moyenne de 13 % des taux de fonte.

CNRS

Antarctique

Au cours de son Étude océanographique dans la mer d'Amundsen, l'Équipe de la 41Ème expÉdition chinoise en Antarctique a utilisÉ avec succÈs un carottier À piston long pour effectuer des opérations d'Échantillonnage par gravité, obtenant ainsi la plus longue carotte de sédiments À ce jour dans la Région des monts sous-marins de la mer d'Amundsen, a rapportÉ la chaîne d'information CCTV News. Une fois de retour, l'Équipe analysera les caractÉristiques physiques, chimiques et micropalÉontologiques de la carotte afin d'Étudier les environnements terrestres de l'Époque et de fournir des informations permettant de prédire les changements climatiques futurs.

China.org.cn

Couplage océan-atmosphère À fines Échelles : Influence sur les tempÊtes

Si le rôle des structures océaniques de moyenne-Échelle des grands courants océaniques comme le Kuroshio dans l'intensification des tempÊtes est bien Établi, celui des fronts océaniques de sous-mÉsoÉchelle (~10-20 km) reste largement méconnu en raison du manque de modèles numériques et de données expérimentales À haute Résolution. Une Équipe franco-Étatsunienne, menée par Félix Vivant, doctorant ENS-PSL au Laboratoire Mécanique des Fluides (LMD-Ecce Terra), a explorÉ cette question dans une Étude publiÉe dans Communications Earth & Environment. L'Étude menée sur l'hiver 2020-2021 a permis de Révéler l'impact important des fronts océaniques de sous-mÉsoÉchelle sur les précipitations au sein des tempÊtes hivernales et autres phénomènes météorologiques, tels que les riviÈres atmosphÉriques.

CNRS

Super coraux thermorésistants

Un espoir pour l'avenir des récifs coralliens ? Dans l'atoll de Tatakoto en Polynésie française, une concentration de "super coraux", capables de résister à des épisodes de chaleur intense ainsi qu'à des fluctuations de températures extrêmes, a été découverte grâce à des expérimentations réalisées par l'Université de la Polynésie française (UPF).

L'atoll de Tatakoto, situé à plus de 1 000 kilomètres de Tahiti, présente une première vue des conditions peu propices à la survie des coraux. Un lagon semi-fermé, connecté à l'océan uniquement par de petits chenaux, ne permet qu'un brassage minimal avec les eaux qui l'entourent, et provoque des variations de température extrêmes, de 3 à 4 °C par jour, pouvant atteindre des maximales de presque 35 °C. Pourtant, des expérimentations soutenues par l'UNESCO, le Labex Corail et l'UPF en partenariat avec les laboratoires du CRILOBE et de SECOPOL, et 1 OCEAN, indiquent que des dizaines d'espèces de coraux prospèrent dans ce milieu instable, parfois à moins d'un mètre de profondeur. La recherche est conduite par Laetitia Hédouin, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l'écologie des récifs coralliens.

UNESCO

La salinité de l'eau réduit le risque de transport de bactéries nocives

Publiée dans *Environmental Science and Pollution Research*, une étude portant sur les bactéries présentes sur les microplastiques dans neuf rivières européennes montre que la salinité de l'eau constitue une barrière qui empêche les agents pathogènes graves de parcourir de grandes distances sur les débris de plastique.

Direction Environnement - CE

Comment le phytoplancton s'adapte à la lumière pour conquérir les eaux du globe

Une équipe internationale de chercheurs publie dans *Science Advances* une étude sur la distribution des trois principaux types pigmentaires de la cyanobactérie *Synechococcus* dans l'océan mondial. En analysant à l'aide d'un outil de simulation 3D les variations de la couleur de l'eau et les conditions environnementales océaniques, les scientifiques démontrent que cette diversité pigmentaire a permis à cet organisme, véritable caméléon, de coloniser l'ensemble des environnements lumineux.

CNRS

Les effets du changement climatique vus au travers du plancton

Dans le huitième numéro de *Biodiversité*, des clés pour agir, la revue technique de l'Office français de la biodiversité (OFB), Caroline Cailliau, Philippe Le Niliot et Patrick Pouline du Parc naturel marin d'Iroise évoquent la manière dont le changement climatique affecte les planctons et par ricochet l'ensemble de la biodiversité.

Les planctons constituent près de 98 % de la biomasse des océans. Ces petites créatures végétales et marines qui se déplacent en fonction des courants marins produisent la moitié de l'oxygène que nous respirons et sont à la base de la chaîne alimentaire de beaucoup d'espèces. Parmi les planctons, les copépodes sont de minuscules crustacés qui se nourrissent de microalgues, qui, à leur tour, nourrissent les sardines et anchois, eux-mêmes consommés par leurs prédateurs.

En mer d'Iroise, le front thermique d'Ouessant est particulièrement favorable à leur développement. Quand l'océan Atlantique emprunte le chemin de la Manche et vice versa six heures plus tard, des courants parmi les plus puissants d'Europe brassent deux fois par jour la colonne d'eau sur toute sa hauteur. Ce phénomène océanographique et

l'hydrodynamisme qui le caractérise sont à l'origine d'une production de plancton particulièrement abondante et diversifiée", détaillent les chercheurs. Mais aujourd'hui, cet équilibre est menacé par le changement climatique. Depuis près de 15 ans, le Parc naturel marin d'Iroise effectue chaque année des suivis des planctons afin de mesurer ses effets. Des prélèvements de plancton sont réalisés quatre fois par an, aux mêmes endroits, dans 13 stations. À chacune des stations de prélèvements, la température, la salinité, le pH, les teneurs en sels, la fluorescence et l'oxygène sont mesurés. La concentration en chlorophylle a, représentant l'abondance du plancton végétal, est également mesurée. Le suivi a mis en évidence une tendance à l'augmentation des températures de surface au printemps ce qui affecte le développement des planctons. En effet, si une nette augmentation de l'abondance des copépodes a été observée, ils sont aussi plus petits. Cette diminution n'est pas sans conséquence pour les petits poissons car les petits copépodes apportent moins d'énergie que les grands individus. En conséquence, la taille des sardines diminue aussi, lesquelles intéressent beaucoup d'oiseaux de mer et de mammifères marins fréquentant la mer d'Iroise. Si ce phénomène s'accroît, les puffins, dauphins communs ou rorquals pourraient être irrémédiablement affectés. C'est également crucial pour l'activité halieutique et l'économie maritime qui repose en partie sur la pêche de la sardine.

L'article

La diversité fantôme révèle l'impact mondial des activités humaines sur l'érosion de la biodiversité

Une étude publiée dans la revue Nature, menée par l'Université de Tartu (Estonie) et impliquant plus de 200 scientifiques à travers le monde, dont plusieurs chercheurs français du CNRS, met en lumière l'effet majeur des activités humaines sur l'érosion de la biodiversité végétale. L'analyse simultanée de la diversité observée et de la diversité qui, au vu des caractéristiques, devrait être présente ("diversité fantôme" ou dark diversity), révèle que de nombreuses espèces de plantes natives sont absentes de leurs habitats naturels, notamment dans les régions les plus impactées par l'activité humaine.

CNRS

Un peptide de papillon pour lutter contre les champignons résistants

Les plantes et les insectes produisent naturellement des défenses, molécules qui les protègent contre certains champignons pathogènes. Une équipe multidisciplinaire de scientifiques français et belges vient d'élucider le mode d'action d'une telle molécule, une petite protéine optimisée à partir des défenses naturelles de papillons, et qui cible une molécule clé de la membrane des cellules fongiques. Cette étude, publiée dans PNAS, ouvre des perspectives intéressantes pour contourner la résistance de nombreux champignons aux traitements antifongiques actuels, qui plus est souvent toxiques. Mais l'étude pourrait aller bien au-delà des antifongiques de nouvelle génération et servir également au traitement de certains cancers ou troubles métaboliques impliquant les glucosylcramides. La petite protéine inspirée du papillon pourrait bien devenir une arme de choc contre des ennemis redoutés.

CNRS

Un nouveau modèle d'IA au service de la prédiction des incendies de forêt provoqués par la foudre

Un nouveau modèle d'intelligence artificielle (IA) révolutionnaire, développé par des chercheurs de l'Université Bar-Ilan en Israël, promet de révolutionner la prévision des incendies de forêt, notamment ceux provoqués par la foudre, de plus en plus fréquents en raison du changement climatique. Oren Glickman et Assaf Shmuel, du département d'informatique de l'Université Bar-Ilan, en collaboration avec des experts des universités d'Ariel et de Tel-Aviv, ont utilisé sept années de données satellitaires mondiales haute résolution, ainsi que des facteurs environnementaux détaillés comme la végétation, les conditions météorologiques et la topographie, pour cartographier et prédire les risques d'incendies de forêt provoqués par la foudre à l'échelle mondiale. Leurs recherches ont été publiées dans Scientific Reports. Le modèle d'IA surpasse les indices traditionnels de danger d'incendie grâce à une approche globale et basée sur les données. Il a été rigoureusement testé à l'aide de données sur les incendies de forêt de 2021 et a affiché un taux de précision satisfaisant de plus de 90 %, un niveau de précision qui pourrait transformer les interventions d'urgence et la gestion des catastrophes dans le monde entier.

Avec l'accélération du changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les orages, les conditions chaudes et sèches et les changements d'écosystèmes, contribuent à des incendies de forêt plus fréquents et

plus intenses. Si l'activité humaine est souvent l'origine de nombreux incendies, la foudre reste l'une des causes les plus imprévisibles et les plus meurtrières, en particulier dans les régions reculées.

Israël Science Info

Les impacts environnementaux d'un régime alimentaire bas en protéines

La diminution de la part des protéines animales dans l'alimentation humaine est un objectif à poursuivre pour des raisons environnementales et de santé. Néanmoins, il est nécessaire d'évaluer l'ensemble des conséquences associées à ce changement de régime alimentaire. Les chercheurs de l'UMR SAS (Sol, Agro et hydrosystème, Spatialisation, INRAE/Institut Agro Rennes Angers) et de l'UMR PEGASE (Physiologie, Environnement et Génétique pour l'Animal et les Systèmes d'Elevage, INRAE/Institut Agro Rennes Angers), en collaboration avec l'UMR MOISA (département des sciences sociales, INRAE Montpellier) et la société MS Nutrition, ont conduit une étude consistant à simuler les impacts environnementaux d'un régime alimentaire moyen des Français, le plus bas possible à la fois en protéines totales et en protéines animales, tout en respectant les besoins nutritionnels, sans augmenter les coûts par rapport au régime moyen actuel (régime Act). Les résultats montrent qu'une réduction de la part des protéines animales jusqu'à 50 % du total permet bien de couvrir les besoins nutritionnels et de respecter les contraintes en matière d'accessibilité financière et de consommation, mais elle a des effets contrastés sur l'environnement. Il existe en particulier, sans vision profonde de nos modes de production agricoles, un risque fort de dégradation de la biodiversité et de la disponibilité en eau. Les spécificités des territoires, la disponibilité des ressources et les habitudes alimentaires des habitants sont également des paramètres à prendre en compte.

INRAE à

à

OUTILS & %TUDES

Optimiser l'analyse des données écologiques grâce à la statistique bayésienne

Une équipe de chercheurs du Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE - CNRS/EPHE/IRD/Université Montpellier) et leurs collègues internationaux publie un article dans la revue PLOS Computational Biology proposant une série de dix conseils pratiques pour aider les biologistes - et les écologues en particulier - à s'approprier la statistique bayésienne. Celle-ci joue un rôle clé dans la modélisation des populations, la conservation des espèces et l'évaluation des impacts d'origine anthropogénique sur les écosystèmes.

CNRS

L'intégration de méthodes de configuration du paysage améliore la précision des modèles de services écosystémiques liés à l'eau

Les modèles de gestion de l'eau intègrent généralement des données sur l'utilisation des sols, mais pas sur la forme et la distribution des parcelles d'utilisation des sols. Une étude conduite par une équipe européenne (Italie, Allemagne, Pays-Bas) publiée dans Science of The Total Environment teste les modèles par rapport à des données historiques afin d'évaluer l'importance de ces méthodes dans l'obtention de prédictions précises.

Direction Environnement - CE

Penser et concevoir les toits verts et les Ã©tangs en rÃ©seau

Pour prÃ©server la biodiversitÃ© aquatique et terrestre, il faut des espaces naturels de grande qualitÃ© Ã©cologique, reliÃ©s entre eux. Mais la coopÃ©ration nÃ©cessaire entre les diffÃ©rents acteurs fait souvent dÃ©faut, en particulier dans les zones urbaines. C'est ce que montre une nouvelle Ã©tude de l'EAWAG et du WLS (Institut fÃ©dÃ©ral de recherches sur la forÃªt, la neige et le paysage) menÃ©e dans le cadre de l'initiative de recherche Bleu-Vert BiodiversitÃ©.

Les animaux, les plantes et les autres Ãªtres vivants trouvent de moins en moins d'habitats intacts. Il existe certes des zones protÃ©gÃ©es rÃ©parties sur tout le territoire. "Mais Ã long terme, elles ne suffiront probablement pas Ã prÃ©server la biodiversitÃ©", explique Giulia Donati, post-doctorante Ã l'Institut de recherche sur l'eau (EAWAG). "C'est pourquoi il est de plus en plus important de prÃ©server ou de valoriser les surfaces naturelles situÃ©es en dehors des zones protÃ©gÃ©es, et de les relier entre elles de maniÃ¨re Ã assurer l'Ã©change entre les diffÃ©rents peuplements." Dans cette Ã©tude, publiÃ©e dans la revue spÃ©cialisÃ©e Conservation Letters, l'Ã©quipe de recherche dirigÃ©e par Giulia Donati a examinÃ© comment la protection de tels rÃ©seaux Ã©cologiques est liÃ©e Ã la collaboration entre diffÃ©rents acteurs tels que les autoritÃ©s, les organisations de protection de la nature et les utilisateurs des terres.

EAWAG

Les oiseaux, ambassadeurs culturels des rÃ©serves naturelles

Les zones humides protÃ©gÃ©es fournissent des services Ã©cosystÃ©miques culturels qui peuvent Ãªtre nÃ©gligÃ©s dans les dÃ©cisions de gestion. Une Ã©tude conduite en Italie examine comment la combinaison d'objectifs Ã©cologiques et d'objectifs orientÃ©s vers les visiteurs peut amÃ©liorer la planification de la gestion dans une rÃ©serve de zone humide.

Direction Environnement - CEÃ

Les risques d'hospitalisation associÃ©s aux inondations dans une Ã©tude multi-pays

Les inondations d'une intensitÃ© et d'une frÃ©quence sans prÃ©cÃ©dent sont dÃ©sormais observÃ©es. Cependant, les donnÃ©es concernant l'impact des inondations sur les hospitalisations restent limitÃ©es. Une Ã©quipe internationale conduite par l'UniversitÃ© Monash de Melbourne (Australie) a recueilli des donnÃ©es sur les hospitalisations quotidiennes au cours de la pÃ©riode 2000-2019 dans 747 communautÃ©s en Australie, au BrÃ©sil, au Canada, au Chili, en Nouvelle-ZÃ©lande, Ã TaÃ¯wan, en ThaÃ¯lande et au ViÃªt Nam. Elle a constatÃ© que les risques d'hospitalisation augmentaient et persistaient jusqu'Ã 210 jours aprÃ¨s l'exposition aux inondations. L'Ã©quipe a associÃ© un coefficient de risque aux diffÃ©rentes causes d'hospitalisation (maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires, maladies infectieuses, maladies digestives, maladies rÃ©nales, diabÃ¨te, cancers, troubles du systÃ¨me nerveux, troubles mentaux, blessures). Ce coefficient varie selon le type de climat, la gravitÃ© des inondations, la densitÃ© de population, l'Ã¢ge et le statut socio-Ã©conomique des patients. Cette Ã©tude a rÃ©vÃ©lÃ© que l'exposition aux inondations est associÃ©e Ã une augmentation des risques d'hospitalisation toutes causes confondues et de dix causes spÃ©cifiques dans les 210 jours suivant l'exposition.

Nature Water

Les espaces verts urbains sont des Ã©lots de dÃ©tente

Il n'est guÃ¨re surprenant que les espaces verts dans les villes bruyantes offrent aux gens une dÃ©tente contre le stress. Une Ã©tude approfondie de l'EMPA et du WSL montre cependant pour la premiÃ¨re fois en Suisse l'impact rÃ©el de ces espaces de dÃ©tente sur la gestion du stress physique et mental.

EMPA

INITIATIVES

AQUASTAT a 30 ans

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a célébré le 30^e anniversaire du système AQUASTAT, la première source de données sur l'eau et l'agriculture dans le monde, au cours d'une manifestation hybride de haut niveau qui s'est tenue au siège de la FAO à Rome. La FAO et l'ONU-Eau y ont présenté conjointement la Stratégie du système des Nations unies pour l'eau et l'assainissement, approuvée en 2024 par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations unies pour la coordination.

Mis au point par la Division des terres et des eaux de la FAO dans les années 1990, AQUASTAT a été créé en réponse à une demande croissante d'informations qui soient comparables, à jour et pertinentes pour l'action publique sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture - le secteur le plus gourmand en eau à l'échelle mondiale. Le système donne ainsi accès à des données relatives à des indicateurs clés comme la disponibilité des ressources en eau, l'irrigation, l'infrastructure, l'efficacité d'utilisation de l'eau et le stress hydrique. Utile à la planification, aux investissements et à la coopération internationale, il est devenu incontournable pour les décideurs. AQUASTAT vient appuyer la FAO dans son rôle d'organisme responsable des indicateurs 6.4.1 (efficacité d'utilisation de l'eau) et 6.4.2 (niveau de stress hydrique).

"Aujourd'hui, 2,5 milliards de personnes vivent dans des pays en situation de stress hydrique, tandis que 10% de la population mondiale vit dans une situation de stress hydrique élevé ou extrême. En assurant le suivi de ces informations, AQUASTAT permet aux gouvernements et aux organisations de prendre des mesures préventives", a précisé le directeur général de la FAO.

FAO

La Chine devient partie à l'Accord de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

La République populaire de Chine, plus grand producteur mondial du secteur de la pêche de capture, a donné un coup de fouet aux efforts de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) en devenant le 108^e État à adhérer à l'Accord de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif aux mesures du ressort de l'État du port (Agreement on Port State Measures, PSMA) visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

FAO

À

EXPLORATIONS

Aux origines des continents : l'eau (enfin presque !)

Comment les continents sont-ils apparus sur Terre ? Cette question, cruciale pour comprendre l'émergence des civilisations et de la vie elle-même, reste l'un des grands mystères des premières étapes de l'évolution planétaire. Une

Étude récemment publiée dans Science Advances et menée par des scientifiques du CNRS-INSU apporte un nouvel éclairage sur le sujet en proposant un mécanisme de formation très probable de croûte continentale, impliquant la présence d'eau avec la fusion d'une protocroûte serpentinisée.

CNRS

Les rivières de Titan soumises aux mêmes lois physiques que sur Terre

Titan, la plus grande lune de Saturne, est l'un des rares corps du système solaire avec la Terre à posséder des rivières actives façonnant son paysage. Cependant, sur cette lune glacée, ce n'est pas l'eau qui coule dans les lits fluviaux, mais du méthane liquide. Ce dernier, soumis à un cycle météorologique similaire à celui de l'eau sur Terre, s'évapore, se condense en nuages, puis retombe sous forme de précipitations. Ce processus façonne la surface de Titan en creusant des vallées et des réseaux fluviaux qui s'étendent sur des centaines de kilomètres. Des chercheurs de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP, Université Paris Cité/CNRS/IPGP) ont démontré pour la première fois que ces rivières de Titan suivent les mêmes lois physiques que celles de la Terre. Leurs travaux, publiés dans la revue Geophysical Research Letters, montrent que la théorie du seuil, utilisée pour étudier les rivières terrestres, peut être appliquée aux rivières extraterrestres. Grâce à cette approche, ils ont pu estimer le débit des cours d'eau de Titan et en déduire les taux de précipitations de méthane. Ces résultats ouvrent de nouvelles perspectives pour l'étude du climat et des rivières du satellite saturnien.

IPGP

À

Des indices prometteurs liés à la vie détectés sur une exoplanète ?

Les "signes" les plus prometteurs à ce jour d'une vie potentielle sur une planète hors de notre système solaire ont été détectés par des astrophysiciens britanniques et américains, mais d'autres scientifiques invitent cependant à la prudence.

Située à 124 années-lumière de la Terre, dans la constellation du Lion, K2-18b fait l'objet de débats animés au sein de la communauté scientifique, qui se demande si cette exoplanète pourrait être un monde océanique susceptible d'abriter une vie microbienne. En utilisant le télescope spatial James Webb, les chercheurs ont détecté dans son atmosphère des signes de composés chimiques longtemps considérés comme des biosignatures d'une possible vie extraterrestre : du sulfure de diméthyle et du disulfure de diméthyle, sur Terre uniquement produits par des organismes vivants - principalement du phytoplancton. "Ce que nous observons à ce stade, ce sont des indices d'une possible activité biologique hors du système solaire", a déclaré lors d'une conférence de presse Nikku Madhusudhan, astrophysicien à l'Université de Cambridge et auteur principal de l'étude publiée dans The Astrophysical Journal Letters. "Pour être franche, je pense que c'est le cas le plus proche d'une caractéristique que nous pouvons attribuer à la vie", a-t-il assuré, tout en soulignant que d'autres observations étaient nécessaires.

Radio-Canada

À

HONNEURS

Le Camerounais Farmer Tantoh, lauréat du prix Earthna

C'est un prix qui récompense Farmer Tantoh et sa fondation du même nom. Ce militant camerounais a jusqu'ici permis à 250 000 personnes d'avoir accès à l'eau en encourageant la protection des captages et la récupération des eaux de pluie.

Les lauréats du prix Earthna ont été dévoilés le 22 avril, Jour de la Terre, par la fondation du Qatar souhaitant encourager les projets environnementaux qui s'appuient sur les savoirs traditionnels. Parmi les finalistes figuraient Tarun Bharat Sangh, l'ONG du Dr Rajendra Singh, "Waterman of India" et, toujours en Inde, le projet One Drop Foundation mettant l'art social au service du changement de comportement. En Amérique latine, le Water Fund for Lima and Callao - Aquafondo a été distingué pour son travail d'intégration des pratiques ancestrales aux pratiques de l'ingénierie moderne dans les écosystèmes de régulation de l'eau.

Finalistes du Earthna Prize

À

Finaliste au concours Photo de l'année 2025

Le cliché du photographe mexico-péruvien Musuk Nolte montre un homme apportant à pied de la nourriture à sa mère au village brésilien de Manacapuru, qui n'est plus accessible par bateau en raison de la sécheresse. La photo a été finaliste du concours Photo de l'année 2025 de la Fondation World Press Photo, qui organise l'exposition du même nom tous les ans à Montréal. L'autre photo finaliste, prise par le photojournaliste américain John Moore pour Getty Images, donne à voir des migrants chinois tentant de se réchauffer sous la pluie froide avoir franchi la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Au final les deux clichés ont été devancés par le portrait de Mahmoud Ajjour, un jeune garçon mutilé pris par la photographe palestinienne Samar Abu Elouf pour le New York Times.

Radio-Canada

À

CONCOURS

Calendrier 2026 de l'OMM

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) annonce le lancement de son concours de photographies pour le calendrier 2026, l'une de ses activités annuelles les plus attendues. Cette année, le concours se concentrera sur les impacts à la fois positifs et négatifs du climat, de la météo et de l'eau sur les personnes et leurs moyens de subsistance. Sont recherchées des photographies de grande qualité et significatives qui illustrent le pouvoir de la nature et la nécessité urgente de protéger la planète.

OMM

À

EXPOSITIONS

À

PARIS

La grande exposition estivale du Muséum national d'Histoire naturelle

   à à à

Le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris invite à un voyage inédit au cœur des milieux désertiques de notre planète, de l'emblématique Sahara aux déserts polaires, en passant par les déserts de Sonora, d'Atacama, de Gobi... Le point commun à ces milieux : des conditions hors normes à priori hostiles à la vie. Et pourtant, animaux et végétaux y ont développé d'ingénieuses stratégies d'adaptation que le public découvre à travers les spécimens d'une biodiversité surprenante, issus de différentes régions du monde. L'exposition présente également les méthodes déployées par humains pour vivre dans ces environnements contraignants, mais aussi les menaces qu'ils font peser sur ces milieux fragiles. L'occasion par ailleurs de faire découvrir l'expérience du désert comme terrain privilégié de recherche.    travers près de 200 spécimens et objets de natures variées, pour la plupart issus des riches collections du Muséum, ainsi que des dispositifs mécaniques et multimédias ou de grandes projections, l'exposition offre une approche scientifique, ludique et esthétique de ces milieux fascinants.

Dossier de presse

Londres

Antarctica: The Melting Silence

Une coalition de grandes organisations environnementales du monde entier d  voile   Antarctica: The Melting Silence   (Antarctique : la fonte silencieuse), une expérience cinématographique immersive révolutionnaire qui plante les lointaines étendues sauvages de l'Antarctique au cœur de Londres. L'installation, réalisée par Alex Wolf et présentée pour la première fois à l'Outernet London dans le cadre du Jour de la Terre, fusionne technologie de pointe et activisme environnemental pour appeler à la protection de 30 % de l'océan Austral d'ici 2030. L'installation pourra être vue jusqu'en avril 2026.

Outernet London

  

ENCORE DES MOTS, TOUJOURS DES MOTS

L'UNICEM appelle à bannir un terme trompeur et à reconnaître la contribution du béton aux territoires durables.

Les syndicats professionnels français réunis au sein de l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), dont le Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE), interpellent les médias et les acteurs de l'aménagement, de la construction et des politiques publiques sur l'usage inapproprié et stigmatisant du terme "bétonisation". Ce mot-valise, sans base technique ni juridique, dessert la nécessaire transition écologique en opposant de manière simpliste urbanisation et nature. Il confond artificialisation et matériau. Employé à tort comme synonyme d'artificialisation des sols, le mot "bétonisation" amalgame un processus d'étalement urbain avec un matériau de construction. Il occulte la réalité des usages : dans la majorité des cas, le béton est un vecteur de solutions, pas une cause de déséquilibres, rappelle Alain Plantier, président de l'UNICEM.

Communiqué

À

À

Europe
top

L'état du climat en Europe en 2024

L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement et les effets du changement climatique sont évidents. 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur le continent. Les températures ont souvent été violentes et les inondations généralisées, faisant au moins 335 victimes et touchant environ 413 000 personnes. Au cours de l'année, on a observé un contraste est-ouest frappant dans les conditions climatiques, avec des conditions extrêmement sèches et souvent des records de chaleur à l'est, et des conditions chaudes mais humides à l'ouest.

Le rapport European State of the Climate 2024 (ESOTC 2024), publié le 15 avril, fait appel à une centaine de contributeurs scientifiques qui fournissent des informations globales et concises sur le climat de l'Europe. C3S est mis en œuvre par le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme pour le compte de la Commission européenne. Depuis 2018, le service publie l'ESOTC, une analyse détaillée du climat de l'Europe pour l'année précédente, allant au-delà de la température annuelle avec des analyses d'un large éventail de variables climatiques, du stress thermique et froid à la durée d'ensoleillement et à la nébulosité, des incendies de forêt aux glaciers et bien plus encore. Cette publication sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) fait suite à celle concernant

L'Amérique latine et les Caraïbes.

European State of the Climate - Report 2024

State of the Climate in Latin America and the Caribbean - Report 2024

À

Les villes européennes prvoient de renforcer leur action en faveur du climat

Selon une nouvelle enquête de la Banque européenne d'investissement (BEI), la plupart des villes européennes prvoient de consacrer davantage de moyens à la lutte contre les changements climatiques et à l'augmentation du nombre de logements sociaux, d'écoles et d'hôpitaux. L'enquête 2025 de la BEI auprès des municipalités indique que 56 % de ces dernières ont l'intention d'investir davantage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et 53 % d'augmenter les budgets consacrés aux infrastructures sociales au cours des trois prochaines années.

The State of Local Infrastructures in Europe. EIB Municipalities Survey 2024-2025

À

Les effets des polymères PFAS sur notre santé et l'environnement

Une évaluation de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) indique que les PFAS sont susceptibles de contribuer au réchauffement de la planète et à l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Les substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) sont sous les feux de l'actualité depuis plus d'une décennie en raison de leur impact potentiel sur la santé humaine et l'environnement. C'est particulièrement vrai pour certains composés tels que le PFOS et le PFOA, alors que les impacts associés à la forme chimique des PFAS connue sous le nom de "polymères PFAS", qui en termes simples consistent en des molécules plus grandes, ont été considérés comme beaucoup plus faibles. Cependant, des éléments suggèrent maintenant que les polymères PFAS peuvent conduire à divers types d'impacts au cours de leur cycle de vie, selon l'évaluation de l'AEE "PFAS polymers in focus : supporting Europe's zero pollution, low-carbon and circular economy ambitions" (Les polymères PFAS en point de mire : soutenir les ambitions de l'Europe en matière de pollution zéro, de faible émission de carbone et d'économie circulaire). L'analyse fournit les dernières connaissances sur les impacts potentiels sur la santé, l'environnement et le climat et fournit un contexte aux propositions de l'UE visant à clarifier l'utilisation des PFAS en Europe.

Les polymères PFAS représentent actuellement une part importante, de 24 à 40 %, du volume total de PFAS mis sur le marché de l'UE, et ils sont largement utilisés dans une vaste gamme de produits et de technologies. Le rapport de l'AEE souligne qu'il est essentiel d'adopter une perspective de cycle de vie complet pour les polymères PFAS lors de l'évaluation de leurs impacts et de la prise de décision concernant leur utilisation future.

AEE

À

FRANCE

Quelle Évolution de la demande en eau d'ici 2050 ?

Publié en janvier 2025, ce rapport de France Stratégie analyse l'évolution de la demande en eau à l'horizon 2050 face aux effets du changement climatique. Il s'appuie sur trois scénarios : le premier, appelé "tendanciel", prolonge les tendances passées ; le deuxième, baptisé "politiques publiques", simule la mise en place de politiques publiques récemment annoncées ; le troisième, dit "de rupture", se caractérise par un usage sobre de l'eau.

Entre 2020 et 2050, dans la configuration climatique la plus défavorable étudiée, la demande annuelle stagne dans le scénario tendanciel (+1 %) et diminue dans les scénarios politiques publiques (-24 %) et de rupture (-47 %), notamment du fait de la baisse de la demande pour la production énergétique dans la vallée du Rhône. La demande pour l'irrigation augmente fortement et devient majoritaire. À la différence de la production énergétique, l'irrigation consomme la majorité de l'eau précipitée en raison de l'évapotranspiration des plantes. Aussi les consommations augmentent-elles substantiellement dans les scénarios tendanciel (+102 %) et politiques publiques (+72 %). Dans ce dernier scénario, elles sont multipliées par plus de deux dans près d'un quart des bassins versants. Seul le scénario de rupture permet de contenir l'augmentation des consommations (+10 % par rapport à 2020) dans la configuration climatique la plus défavorable étudiée. Avec l'augmentation de la part de l'agriculture dans les prélèvements, la demande en eau sera davantage concentrée au cours des mois les plus chauds de l'année, quand la ressource en eau est au plus bas dans les milieux aquatiques. Une prochaine publication de France Stratégie quantifiera les tensions entre la ressource en eau disponible et cette demande.

À noter, le travail très intéressant réalisé sur les cartes.

France Stratégie

À

SANTÉ

Analyse des résultats de l'expertise collective de l'INSERM sur les effets des pesticides sur la santé

Au travers de son dispositif de phytopharmacovigilance, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a analysé les résultats d'un travail scientifique d'envergure : l'expertise collective de l'INSERM sur les liens entre l'exposition aux pesticides et la santé humaine mise à jour en 2021. À l'issue de cette analyse, l'Agence identifie plusieurs signaux sanitaires dont un signal fort concernant la famille des pyréthrinoïdes, utilisée dans des produits phytopharmaceutiques mais également dans des biocides et des médicaments vétérinaires. L'ANSES rappelle l'importance de revoir régulièrement les évaluations des substances et produits au vu de nouvelles données.

ANSES

À

BIODIVERSITÉ

Bonne nouvelle : Le castor étend son territoire

Le 7 avril est la journée internationale du castor. L'Office français de la biodiversité (OFB) propose d'en savoir plus sur cette espèce emblématique de nos cours d'eau.

Si le Castor d'Europe (Castor fiber) occupait initialement la quasi-totalité de l'Europe et de l'Asie, ses effectifs ont commencé à décroître dès le XII^e siècle du fait de l'exploitation de sa fourrure, de sa viande et de son castoreum (utilisé en parfumerie et médecine traditionnelle), mais également car il était considéré comme nuisible. Au début du siècle, l'espèce avait quasiment disparu : elle ne subsistait que sur l'Elbe en Allemagne, au sud de la Norvège, dans le delta du Rhône en France et de façon marginale en Europe de l'Est et en Russie. D'après les estimations, il ne restait alors qu'environ 1 200 individus dans le monde. En France, pour lutter contre la disparition de cette espèce emblématique, plusieurs opérations de réintroduction ont eu lieu à partir des années 1950. Le Castor d'Europe a également obtenu le statut d'espèce protégée sur l'ensemble du territoire, en 1968. Grâce à ces actions, le Castor d'Europe est désormais présent sur plus de 18 000 kilomètres de cours d'eau, soit une population estimée à au moins 20 000 individus, et sa répartition géographique est toujours en expansion. Des perspectives de colonisation existent sur la plupart des bassins où l'espèce est présente.

Pour suivre la répartition du Castor d'Europe en France, l'OFB pilote le réseau Castor depuis 1987. Les multiples partenaires du réseau (associations de protection de la nature, syndicat de rivière, fédérations de pêche et de chasse, parcs naturels régionaux, réserves naturelles...) parcourent les cours d'eau, marais, lacs, étangs à la recherche d'indices de présence de l'espèce et permettent ainsi d'actualiser la carte de répartition du Castor d'Europe en France. Ces données permettent notamment d'évaluer l'état de conservation de l'espèce au niveau européen. Avec un état de conservation jugé favorable au niveau national, plusieurs enjeux de protection subsistent toutefois, notamment sur la cohabitation entre l'espèce et les activités humaines (coupe et éclairage d'arbres, inondations de parcelles cultivées, ornementales, d'infrastructures de transports...) et au niveau de la gestion de l'espèce (vigilance sur le Castor Canadien classé espèce exotique envahissante et sur la diversité génétique de l'espèce européenne issue d'un faible nombre d'individus). Pour répondre à ces enjeux de conservation et dynamiser les différentes actions menées autour de cette espèce en France, l'OFB, la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) et la Société nationale de protection de la nature (SNPN) co-rédigent actuellement une stratégie nationale sur l'espèce. Elle reprendra 3 axes thématiques : Développer et diffuser les connaissances sur le Castor d'Europe ; Intégrer le Castor dans la gestion et la restauration des socio-écosystèmes ; Améliorer la cohabitation entre le Castor et les humains.

OFB - photo Alsace Nature

À

Étude INRAE-IFREMER : Impacts des modes de production labellisés sur la biodiversité

Permettre aux consommateurs de connaître l'impact environnemental de leurs achats est l'un des objectifs de la loi Climat et résilience de 2021. C'est dans ce cadre qu'ont été lancés des travaux en vue de mettre en place un système d'affichage environnemental des produits alimentaires. Les expérimentations en cours se fondent essentiellement sur l'analyse du cycle de vie (ACV) des produits, qui prend en compte les émissions de gaz à effet de serre ou la consommation d'eau, mais présente des limites pour intégrer les impacts sur la biodiversité. C'est pourquoi les ministères en charge de la transition écologique, de l'agriculture et de l'alimentation et l'ADEME ont sollicité l'INRAE et l'IFREMER en 2022 pour mieux documenter le volet biodiversité des impacts environnementaux de notre alimentation, en se focalisant sur les pratiques en agriculture (productions végétales et animales), en aquaculture et en pêche. Les conclusions de cette étude, présentées le 30 avril, mettent en avant les pratiques qui ont des impacts favorables ou défavorables sur la biodiversité. Elles montrent également la disparité des pratiques figurant dans les cahiers des charges des labels et proposent des pistes méthodologiques pour mieux intégrer les effets sur la biodiversité dans le système d'affichage environnemental.

INRAE

À

Protection des captages

Agnès Pannier-Runacher présente la feuille de route 2025

"Depuis 1980, plus de 30 % des captages fermés l'ont été en raison de pollutions. Face à ce défi, il est urgent d'agir. La protection de nos captages d'eau potable apparaît comme une priorité absolue pour améliorer la qualité de notre eau. Or, le compte n'y est pas. Seuls 1 500 captages sur 33 000 ont pu être sécurisés. Nous devons donc changer d'échelle et de méthode", déclare Agnès Pannier-Runacher en introduction de la feuille de route.

Trois objectifs principaux sont visés : Identifier précisément les aires de captage sensibles sur lesquels seront cibler les efforts ; Sécuriser en priorité ces captages menacés, en agissant là où l'impact sera le plus fort ; Accompagner collectivités, agriculteurs et industriels avec des solutions adaptées et graduées, pour leur permettre d'adopter des pratiques plus durables. Pour soutenir ces ambitions, la ministre présentera dans les prochaines semaines : un arrêté de définition des captages sensibles, qui clarifiera les priorités et orientera les interventions étatiques en lien avec les territoires ; un guide opérationnel à destination des préfets, garantissant une gestion cohérente, efficace et adaptée aux réalités locales ; des outils financiers adaptés. Sur le financement justement : une enveloppe initiale de 6,5 millions d'euros de subventions issue de la stratégie éco-citoyenne permettra d'engager ces actions. Elle viendra s'ajouter aux 2 milliards d'aides mobilisés via la Banque des territoires et les enveloppes des agences de bassin.

Feuille de route

À

PFAS

Ce que révèlent les déclarations de lobbying publiées fin mars

Adoptée en février, la loi interdisant certains usages des PFAS a suscité une intense activité de lobbying. Jordan Allouche, lui-même lobbyiste écologiste, a recensé dans le détail les déclarations au registre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), publiées fin mars. Il dévoile dans Le Club de Mediapart qui a tenté d'influencer le texte, et comment.

Le Club de Mediapart

Traitement des PFAS dans la Vallée de la chimie

Le Syndicat mixte d'eau potable Rhône-Sud et Suez développent une nouvelle solution de traitement sur l'usine de production d'eau de Ternay

À Ternay, au sud de la Vallée de la chimie, le Syndicat mixte d'eau potable Rhône-Sud (SMEP) et Suez lancent la construction d'une solution de traitement des PFAS dans l'eau potable. Cette solution technologique brevetée par Suez est déployée pour la première fois en France pour répondre à la problématique des polluants éternels. Elle permettra de garantir une eau de qualité à près de 170 000 usagers du Sud Lyonnais alimentés par l'usine de Ternay.

Dès 2022, le SMEP Rhône-Sud s'est mobilisé pour préserver la qualité de l'eau potable produite par l'usine. Suez, en

collaboration avec le syndicat, a développé un plan d'action en deux volets : une série d'essais en laboratoire dans son centre de recherche du CIRSEE, et un pilote industriel au sein de l'usine pour corroborer les résultats obtenus. Ce travail, mené en lien étroit avec les autorités sanitaires et avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse, a permis de déterminer le traitement le mieux adapté au territoire pour traiter les PFAS et améliorer la qualité de l'eau potable dans la durée. Inaugurée en 2017, l'usine de Ternay se compose actuellement de six filtres à charbon actif. Les analyses menées depuis 2022 ont mis en évidence la saturation rapide de ces filtres, impactant leur capacité à retenir l'ensemble des PFAS présents dans la ressource. Pour garantir la qualité de l'eau potable dans la durée, le SMEP Rhône-Sud et Suez ont fait le choix de développer une solution brevetée par Suez, qui s'appuie sur le renouvellement en continu du charbon actif, grâce à un système de 6 réacteurs à flux descendant. Cette innovation permet de maintenir l'efficacité du traitement, sans mise à l'arrêt des filtres pour le renouvellement du charbon. Elle peut s'intégrer dans une usine existante dans le cadre d'une réhabilitation, limitant ainsi les coûts d'investissement pour la collectivité.

Suez rappelle se mobiliser sur le sujet des PFAS depuis 2018, pour avoir aujourd'hui la capacité d'analyser et de quantifier la présence de 65 molécules de PFAS dans l'eau, soit 45 de plus que celles ciblées par la réglementation. Disposant des solutions de traitement éprouvées comme le charbon actif ou l'osmose inverse basse pression, le groupe a mis en œuvre une approche structurée globale pour accompagner les collectivités : de l'état des lieux jusqu'à la définition et au chiffrage de la ou des filières de traitement les mieux adaptées au contexte local, en passant par des essais de validation à l'échelle laboratoire ou de démonstration à l'échelle semi-industrielle sur site. Suez dispose par ailleurs de filières d'excellence d'élimination des rejets contenant des PFAS, comme l'incinération à haute température dans des installations spécialisées.

Synoptique Ternay

À

REUT

Réutilisation des eaux usées traitées sur le littoral

19 projets à l'issue de la 2^{ème} vague du programme CEREMA-ANEL

Le CEREMA, l'Association nationale des élus des littoraux et le Ministère de la Transition écologique, avec le soutien des agences de l'eau, l'Office français de la biodiversité et la Banque des Territoires, ont lancé un programme pour accompagner les territoires littoraux dans le déploiement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Après 12 premiers territoires en 2024, 19 collectivités ont rejoint le programme lors de la deuxième vague de l'appel à projets.

Ce programme vise à renforcer la gestion de la ressource en eau face aux effets du changement climatique et aux enjeux de résilience, dans le cadre du Plan Eau 2023, qui ambitionne de multiplier par 10 la réutilisation des eaux d'ici 2030. La mesure 18 du Plan Eau a pour objectif de dynamiser la mise en œuvre de projets de REUT sur les zones littorales. Le programme d'accompagnement soutient les collectivités littorales dans l'élaboration de stratégies de REUT adaptées à leur contexte. Il inclut plusieurs étapes d'étude : études d'opportunité (diagnostic territorial des tensions sur la ressource, des besoins actuels et futurs, des acteurs territoriaux et identification des stations d'épuration opportunes) ; études de pré-faisabilité (analyse bénéfices-risques des projets et élaboration d'une feuille de route prévisionnelle) ; études de faisabilité (analyse coût-bénéfice technico-économique, social et environnemental du projet retenu). Plusieurs collectivités (communes, intercommunalités, départements, régions, syndicats des eaux et d'assainissement, sociétés publiques locales) bénéficieront pour réaliser ces études : d'un appui technique du CEREMA et d'un cadre méthodologique pour le montage et le suivi des études ; de subventions à hauteur de 80 % maximum ; d'une dynamique collective de partage d'expérience.

Les 19 lauréats de la 2^{ème} vague de l'appel à projets

À

PROJET DE TRANSFERT

La dérivation de la Dordogne, un projet de mal-adaptation climatique ?

La Tribune revient dans son édition du 17 avril sur l'idée de dérivation de la Dordogne, relayée dans notre précédent numéro (mars 2025). Pour rappel, les départements de Corrèze et des Charentes misent sur un débit artificiel des rivières pour préserver des modèles agricoles et touristiques intensifs. La stratégie est critiquée pour son déni des effets du changement climatique et son absence de remise en question des usages de l'eau. À ce stade de l'étude, deux scénarios projettent de pomper 30 millions de mètres cubes dans le bassin versant de la Dordogne. Le fleuve n'a pourtant pas le luxe de s'en priver, selon l'étude Dordogne 2050. Les effets du changement climatique sur ce bassin versant entraîneraient une baisse de 20 % du débit des étiages, et autant des capacités de remplissage des grands réservoirs hydroélectriques, qui devront malgré tout soutenir les débits en aval. Le projet de réalimentation de la Charente a tout d'un exemple de mal-adaptation. "Faire reposer l'approvisionnement en eau sur un bassin voisin, c'est à terme des conflits d'usages très importants sur la ressource. Le changement climatique ne s'arrête pas à un bassin versant", alerte Yves Tramblay, hydroclimatologue coordinateur du volet sécurité du projet Explore 2, un état des lieux des impacts du changement climatique en France. Dévier les cours d'eau semble surtout permettre d'éviter la question qui fâche : les usages du bassin versant de la Charente ne seraient-ils pas surdimensionnés par rapport à la ressource en eau ?

L'article de Nicolas Beublet et Maxime Giraudeau - La Tribune

À

PUBLICATIONS

Se protéger des inondations en préservant l'environnement

Le CEREMA consacre un Essentiel au sujet "Se protéger des inondations en préservant l'environnement". La publication s'adresse en premier lieu aux maires et à leurs équipes. Son objectif est de présenter une approche de la prévention des inondations qui prend en compte les enjeux liés à la biodiversité, en alliant différents types de solutions. Elle précise les évolutions et pistes de progrès dans ce domaine et présente les travaux du CEREMA sur ces sujets.

Essentiel CEREMA

Gestion des eaux pluviales

L'Agence de l'eau Artois-Picardie et ADOPTA (Association pour le développement opérationnel et la promotion des techniques alternatives) ont collaboré avec les contributions de collectivités et départements techniques un Guide pour la définition d'un Schéma global de gestion des eaux pluviales.

Guide SDGEP

Biosurveillance : évaluer l'impact des polluants sur les rivières franciliennes

Le SIAAP s'est associé à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) pour produire un premier fascicule explorant l'utilisation opérationnelle de la biosurveillance. L'objectif de cet ouvrage est de mieux comprendre et suivre l'impact des polluants sur les rivières franciliennes.

Depuis plus de 30 ans, le SIAAP surveille la qualité des eaux de la Seine et de ses affluents à travers son observatoire MeSeine. Grâce à la programmation scientifique innovante, cet outil évolue sans cesse. Après plusieurs années d'expérimentations, l'observatoire intègre désormais la biosurveillance à l'échelle opérationnelle. Cette méthode innovante repose sur des bioessais, qui évaluent directement les effets des contaminants sur des organismes vivants,

depuis l'écocelle cellulaire jusqu'à l'organisme. Une approche novatrice qui complète l'analyse chimique et renforce l'évaluation de la qualité des eaux de surface.

Le fascicule "Biosurveillance : surveiller la qualité des eaux franciliennes en mesurant leurs effets sur le vivant" met en lumière les premières applications opérationnelles de cet outil innovant par une collectivité publique. Entre 2018 et 2023, une vaste campagne d'expérimentation a été menée sur la Seine et la Marne, mobilisant une vingtaine de bioessais pour mesurer l'impact du système d'assainissement sur la rivière. Ils ont permis de mettre en place un dispositif de biosurveillance adapté au contexte et d'établir un référentiel pour surveiller l'écotoxicité des rivières franciliennes. Cette publication retrace également l'utilisation de la biosurveillance pour l'évaluation de l'efficacité de traitements complémentaires des micropolluants ou encore pour valider l'innocuité environnementale d'un procédé de désinfection. Elle cite l'exemple de l'acide performique utilisé pour garantir la qualité des eaux lors des Jeux olympiques de Paris 2024.

Fascicule Biosurveillance

L'adaptation au changement climatique des espaces commerciaux

Le Perifem (féderation technique du commerce et de la distribution), avec l'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, publie le premier module d'un guide dédié à l'adaptation au changement climatique dans les espaces commerciaux. Ce premier volet pose les bases communes en présentant les enjeux liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique dans les espaces commerciaux, afin de mieux en comprendre les impacts et les défis spécifiques au secteur. Un deuxième et un troisième volet suivront.

Premier volet

À

OUTILS

Vigicrues renforce ses outils

Le dispositif Vigicrues informe sur les risques de crues dans les 24 heures à venir sur 23 000 km de cours d'eau en France. L'application permet de recevoir des avertissements personnalisés directement sur son téléphone portable. Ce site met désormais à disposition une nouvelle fonctionnalité : l'affichage dynamique des cartographies des zones d'inondation potentielle. Ces cartographies permettent de connaître l'étendue potentielle d'une inondation sur un territoire donné. Les autorités et les habitants exposés à ce risque peuvent visualiser les impacts attendus sur le territoire, selon la hauteur d'eau à une station donnée. Elles sont un outil à disposition de tous, et notamment des pouvoirs publics pour prendre les mesures nécessaires à la protection des populations. Avec l'affichage dynamique sur le site Internet et l'application mobile de Vigicrues, la visualisation est plus présente interactive et plus intuitive pour tous les utilisateurs.

Sur les cours d'eau de plus petite taille, le service complémentaire Vigicrues Flash informe en temps réel d'un risque de crues soudaines, qualifiées de fortes ou très fortes, dans les prochaines heures. Avec l'ajout de plus de 100 communes, en Essonne, Ardèche, Aveyron, dans les Yvelines et la Creuse, Vigicrues Flash couvre désormais plus de 11 400 communes et 34 000 km de cours d'eau. La collectivité et les gestionnaires de crise peuvent s'abonner gratuitement et recevoir des alertes SMS en cas de risque de crue.

Vigicrues

À

JEUX

Tout un foïn ! Un jeu de rôles sur le dialogue territorial

Ce jeu pédagogique et immersif, destiné aux professionnels et étudiants du monde agricole et des secteurs de l'environnement, vise à favoriser une réflexion collective pour une gestion concertée des paysages afin de concilier l'élevage pastoral, la valeur patrimoniale des paysages et la préservation de la biodiversité.

INRAE - Découvrir le jeu

Mission Nature : L'Édition 2025 dédiée à la protection de la biodiversité marine et littorale

Pour célébrer l'Année de la Mer, la 3^{ème} Édition du jeu Mission Nature est consacrée à la mer et aux littoraux avec 2 nouveaux projets sélectionnés dans l'Hexagone et dans les Outre-mer. Les tickets de grattage de cette nouvelle saison sont disponibles à partir du 28 avril.

Lancé en 2023 par FDJ UNITED, le jeu de grattage permet de récolter des fonds directement versés à l'Office français de la biodiversité (OFB) pour financer des projets de restauration du vivant. 0,43 euro par ticket de 3 euros acheté sera reversé par l'État à l'Office français de la biodiversité pour le financement de ces projets. Cette offre de jeu sera complétée par un tirage Loto dédié à l'occasion de la Fête de la Nature avec un jackpot événementiel de 10 millions d'euros minimum qui sera proposé aux joueurs le samedi 24 mai. Pour chaque grille de 2,20 euros jouée, 0,54 euro sera reversé à l'Office français de la biodiversité.

À

ACTEURS

Suez et le CNRS signent un partenariat stratégique de 5 ans sur la R&D Eau et Déchets

Suez et le CNRS ont signé un accord-cadre d'une durée de 5 ans pour unir leurs efforts de R&D et développer des solutions innovantes, afin de favoriser une gestion durable des ressources, et de nouvelles technologies de décarbonation. Cet accord-cadre vise la mise en commun des capacités d'innovation de l'un, et de l'excellence scientifique de l'autre. Il vient renforcer une collaboration fructueuse, marquée par plus d'une trentaine de coopérations sur les 10 dernières années, et un portefeuille de 14 brevets communs. Ainsi, les équipes Suez travaillent depuis 2021 avec les chercheurs de l'Institut de chimie de la matière condensée de Bordeaux (Bordeaux INP/CNRS/Université de Bordeaux), un laboratoire du CNRS spécialiste mondial des fluides super critiques, pour développer un équipement unique de gazéification hydrothermale aujourd'hui opérationnel. Ce procédé permet de valoriser les boues d'épuration pour produire du gaz renouvelable et récupérer les minéraux présents dans les boues, tout en détruisant les micropolluants. Grâce à ce procédé, les déchets organiques sont divisés par 15 à 20. Mis en route en janvier 2023, le pilote qui traite 5 litres d'effluents par heure a permis de mener des premiers essais de fonctionnement du procédé en flux continu (alimentation/extraction). Ce premier test fructueux a conduit les équipes de Suez à initier la construction d'un pilote industriel d'une capacité de traitement de 150 litres de boues par heure, sur son site Terre d'Aquitaine, à Saint-Selve (Gironde), en vue de son industrialisation.

Dans le cadre de leur partenariat, les deux partenaires mettront en commun leurs compétences pour adresser des enjeux clés du futur de la gestion des boues d'épuration, le dessalement de l'eau de mer, le traitement des micropolluants et la réduction des PFAS (composés perfluoroalkylés), tout en contribuant à la décarbonation des secteurs industriels et à l'amélioration des processus de gestion des déchets, via l'intelligence artificielle et la robotique, au développement et à la transformation de la matière. Les équipes scientifiques du CNRS travailleront en étroite collaboration avec les experts de Suez pour développer et mettre sur le marché des technologies de pointe, notamment dans le traitement avancé de l'eau et de nouvelles méthodes pour le recyclage et la valorisation des matières, en collaboration avec l'écosystème entrepreneurial et de startups (près de 100 startups issues des laboratoires sous tutelle CNRS sont créées chaque année). Cet accord stratégique met également un accent particulier sur le

développement des infrastructures vieillissantes et la réduction de l'empreinte écologique des activités industrielles, tout en favorisant des solutions pour une utilisation circulaire des ressources par toutes les parties prenantes.

Jeunesse pour l'eau

Le Parlement français des jeunes pour l'eau (PFJE) sera officiellement lancé et siégera pour la première fois le 6 juin prochain en marge de la conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC 3) à Nice.

Initié par l'association La Jeunesse pour l'Eau (JPE) créée en 2021, ce parlement a pour objectif de mobiliser les jeunes entre 18 et 27 ans sur les enjeux de l'eau. Il s'agit de les fédérer et de faire entendre leur voix auprès des instances de la politique de l'eau, aussi bien à l'échelle locale que nationale et internationale. Un appel à candidature a été lancé. Plusieurs dizaines de jeunes ont postulé. Celles et ceux qui ont été sélectionnés représentent l'un des 7 bassins hydrographiques métropolitains et des 5 bassins Outre-Mer. Le parlement se veut un lieu d'échange, de sensibilisation et d'innovation. Le futur PFJE est structuré en deux commissions concernant les actions nationales et internationales, et d'une commission avec une thématique annuelle. Les jeunes ont un mandat de deux ans.

Cette initiative a reçu le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Agence de l'eau Artois-Picardie.

À

EN PRAISON VISION DE L'ÉTÉ

Quelles plages éviter ?

Eau et Rivières de Bretagne (ERB) a répertorié sur une carte les zones plus ou moins polluées en 2025. Résultat : 36 sont déconseillées et 83 à éviter.

Votre plage favorite est-elle polluée ? Vert, bleu, orange, rouge... Pour la deuxième année consécutive, l'association Eau et Rivières de Bretagne a publié son étude "La belle plage", qui classe les zones littorales en France métropolitaine et en Corse selon la qualité de l'eau. D'après ses calculs, comme l'an passé, un cinquième des rivages sont régulièrement pollués. Si les plages recommandées et peu risquées représentent 75,89 % du total, Eau et Rivières de Bretagne constate globalement une dégradation sensible de l'eau. L'été 2024 ayant été relativement pluvieux, les épisodes de pollution des eaux de baignade ont été plus présents. "Ces pollutions sont très liées à la pluviométrie" indique Laurent Le Berre, directeur régional de l'ERB. Les précipitations intenses sont souvent à l'origine de débordements dans les systèmes d'assainissement où l'eau de pluie et celle issue de la consommation humaine (dont des toilettes) sont mélangées. Ces fortes précipitations entraînent également des lessivages importants de terres agricoles situées sur des bassins versants et qui ont été amendés par du lisier issu d'élevages. En résultat : 593 plages sont recommandées, 814 sont peu risquées, 364 déconseillées et 83 à éviter. Se baigner dans ces deux dernières catégories, c'est prendre le risque d'attraper, par exemple, une maladie liée à la présence de la bactérie E. coli dans la mer, comme une conjonctivite ou gastro-entérite.

Un code couleur de bleu à rouge (et noir pour les non classées, en raison de données manquantes) indique sur la carte l'intensité de la pollution. "On a essayé d'établir un classement facile à interpréter et utile pour le baigneur", précise Christophe Le Visage, vice-président de l'association.

La belle plage - ERB

SEINE-NORMANDIE

Rouen : Inauguration du parc canal Camille Claudel

L'Agence de l'eau Seine-Normandie participait à l'inauguration des aménagements des espaces publics du parc Camille Claudel, pensés pour une gestion à la source des eaux de pluie, avec une recherche de désimperméabilisation notable et une optimisation des surfaces en pleine terre. Cette transformation d'une friche industrielle de 7 hectares a pour ambition de créer un vaste parc arboré et paysagé accueillant des bassins d'agrément et techniques (gestion des eaux pluviales et des crues de la Seine). Ce beau projet qualifié "Solution fondée sur la nature", grâce notamment à la plantation d'essences locales variées favorables à la biodiversité dite ordinaire, a bénéficié d'une aide financière de l'agence de l'eau d'environ 1,15 million d'euros et d'une aide financière du Fonds vert Renaturation des villes et villages d'environ 530 000 euros.

Seine-Normandie

À

ÎLE-DE-FRANCE

Projet SEDIF de filtration membranaire HP

Dans le cadre de la concertation continue en cours avec la CNDP, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) a organisé un webinaire le 23 avril. L'objectif était d'échanger autour de l'actualisation du bilan économique et environnemental du projet de filière membranaire haute performance du Syndicat avec l'Institut national de l'économie circulaire (INEC) et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSEA).

Pour rappel, en 2019 une première étude a été réalisée par le cabinet Deloitte DDD visant à quantifier les apports de décarbonation chez l'utilisateur à l'échelle du territoire du SEDIF. Dans ce cadre, un outil de modélisation des impacts du calcaire en fonction de différents scénarios (scénarios de dureté de l'eau) a été créé. L'étude a conclu que l'adoucissement de l'eau du robinet à une dureté de 10 °f conduisait à une économie estimée de 94 euros par an pour un foyer moyen, avec des bilans énergétiques (-16 kWh/an) et carbone (-40 kgCO₂eq/an) positifs. Par la suite, compte tenu du montant prévisionnel de l'investissement envisagé et de la dimension collective de la gestion de la ressource en eau, le projet industriel "Vers une eau pure, sans calcaire et sans chlore" est entré dans le champ de la saisine obligatoire de la Commission nationale du débat public (CNDP). Le débat public s'est déroulé du 20 avril au 20 juillet 2023. Depuis 2024, les échanges se poursuivent avec la concertation continue, sous l'égide de deux garantes nommées par la CNDP. Cette phase correspond à la continuité de l'information et de la participation du public jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique prévue mi-2025. Dans ce cadre, le SEDIF a demandé au cabinet In Extenso Innovation Croissance (IEIC) d'actualiser en 2023 le Bilan économique et environnemental relatif au projet de décarbonation du SEDIF datant de 2019. Les ordres de grandeur obtenus par IEIC corroborent ceux obtenus en 2019 par Deloitte DDD. Par ailleurs, le SEDIF a depuis lors attribué le contrat de concession comprenant la réalisation du projet, dont le coût a donc été affiné.

Plusieurs questions ont été posées dans la "salle", notamment par la FNE Île-de-France (France Nature Environnement) qui s'inquiète des impacts environnementaux du projet s'agissant en particulier des rejets de concentrat issu du procédé. Le SEDIF tient à préciser que la concentration en micropolluants en aval de la filière membranaire sera sensiblement la même qu'en amont : au niveau local (c'est-à-dire au point de rejet), le Syndicat a effectué des modélisations du panache qui montrent que le rejet n'a pas d'impact sur le milieu naturel grâce à un effet de dilution rapide des cours d'eau (il ne représentera, au maximum, que 2 % du débit minimal exceptionnel de la rivière). Par ailleurs, ces rejets feront l'objet d'un arrêté de rejet validé par les services de l'État en charge de la préservation de la ressource, comme c'est déjà le cas à l'usine de Mory. Par ailleurs, s'agissant des adjuvants nécessaires au bon fonctionnement des installations, ils seront traités dans une filière spécifique qui permettra d'éliminer le phosphore qui les compose, principal élément pouvant poser problème d'un point de vue environnemental.

Le SEDIF va créer dans chaque ville d'implantation de ses usines principales une CLIPEP (commission locale d'information sur la production d'eau potable), qui sera chargée d'une mission de suivi, d'information et de participation pour le déploiement du projet. Les candidatures sont ouvertes pour les représentants d'associations de protection de l'environnement, de conseils de quartier, des intermédiaires économiques locaux, du monde associatif, des bailleurs, et des riverains du projet.

Concertation continue SEDIF

Candidatures CLIPEP

À

La Ville de Paris présente son nouveau Plan Biodiversité 2025-2030

La Ville de Paris s'est dotée en 2011 d'un premier Plan Biodiversité. Celui-ci définit les ambitions de la Ville de Paris en matière de protection et d'éveloppement de la biodiversité au sein de la capitale. À travers ce nouveau Plan Biodiversité 2025-2030, Paris a élaboré 20 objectifs thématiques et 85 actions visant à préserver et renforcer la biodiversité du territoire, faire de la biodiversité un atout de résilience et sensibiliser aux enjeux de la biodiversité à Paris.

Dossier de presse

À

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Une gestion durable de l'eau est essentielle, selon un rapport des Nations unies

Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a publié l'édition 2024 du rapport Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition. L'édition, qui a pour thème principal la sécurité de l'approvisionnement en eau, met en évidence les liens qui existent entre le secteur de l'eau et l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Si la région Europe et Asie centrale reste moins touchée par la faim et l'insécurité alimentaire que le reste du monde, plusieurs pays sont toujours en proie à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, à des degrés divers selon leurs revenus, les facteurs socio-économiques en jeu et leur vulnérabilité face aux risques climatiques et aux conflits, notamment la guerre en cours en Ukraine. En 2023, environ 11,5 % des habitants de la région – soit 107,2 millions de personnes et environ 1,5 million de moins que l'année précédente – souffraient d'une insécurité alimentaire modérée ou grave. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire grave a lui aussi baissé, passant de 25,8 millions en 2022 à 24,5 millions en 2023.

Le rapport en objet aborde la question de la gestion de l'eau sous un angle plus large que celui auquel se limite la réflexion mondiale sur le sujet - qui ne porte généralement que sur les pénuries d'eau -, puisqu'il est centré sur la sécurité de l'approvisionnement en eau. Il traite de la question de la disponibilité de l'eau en général avec une attention portée à l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène, à l'utilisation efficace des ressources en eau, à la qualité et à la gouvernance. Il examine les liens d'interdépendance complexes qui existent entre la sécurité de l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui tantôt se renforcent mutuellement et tantôt vont à l'encontre l'une de l'autre.

FAO

À

À

Afrique
top

MAROC

La ville et l'eau, au cœur d'un colloque international à Marrakech

Le thème "La ville et l'eau entre changement climatique et langages" a été au centre d'un colloque international organisé à Marrakech avec la participation de chercheurs, ingénieurs et étudiants. Cette rencontre scientifique, initiée par l'école nationale d'architecture de Marrakech, s'inscrit dans le cadre d'un cycle de rencontres internationales organisées par l'établissement, et de la dynamique de la 19^{ème} édition du Congrès mondial de l'eau (1er au 5 décembre). Ce colloque s'est tenu en partenariat avec le département de l'ingénierie de l'énergie, du territoire et de l'eau de l'Université de Pise, ainsi que le département d'architecture et d'environnement de l'Université de Naples en Italie.

Les principaux axes abordés lors de cette rencontre ont porté notamment sur l'architecture technique liée à l'eau, l'eau dans les villes historiques comme Fès et Marrakech, les khettaras et les jardins traditionnels, ainsi que la gestion de l'eau dans les médinas et les villes entourées d'eau.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - à AllAfrica

à

Inauguration d'une usine d'eau de source naturelle de plus de 150 MDH

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour a inauguré à Laqsir (province d'El Hajeb) la nouvelle unité de production d'eau de source naturelle ACYL, représentant un investissement de plus de 150 millions de dirhams. Porté par le groupe Bugshan Morocco via sa filiale MCEG, ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement du groupe, qui vise une diversification de ses activités au Maroc et le renforcement de sa présence dans le secteur agroalimentaire.

Dans une déclaration à la presse, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a indiqué que ce projet intervient dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la souveraineté alimentaire et industrielle nationale en application de hautes orientations royales, ajoutant que cette usine utilise les technologies les plus récentes pour valoriser les ressources en eau de cette province. Créée sur une superficie totale de 30 hectares, dont deux sont dédiés à l'usine et 28 hectares à une ferme biologique adjacente, irriguée grâce à l'eau recyclée issue des processus de l'usine, l'unité est conçue pour atteindre une capacité de 45 000 bouteilles/heure.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - à AllAfrica

à

ALGERIE

Lancement prochain de la version finale de la Charte des Économies d'eau

Le ministère de l'Hydraulique compte lancer prochainement la version finale de la Charte des Économies d'eau, dans le cadre des démarches visant à améliorer la gestion des ressources hydriques dans divers volets, a annoncé le ministre du secteur, Taha Derbal lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales. M. Derbal a souligné que son secteur œuvre à actualiser ledit texte en associant tous les acteurs et services concernés, l'objectif étant de parvenir à une version finale pour proposition et adoption et pour en faire un document d'orientation à tous les niveaux.

Ce document "constituera un cadre efficace visant à économiser et à préserver la ressource hydrique", ajoute le ministre, rappelant que son département ministériel veillera à ce que cette charte sera adoptée et appliquée par le plus grand nombre de parties prenantes au niveau national, en prévision de son insertion dans leurs programmes et activités. La charte vise également à contribuer à la gestion efficace de l'eau pour limiter le gaspillage et en protéger la qualité, à la faveur de la mobilisation du secteur de tous les moyens pour faire face aux défis de la sécurité hydrique. Sur les efforts du secteur pour lutter contre le gaspillage d'eau, le ministre a évoqué "les campagnes périodiques de réparation des fuites dans les systèmes de production et de distribution, organisées par les sociétés de distribution d'eau, outre l'élimination des branchements anarchiques". L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) a organisé des campagnes de sensibilisation des citoyens quant à l'importance de préserver cette ressource vitale pour les générations futures, avec la participation des imams des mosquées, a ajouté le ministre. Derbal a également mis l'accent sur les efforts du secteur pour développer les stations d'épuration des eaux usées et augmenter le volume des eaux traitées, un objectif qui "doit être atteint dans les meilleurs délais afin de préserver la quantité et la qualité des eaux conventionnelles". Le ministre a salué la coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour inciter les agriculteurs à recourir aux systèmes d'irrigation économes en eau, tels que les systèmes de goutte à goutte et à pivot et les systèmes d'irrigation intelligents.

Algérie Presse Service (Alger) - À l'Afrique

À

TUNISIE

200 000 Tunisiens sans accès à l'eau potable

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) a organisé une manifestation à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, s'articulant autour d'une exposition de photographies dans la galerie de l'information de la capitale, qui documente la souffrance des citoyens dans plusieurs régions de la pénurie d'eau. L'exposition présente des vidéos de citoyens qui témoignent de leur calvaire quotidien pour s'approvisionner en eau potable. Les techniques auxquelles ils ont recours pour s'alimenter en eau potable sont décrites comme rudimentaires. Ces vidéos sont également des témoignages sur la souffrance des citoyens et collégiens privés d'eau pendant une bonne partie de la journée et sur les difficultés qu'éprouvent quotidiennement les femmes pour aller chercher l'eau dans les régions reculées. La coordinatrice de la section justice environnementale et climatique du forum, Ines Labiadh, a déclaré sur la radio Mosaïque que 200 000 Tunisiens n'ont pas accès à l'eau comme les autres citoyens, et que deux tiers des écoles dans certaines régions n'ont pas d'eau.

La Presse (Tunis) - À l'Afrique

À

BEI Monde renforce son appui au secteur de l'eau et de l'assainissement

La Banque européenne d'investissement (BEI) renforce son soutien au secteur de l'eau en Tunisie avec deux nouveaux financements totalisant 30 millions d'euros : un contrat de financement de 22 millions d'euros signé avec la Société

ationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) et un contrat de 8 millions d'euros signé avec la République de Tunisie. Ces deux opérations bénéficient d'une garantie de la Commission européenne. Elles permettront de finaliser un projet structurant pour l'approvisionnement en eau potable du Grand Tunis, région la plus densément peuplée du pays et confrontée à une demande croissante en eau. Le projet comprend la construction d'une nouvelle station de traitement à Bejaoua, la pose de conduites d'adduction d'eau, l'installation de stations de pompage ainsi que la construction de réservoirs afin de desservir l'ensemble du Grand Tunis, y compris les zones de développement futur comme le port financier de Tunis. Face à une hausse projetée de 50 % de la demande d'ici à 2040, cet investissement répond à un besoin stratégique de renforcement de la sécurité hydrique du Grand Tunis. Il contribuera très concrètement à garantir un service fiable et pérenne dans une région en forte croissance démographique, dans un contexte de pression accrue sur les ressources en eau. Le financement additionnel est cofinancé à parts égales avec l'Agence fran saise de développement (AFD) dans le cadre de l'initiative de d cl ation réciproque (IDR), un mécanisme de coopération entre bailleurs européens.

De plus, la BEI lance un nouveau partenariat stratégique avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), au profit de l'Office national de l'assainissement (ONAS), l'établissement public charg  de la gestion du service d'assainissement sur le territoire tunisien. Ce partenariat vise à promouvoir les solutions fondées sur la nature (SFN) afin de répondre aux enjeux liés à l'eau et aux changements climatiques. L'étude menée dans ce cadre se concentrera sur les possibilités d'application des solutions fondées sur la nature dans les villes de moins de 3 000 habitants. Ses conclusions serviront de base à un  v nement prévu à Tunis le 19 mai, visant à repérer un projet pilote à développer avec le soutien de partenaires internationaux. Cette étude s'inscrit dans la volonté de la BEI de renforcer son dialogue avec la société civile locale autour de projets à fort impact environnemental.

BEI

 

Sénégal

Un hydrog logue suggère une gestion optimisée des eaux souterraines

Le Sénégal devrait s'orienter vers l'exploitation des eaux de surface et assurer une gestion optimisée des prélèvements d'eaux souterraines pour valoriser et sécuriser davantage la gestion de l'eau, a suggéré, l'hydrog logue, Abdoulaye Cissé, chef de la division Hydrog logie à la direction de la planification et de la gestion des ressources en eau au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.   "Le Sénégal devrait s'orienter clairement vers l'exploitation des eaux de surface d'autant plus que nous avons aujourd'hui autour de 22 milliards de mètres cubes de ressources par an qui s'écoulent vers la mer. C'est de l'eau renouvelable qu'on pourrait valoriser pour sécuriser l'alimentation en eau des populations et laisser un peu reposer les nappes qui constituent, une ressource stratégique qui devrait être facilement mobilisable en cas de difficulté", a-t-il indiqué. L'hydrog logue s'entretenait avec des journalistes en marge d'un atelier sur l'élimination de la présence de fluor, de sels et matières organiques de l'eau, organisé par le German Water Partnership (GWP), en collaboration avec l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AFWASA).

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) -   AllAfrica

 

Un projet de transfert d'eau en gestation

Un projet de transfert d'eau à partir de Malem Hodar est en gestation en vue de la résolution définitive des problèmes d'accès à l'eau dans la région de Kaffrine (centre-ouest du pays), a-t-on appris de l'ingénieur hydraulicien Maodo Malick Youm, chef du service régional de l'hydraulique et de l'assainissement.   "Beaucoup d'études ont été menées pour améliorer la qualité de l'eau dans la région. C'est tout le sens du grand projet de transfert d'eau à partir de Malem Hodar, avec une capacit  de 32 400 mètres cubes par jour", a-t-il dit dans un entretien avec l'APS.   "Nous avons donc beaucoup d'espoir pour ce projet qui va améliorer la qualité de l'eau et combler le déficit décrié dans les villes et les

zones rurales", a affirmé M. Youm.

Selon Maodo Malick Youm, l'État du Sénégal, avec l'aide de l'Arabie Saoudite, vient de construire une dizaine d'ouvrages d'adduction d'eau potable dans plusieurs localités de la région de Kaffrine. Il s'agit d'infrastructures de captage et de stockage d'eau. Ces ouvrages réalisés avec la contribution de l'Office des forages ruraux et du Programme d'urgence de développement communautaire ont considérablement amélioré l'accès à l'eau potable des habitants de la région de Kaffrine en 2023 et 2024, a signalé M. Youm. Plusieurs localités de cette région sont confrontées à des pénuries d'eau, à quoi s'ajoute un problème d'exploitation et de production de certains ouvrages hydrauliques.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - À AllAfrica

À

GUINÉE

Soutien du Groupe de la Banque mondiale en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement

Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé un crédit de 200 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) pour le Projet eau et assainissement de Guinée (PEAG). Le projet, prévu de 2025 à 2031, vise à améliorer l'accès aux services d'eau potable dans l'agglomération de Conakry, à renforcer les performances opérationnelles et organisationnelles des institutions en charge de l'eau et de l'assainissement et à financer la construction d'infrastructures de production et de distribution d'eau. Par ailleurs, le projet mettra en œuvre un plan de redressement pour la Société des Eaux de Guinée (SEG), et soutiendra la gouvernance de l'assainissement et l'amélioration des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles. En complément des 200 millions de dollars alloués par l'IDA, le PEAG bénéficiera d'un cofinancement de divers partenaires avec un fonds de contrepartie de 15 millions de dollars du gouvernement guinéen ; un prêt de la Banque européenne d'investissement de 220 millions d'euros (245 millions de dollars) et une subvention de l'Union européenne d'un montant de 26 millions d'euros (29 millions de dollars), portant ainsi le financement à 246 millions d'euros (274 millions de dollars). Le Fonds pour l'environnement mondial contribuera également avec un apport d'un peu plus de 10 millions de dollars. Ces financements combinés de l'IDA et des partenaires seront mis en œuvre conjointement dans le cadre d'une opération unique avec des dispositions institutionnelles partagées pour l'exécution des activités du projet.

"Nous nous engageons à soutenir la Guinée dans ses efforts pour transformer ses systèmes d'eau et d'assainissement et améliorer l'accès à l'eau potable pour sa population", a déclaré Issa Diaw, représentant résident du Groupe de la Banque mondiale pour la Guinée. "Ce projet permettra de sécuriser les services d'eau, et également de renforcer les dispositifs de gouvernance et les installations d'eau, d'assainissement dans le Grand Conakry." Le projet mettra en place des solutions basées sur la nature dans le bassin versant de Kankouré et le parc national de Gangan, tout en améliorant la gestion intégrée des ressources en eau au niveau du bassin. Une unité de coordination sera chargée de la mise en œuvre des opérations sous l'autorité du ministre de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, avec le soutien des différentes entités d'exécution.

"Le Projet eau et assainissement de Guinée marque un tournant stratégique majeur dans notre ambition de restructurer durablement les services d'eau potable et d'assainissement", a déclaré Aboubacar Camara, ministre de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures. "À travers cet appui substantiel du Groupe de la Banque mondiale et de ses partenaires, c'est tout l'écosystème de la gouvernance hydraulique nationale qui se voit doté d'un nouvel élan, à la hauteur des défis de notre temps." Plus de 2,6 millions de personnes bénéficieront du projet : 572 200 auront accès à l'eau potable pour la première fois, et plus de 2 millions de personnes, déjà connectées au réseau de SEG, bénéficieront d'une amélioration des services d'eau en termes de pression et d'augmentation des heures de service. Les écoles de 400 écoles secondaires disposeront de meilleures latrines et de connaissances sur les bonnes pratiques d'hygiène. Plusieurs institutions nationales tireront parti d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'un développement des connaissances grâce au projet.

Banque mondiale (Washington, DC) - À AllAfrica

À

BURKINA FASO

Des toilettes mobiles pour lutter contre la défection à l'air libre à Ouagadougou

Trouver une toilette publique au centre-ville de Ouagadougou pour se soulager relève parfois d'un parcours du combattant. Faute d'infrastructures adaptées, les populations sont contraintes de se soulager en plein air. Ce qui pose des problèmes sanitaires et environnementaux. Pour pallier cette situation, la direction du développement des infrastructures d'assainissement (DDIA) a construit, en 2024, cinq complexes de toilettes mobiles publiques dans la commune. Chaque bloc comprend une cabine de latrine avec un trou de défécation, un urinoir, un dispositif de lavage des mains (intérieur et extérieur) et une cabine de douche. Les infrastructures sont divisées en deux parties distinctes : une pour les femmes et l'autre pour les hommes. "Nous proposons des blocs de deux, trois, quatre ou cinq cabines. Le format à deux cabines est le plus fréquent", précise la directrice du développement des infrastructures d'assainissement, Zalioua Ouédraogo. Selon elle, ces toilettes mobiles ont été choisies pour leur flexibilité. Elles peuvent être installées rapidement là où le besoin se fait sentir et déplacées en cas de nécessité. Bien que plus coûteuses (7 à 10 millions de francs CFA pour un bloc de deux cabines) que les toilettes classiques en parpaings (3 à 5 millions de francs CFA), elles constituent une solution efficace pour combler le déficit en infrastructures d'assainissement dans les grandes villes.

Ces toilettes mobiles sont construites à partir de conteneurs maritimes aménagés. Des fosses externes, constituées de fûts et de polytanks, recueillent les eaux usées et les excréta et sont régulièrement vidangées par l'ONEA. Une fois installées, les toilettes sont rattachées à la mairie, qui en assure la gestion. "Les gestionnaires sont recrutés par candidature. Il s'agit généralement d'associations dont l'activité principale est la gestion des toilettes publiques", souligne Mme Ouédraogo.

Fleur Birba, Sidwaya (Ouagadougou) - à AllAfrica

à

CONGO-KINSHASA

Kinshasa sous les eaux mais sans eau

Les pluies diluviennes qui se sont abattues dans la ville de Kinshasa ont causé de graves pertes humaines et de dégâts matériels colossaux. Selon les données du ministère de la Santé, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, plus d'une trentaine de morts ont été rapportés et une vingtaine de personnes hospitalisées. Plus de 5 000 familles sont sinistrées et ont tout perdu. Des mesures urgentes ont été prises par le gouvernement pour soulager le calvaire de ces personnes qui se retrouvent aujourd'hui sans abris et dépourvues de tout. Des sites ont été ciblés pour les héberger, notamment le stade Tata Raphaël, le stade des Martyrs voire des églises et écoles. Des dégâts matériels sont incalculables : maisons écroulées, véhicules endommagés suite à la montée des eaux, des avenues complètement inondées.

La capitale de la République démocratique du Congo n'a pas été que sous eaux mais aussi sans eau. La station de captage de N'Djili ayant été engloutie par les eaux, la Regideso a été dans l'impossibilité de desservir la population en cette dernière devenue rare et chère.

Blandine Lusimana, Les Dôpâches de Brazzaville (Brazzaville) - à AllAfrica

Des habitants parcourent de longues distances pour chercher de l'eau

Radio Okapi (Kinshasa) - à AllAfrica

à

GRANDS LACS

Nord-Kivu : La guerre sans fin ?

La Société de Géographie réalise sont grand entretien avec Roland Pourtier, géographe spécialiste de l'Afrique centré et professeur honoraire à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages consacrés à l'Afrique subsaharienne, notamment à Congo, un fleuve à la puissance contrari  e   (CNRS   ditions, 2021). Cet entretien, il décrypte les enjeux de la guerre du Nord-Kivu, des enjeux liés à la géographie et à la démographie.  

Société de G  ographie  

  

MADAGASCAR

Première édition de la Semaine nationale de l'eau

Le Conseil des ministres du 2 avril dernier a approuv   le lancement d'un   v  nement national dédié à l'eau. Madagascar organisera ce mois la première édition de la Semaine nationale de l'eau. L'initiative en revient au ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. Elle vise, selon le rapport du Conseil des ministres, à à "démontrer les efforts fournis par l'état dans l'accélération de la mise en œuvre des solutions concrètes pour améliorer l'accès à l'eau". Le rapport du Conseil des ministres informe également que des travaux d'importance capitale pour l'amélioration de l'accès à l'eau à Antananarivo seront lancés dans le cadre de l'  v  nement. Le rapport fait aussi mention des avancées de la mise en œuvre du projet Jirama Water III qui vise à à "transformer le système d'approvisionnement en eau potable à Antananarivo". Les travaux devraient bientôt commencer, à en croire le rapport qui note que   "le projet comprend la construction d'une station de production d'eau d'une capacit   de 50 000 m3    Amoronankona et d'un réservoir de 1 500 m3    Ambohibe."

José Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) -   AllAfrica

Les habitants méfiants sur la rénovation du système d'eau potable de la capitale

Donner accès à l'eau potable à tous les habitants de l'agglomération d'Antananarivo, c'est l'objectif du chantier de rénovation des infrastructures de production et de distribution de la capitale malgache. La première pierre a été posée le 18 avril par le président Andry Rajoelina en clôture de la semaine nationale de l'eau.    l'annonce de ces grands travaux, de nombreux habitants se montrent dubitatifs.

Actuellement, un tiers des besoins en eau potable d'Antananarivo ne sont pas satisfaits et avec la fin de la saison des pluies ressurgit la crainte de pénuries massives. Avec le remplacement de 64 kilomètres de tuyaux vétustes et la construction de nouvelles stations de traitement des eaux, le chantier inauguré dans la capitale doit permettre dans les années à venir de produire et distribuer quotidiennement 300 000 mètres cube d'eau potable, contre 200 000 aujourd'hui. Ce chantier colossal, pour lequel des études d'impact environnemental et social sont toujours en cours, entraînera de fortes perturbations de circulation dans la capitale, ont averti les autorités.

Guilhem Fabry, Radio France Internationale -   AllAfrica

  

SOMALIE

Avec des réservoirs d'eau de pluie et des pompes solaires, le pays en lutte contre le changement climatique

Pendant la majeure partie de la dernière décennie, la Somalie a connu des périodes de sécheresse qui ont fait disparaître les rivières, transformé les fermes en champs de poussière et forcé des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais les dirigeants du pays espèrent que, dans les années à venir, le pays sera mieux équipé de faire face à la diminution des pluies, largement considérée comme un sous-produit du changement climatique. Les autorités envisagent un pays où des centaines de milliers de maisons récupèrent l'eau de pluie sur leurs toits, où des forages à énergie solaire siphonnent l'eau des profondeurs de la terre et où l'irrigation au goutte-à-goutte permet d'étendre les précieuses réserves d'eau.

Ces interventions ont été mises en évidence dans un récent rapport gouvernemental produit avec le soutien du Centre climatique de Copenhague du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Au cœur de ce rapport se trouve l'idée que la technologie pourrait être une bouée de sauvetage pour des millions de personnes en Somalie, où le changement climatique aggrave la pauvreté et la faim et menace d'enflammer un conflit qui dure depuis des décennies.

PNUE

À

KENYA

Lac Turkana : Libérer le potentiel du lac pour la pêche

L'UNESCO, le Programme alimentaire mondial et les gouvernements locaux lancent un nouveau programme pour soutenir les moyens de subsistance durables le long des rives du lac Turkana, au Kenya. Entre 2021 et 2023, le Kenya a connu sa pire sécheresse depuis 40 ans. Dans le seul comté de Turkana, plus de 200 000 habitants ont abandonné leur mode de vie.

Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, le lac Turkana, plus grand lac désertique permanent du monde, est porteur d'espoir. Il a produit 17 300 tonnes métriques de poissons ces dernières années et pourrait en produire beaucoup plus, selon une étude récente de l'Institut de recherche marine et halieutique du Kenya, commandée par le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) et coordonnée par l'UNESCO. Cependant, des défis subsistent. Une mesure que le nombre d'habitants se convertissant à la pêche augmente, la concurrence pour des ressources de plus en plus rares pourrait entraîner des conflits entre les communautés. Les pêcheurs ont également des difficultés à transporter leurs prises, qui périssent rapidement, jusqu'aux clients potentiels.

Le PAM et l'UNESCO, en collaboration avec les gouvernements des comtés de Marsabit et de Turkana, lancent un nouveau programme visant à libérer durablement le potentiel économique du lac pour les personnes vivant sur ses rives. Le programme prévu sur 5 ans est financé par le Royaume des Pays-Bas avec un financement supplémentaire du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Il vise à promouvoir des pratiques de pêche durables et une gestion efficace des ressources en eau. L'UNESCO apportera son expertise scientifique et technique, notamment pour mieux appréhender les stocks de poissons. S'appuyant sur le travail déjà effectué par le PAM sur les rives du lac, le programme développera également des entreprises frigorifiques et des installations de séchage solaire, et formera les communautés à de meilleures techniques de manipulation et de transformation du poisson.

UNESCO

À

SOUDAN

Guerre au pays : L'eau est sale et rend malade, mais les habitants n'ont d'autre choix

Au Soudan, la guerre continue et aggrave la crise de l'eau. Avant même le conflit, 11 millions de Soudanais n'avaient pas accès aux services d'eau de base, selon l'ONG Humanitarian Action, une situation que la guerre a aggravée. Le manque d'accès à l'eau potable et au système d'assainissement provoque une grave crise sanitaire, poussant 11 wilayas dans une épidémie de choléra. C'est notamment le cas à Khartoum, la capitale. Depuis le début de l'épidémie de choléra, en août 2024, les Nations unies ont recensé plus de 55 000 cas et 1 200 morts.

Radio France Internationale - AllAfrica

Le Fonds d'aide aux patients du Koweït réhabilite les stations d'eau potable

Le directeur exécutif du Fonds d'aide aux patients koweïtiens dans l'état de Kassala Dr Abdul Majeed Fadlallah a annoncé l'achèvement des dispositions pour le lancement d'un projet de réhabilitation des stations d'eau potable, de soutien au transport et au traitement des déchets solides et de construction de toilettes dans les centres de déplacement de la wilaya de Khartoum, avec un financement du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Le projet comprend la réhabilitation des stations Al-Manara et Al-Tamaniyat, considérées parmi les principales stations de la wilaya de Khartoum et qui ont été touchées par la guerre, en plus de l'entretien de 150 toilettes, la construction de salles de bains permanentes à l'intérieur des centres de santé et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à la santé et l'hygiène publique. Il a souligné que le projet représente une étape stratégique pour créer un environnement propice au retour volontaire dans la wilaya après sa libération, d'autant plus qu'il contribue à fournir de l'eau potable saine et sûre aux citoyens des localités de Bahri et de Karari, en plus de son rôle vital dans la réduction des maladies liées à la pollution d'eau et à la pollution.

Sudan News Agency (Khartoum) - AllAfrica

À

À

Asie
top

JORDANIE

Les Pays-Bas et la BEI renforcent leur soutien au grand projet de transfert Aqaba-Amman

Le Fonds pour le secteur de l'eau de la Banque européenne d'investissement (BEI) reçoit un soutien majeur : une contribution de 31 millions d'euros de l'État néerlandais lui permet de doubler de volume. Cet engagement substantiel, par l'intermédiaire d'Invest International, la société publique néerlandaise de financement du développement, renforcera la capacité de la BEI à fournir un soutien technique et financier à des investissements à fort impact dans le secteur de l'eau dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Le nouveau financement servira spécifiquement à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau en Jordanie grâce au projet de dessalement et de transport d'eau entre Aqaba et Amman.

Ce projet représente le plus grand aménagement dans le secteur de la production d'eau en Jordanie. Il s'agit de produire 300 millions de mètres cubes d'eau potable par an pour remédier à la grave pénurie d'eau dans le pays. Le projet prévoit l'aménagement d'une infrastructure de prélèvement d'eau de mer, de dessalement et de transport d'eau douce. La contribution du fonds sera décaissée sous la forme d'une subvention à l'investissement. Elle est combinée à un prêt souverain déjà conclu avec la BEI et à un financement sur projet qui devrait être finalisé dans le courant de l'année.

BEI

À

SYRIE

Barrage de Tichrine

Accord entre les Kurdes et Damas

L'administration autonome kurde et les autorités de Damas sont convenues de la formation d'une administration conjointe pour gérer le barrage stratégique de Tichrine dans le nord de la Syrie, a indiqué une source kurde. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un accord bilatéral conclu mi-mars, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome dans l'État syrien. Selon cette même source, "les forces militaires (kurdes) se retireront complètement de la zone du barrage, qui sera placée sous le contrôle sécuritaire de la sécurité générale" relevant de la nouvelle autorité.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome, contrôlent le barrage stratégique de Tichrine, situé près de Manbij, dans la province d'Alep. Quelques jours après l'arrivée au pouvoir des rebelles à Damas le 8 décembre, renversant le régime de Bachar el-Assad, le barrage a été la cible de frappes de drones turcs qui ont causé la mort de dizaines de civils, selon les Kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le barrage revêt une importance stratégique, car il fournit de l'électricité à de vastes régions de Syrie. Il constitue également une porte d'entrée vers la région de l'est de l'Euphrate, sous contrôle de l'administration kurde. Selon la source kurde, cet accord intervient en application de l'accord signé entre le commandant des FDS, Mazloum Abdi, et le président syrien Ahmad el-Chareh, le 11 mars ayant été suivi, ce mois-ci, par le retrait des forces kurdes de deux quartiers majoritairement kurdes de la ville d'Alep, ainsi que par la réduction de la présence militaire des factions pro-Ankara dans la région majoritairement kurde d'Afrine. Selon l'OSDH, l'accord prévoit que l'administration autonome supervise les travaux de restauration et de réparation du barrage.

L'administration autonome kurde contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie. Son bras armé, soutenu par Washington, a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation État islamique, qu'il a défait territorialement en 2019. Malgré l'accord avec M. Chareh, l'administration autonome a vivement critiqué le gouvernement qu'il a formé fin mars qui, selon elle, ne reflète pas la diversité de la Syrie.

L'Orient-Le Jour

À

CHINE

3,07 millions d'hectares de prairies restaurées par an

Ces dernières années, la Chine a fait progresser la restauration et la gestion des prairies, restaurant 3,07 millions d'hectares de prairies par an, a annoncé l'Administration nationale de la foresterie et des prairies (NFGA), citée par l'agence de presse Xinhua. L'investissement total alloué par le gouvernement central pour la protection et la restauration des prairies au cours de la période du 14^{ème} plan quinquennal (2021-25) a atteint 110 milliards de yuans (15 milliards de dollars), avec une production de graminées dépassant 550 millions de tonnes, a précisé Li Yongjun, un responsable de NFGA, lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 22 avril, la Journée mondiale de la Terre. "La qualité écologique de la prairie dans les régions impliquées dans le programme forestier de la brise de refuges à Trois-Nords, un projet d'opération à grande échelle, s'est considérablement améliorée", a-t-il souligné, ajoutant que les terres sableuses de Horqin dans la région autonome de Mongolie intérieure (nord de la Chine) retrouvent progressivement leur ancien paysage, que les sources de sable affectant Beijing et la municipalité de Tianjin (nord de la Chine) ont considérablement diminué et que la barrière nationale de sécurité écologique est devenue plus robuste. Les autorités forestières et des prairies ont parallèlement aussi protégé les ressources de prairies en lançant des campagnes spéciales conjointes pour lutter contre la remise en état illégale des prairies et l'occupation non autorisée.

Par ailleurs, en plus des réalisations en matière de restauration et de gestion des prairies, la Chine a également développé son premier modèle à grande échelle pour le secteur forestier et de prairies appelé ForestDragon, marquant une nouvelle phase dans le développement forestier et de prairies du pays avec l'aide numérique, a précisé le ministre des Ressources naturelles.

Ying Xie, Yishuang Liu, Xinhua - À People Daily

À

Taklamakan, Xinjiang : Les efforts de contrôle du sable et de boisement le plus grand d'Asie de Chine

Situé dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), le désert du Taklamakan couvre 337 600 kilomètres carrés et sa circonférence mesure 3 046 kilomètres, ce qui en fait le plus grand désert de Chine et le deuxième plus grand désert d'Asie au monde. Grâce aux efforts de prévention et de contrôle du sable menés depuis des décennies, le désert a été complètement entouré d'une ceinture verte achevée le 28 novembre 2024. En 2025, Xinjiang vise à boisser une superficie d'environ 796 000 hectares, dont 562 666 hectares pour le contrôle de première ligne. Ces plantations font partie du programme de ceinture protectrice forestière dite des Trois-Nord, le plus grand programme de boisement au monde, qui répond à la désertification dans le nord-ouest, le nord et le nord-est de la Chine.

Dans le même temps, le Xinjiang élargira encore la ceinture verte bloquant le sable et améliorera les efforts de blocage du désert pour obtenir un contrôle durable du sable tout en améliorant les moyens de subsistance de la population locale.

Reportage en images - À People Daily

À

Le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao franchit la barre des 10 millions de passagers

Le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao, la plus longue structure trans-maritime du monde, a enregistré une hausse du nombre de déplacements transfrontaliers cette année, avec plus de 10 millions de voyages de passagers entrants et sortants enregistrés par le biais de son port de Zhuhai à la fin avril, en augmentation de plus de 18,9 % d'une année sur l'autre. Projet d'infrastructure maritime monumental, le pont est la première collaboration à grande échelle entre la province du Guangdong et les régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao dans le cadre de la politique "Un pays, deux systèmes". Depuis son ouverture, le temps de trajet entre Hong Kong et Zhuhai, ainsi que vers Macao, a été réduit de trois heures à seulement 45 minutes.

China.org

Â

Â

Amériques
top

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Où sont passés les eiders ?

Pour mieux comprendre les changements au sein des populations d'eiders à duvet à Saint-Pierre-et-Miquelon, une étude a été initiée par le Service canadien de la Faune, en coopération avec l'Office français de la biodiversité.

Autrefois exploités dans la grande région du Canada atlantique pour leurs plumes, les effectifs d'eiders à duvet (*Somateria mollissima dresseri*) ont beaucoup décliné à la fin du XIXe siècle. Des mesures de gestion de la chasse ont alors été prises, ce qui a permis de retrouver une population correcte. À Saint-Pierre-et-Miquelon, ces canards marins sont des oiseaux d'importance cynégétique et patrimoniale. L'OFB suit depuis plusieurs années ces populations hivernantes d'eiders à duvet le long des côtes de l'archipel. Ces dernières années, les effectifs suivent une tendance à la baisse et les oiseaux semblent se répartir de manière différente. Pour mieux comprendre ces observations, l'Office français de la biodiversité participe aussi avec le Service canadien de la Faune à des suivis par comptages aériens depuis 2003. Ce phénomène de changement dans l'occupation des zones d'hivernage mais également dans les zones de reproduction est également observé à l'échelle de l'ensemble de la zone atlantique nord-américaine. Ainsi, pour tenter de mieux comprendre où les eiders se répartissent en hiver, une campagne de pose d'émetteurs satellitaires sur ces oiseaux, menée par le Canada a vu le jour en 2021. Ces opérations se concentrent dans les principales aires de nidification où la répartition de l'espace semble avoir changé : Maine, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, sud du Labrador, estuaire et golfe du Saint-Laurent au Québec. La dernière campagne de pose d'émetteurs a eu lieu à l'été 2024, sur la province de Terre-Neuve-Labrador. Les premiers résultats de cette étude montrent une tendance à la baisse du nombre d'eiders ces dernières années et des effectifs qui varient considérablement dans l'ensemble de l'aire de répartition, avec une augmentation des eiders dans le nord de l'aire de répartition et une baisse dans le sud. Selon toute vraisemblance, ces changements sont à attribuer au réchauffement des eaux du golfe du Maine jusqu'au Labrador, qui affecte la répartition et la qualité des proies (les moules bleues notamment). Le réchauffement des eaux permet également l'expansion d'espèces envahissantes comme le crabe vert, ce qui perturbe les écosystèmes marins et la chaîne alimentaire.

OFB - photo Bruno Letournel

À

CANADA

Québec : Une tourbière de plusieurs milliers d'années menacée par Stablex

Le ministre de l'Environnement du Québec a insisté sur les risques que représente l'expansion d'un site d'enfouissement projeté par l'entreprise Stablex, leader du traitement des résidus industriels et des sols contaminés. L'entreprise devra d'ailleurs effectuer un suivi pendant au moins 15 ans des impacts potentiels de son projet, qui prévoit l'enfouissement de déchets dangereux pendant 40 ans. Mais la survie des tourbières voisines est loin d'être assurée, selon une experte de ces écosystèmes. « Le site projeté est entouré de grandes tourbières pouvant dater de 6 000 ans. Ensemble, elles forment un complexe d'une superficie estimée à 622,7 hectares. Le complexe est un milieu d'intérêt pour la conservation dans les Basses-Terres du Saint-Laurent », écrit le ministre dans son rapport d'analyse environnementale rédigé en juin 2024 mais publié le 4 avril dernier, au moment où débutaient les travaux de destruction des milieux naturels dans le secteur du futur site d'enfouissement.

Courrier de l'environnement - Alexandre Shields, Le Devoir

À

QUÉBEC

Premier bilan du Plan national de l'eau

Le gouvernement du Québec publie le premier bilan annuel du Plan national de l'eau. Le document est réalisé par la direction de la gouvernance et du Bureau des connaissances sur l'eau du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Plan national de l'eau - Bilan 2023-2024

À

CANADA/ÉTATS-UNIS

Les accords canado-américains sur l'eau résisteront-ils à l'administration Trump ?

Le président des États-Unis, Donald Trump, a un œil sur le Canada et sur ses ressources naturelles. Si les politiciens ont souvent parlé du contrôle au cours de la présente campagne électorale fédérale, qu'en est-il de l'eau ? Le Canada doit-il se préparer à protéger son or bleu de la convoitise des Américains ? « Je prédis que les États-Unis s'attaqueront à l'eau douce d'ici trois à cinq ans », écrivait l'ancien premier ministre de l'Alberta Peter Lougheed en 2001, dans un texte publié dans le *Globe and Mail*. « J'espère que le jour venu, le Canada sera prêt. » Si le Canada et les États-Unis sont en guerre pour l'accès à l'eau, certains propos de Donald Trump au sujet des réserves d'eau douce du Canada en ont fait sourciller plusieurs. « On veut cette eau », a déclaré le président Trump en janvier 2025. « Nous devons avoir cette

eau. C'est de l'eau illimitée qui vient du nord-ouest du Pacifique, et même de certaines parties du Canada, et qui se déverse naturellement..." Il a par ailleurs évoqué à plusieurs reprises l'existence d'un "robinet géant" qui pourrait être ouvert ou fermé pour contrôler la quantité d'eau venant du Canada. Cette eau, dit-il, aiderait la Californie à combattre des feux de forêt comme ceux ayant dévasté la région de Los Angeles cet hiver. Mais comme l'explique John Pomeroy, hydrologue de l'Université de la Saskatchewan, il n'existe pas à proprement parler de robinet ; la gestion de l'eau entre les deux pays est beaucoup plus complexe. Donald Trump n'est pas le premier politicien à vouloir importer des quantités massives d'eau du Canada, souligne Tricia Stadnyk, titulaire de la Chaire de recherche en modélisation hydrologique à l'Université de Calgary. À chaque nouvelle sauterelle, la pression augmente pour que les États-Unis trouvent de nouvelles sources d'eau.

Mélanie Meloche-Holubowski - À Radio-Canada

À

ÉTATS-UNIS

Une entreprise canadienne dépose une première demande d'exploitation minière en haute mer

Profitant de la porte ouverte par Donald Trump, l'entreprise canadienne The Metals Company (TMC) a annoncé avoir déposé la première demande d'exploitation minière dans les eaux internationales, malgré le combat des défenseurs des océans pour empêcher le développement de cette nouvelle industrie.

La demande d'exploitation commerciale, déposée auprès des autorités américaines par la filiale TMC USA, concerne des parcelles d'un total de plus de 25 000 km² dans la zone de Clarion-Clipperton dans le Pacifique pour ramasser des nodules polymétalliques riches en minéraux stratégiques pour la transition énergétique, comme le nickel des batteries et le cuivre des câbles électriques. "Aujourd'hui marque une étape majeure, non seulement pour TMC USA, mais pour l'indépendance en minerais et la résurgence industrielle de l'Amérique", a commenté le PDG de TMC, Gerard Barron. "Avec le ferme soutien de Washington [...], nous sommes impatients de fournir le premier projet mondial d'extraction commerciale de nodules." L'entreprise canadienne, espérant être la première à aller aspirer les nodules polymétalliques, sorte de galet riche en métaux critiques, avait annoncé en mars vouloir solliciter le premier contrat d'extraction minière commerciale en haute mer auprès de l'administration américaine. Initialement, elle envisageait de déposer sa demande en juin auprès de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), qui a juridiction sur les fonds marins des eaux internationales. TMC a justifié ce court-circuitage de l'AIFM par la lenteur de l'organisation à adopter le code minier, qui doit établir les règles d'extraction minière commerciale en haute mer.

Quelques semaines seulement après cette annonce choc de TMC, le président américain Donald Trump a signé un décret visant à accélérer l'examen des candidatures et la délivrance de permis d'exploration, y compris dans les eaux internationales. En vertu d'une loi américaine de 1980 qui établit des règles pour l'exploration et la récupération commerciale des minerais des fonds marins dans les eaux internationales, les États-Unis n'étaient pas membres de l'AIFM. Les États-Unis, qui espèrent se débarrasser de leur dépendance à la Chine pour l'approvisionnement en métaux stratégiques, estiment que l'extraction minière sous-marine pourrait créer 100 000 emplois et augmenter de 300 milliards de dollars le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis sur dix ans, selon un responsable américain.

Radio-Canada

À

Trump accuse le Mexique de voler de l'eau

Mi-avril, Donald Trump a agité la menace de nouveaux droits de douane et de sanctions contre le Mexique, sur fond de tensions sur le partage de l'eau entre les deux pays. "Le Mexique vole l'eau des agriculteurs texans", a écrit le président américain sur sa plateforme Truth Social, accusant son voisin de violer un traité bilatéral signé en 1944 par les deux pays. Ce traité prévoit que les États-Unis partagent les eaux du fleuve Colorado avec le Mexique qui, en échange, leur

transfère l'eau du fleuve Rio Grande, deux cours d'eau qui longent en partie la frontière commune.

Le Mexique, qui souffre depuis 20 ans de sécheresse, a contracté une importante dette de livraisons d'eau envers son voisin américain. Donald Trump fustige ce manque d'eau destiné notamment aux agriculteurs du Texas, qui craignent pour l'avenir du coton, des agrumes et d'autres cultures. Washington avait déjà annoncé fin mars restreindre l'alimentation en eau pour le Mexique, ouvrant un nouveau front contre leur voisin du sud après les droits de douane et l'immigration clandestine. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum avait estimé le mois dernier que le problème venait notamment du fait qu'il y avait moins d'eau dans le lit du Rio Grande. En 2020, cette guerre des eaux avait provoqué une violente opposition : les agriculteurs de l'État du Chihuahua avaient pris d'assaut le barrage de La Boquilla pour empêcher le gouvernement de l'utiliser pour approvisionner les États-Unis. L'affrontement entre les manifestants et la Garde nationale mexicaine avait fait un mort.

Radio-Canada

À

Trump demande la gratuité des canaux de Panama et de Suez pour ses navires

Donald Trump a demandé à ce que le passage des navires américains sur les canaux de Panama et de Suez soit rendu gratuit et a demandé à son chef de la diplomatie Marco Rubio de se saisir de ce dossier "immédiatement".

Après avoir répété depuis des mois sa volonté de prendre le contrôle du canal de Panama, le président américain d'ancien canal de Suez, une autre voie de transport stratégique du commerce mondial. Avant même de prendre ses fonctions, le 20 janvier, Donald Trump avait fait monter la pression sur le Panama, menaçant de reprendre le canal construit par les États-Unis, inauguré en 1914 et resté sous souveraineté américaine jusqu'en 1999. Le Panama avait récupéré le canal cette année-là en vertu d'un accord conclu en 1977 avec le président Jimmy Carter. Les États-Unis et la Chine sont les deux principaux utilisateurs de ce canal, par lequel transite 5 % du commerce maritime mondial. Dès le 4 avril, Washington a obtenu l'autorisation par le Panama de déployer des militaires américains autour de cette voie d'eau stratégique.

Le canal de Suez, contrôlé par l'Égypte depuis 1956, concentrait quant à lui environ 10 % du commerce maritime mondial jusqu'à ce que les rebelles houthis du Yémen commencent leurs attaques contre des navires, disant agir en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza. Les États-Unis sont intervenus avec d'autres pays pour tenter de sécuriser cette route maritime. Cependant, le trafic a chuté, réduisant ainsi radicalement une source essentielle de devises étrangères pour Le Caire, plongeant dans la pire crise économique de son histoire.

Radio-Canada

À

AMAZONIE

Le village de Raoni, oasis préservée de la destruction

Dès que l'on franchit la limite du territoire indigène Capoto-Jarina, le paysage change radicalement : les champs voués à la monoculture laissent place à la végétation luxuriante de la forêt amazonienne. Le cacique Raoni Metuktire est ici chez lui. Le leader autochtone le plus influent du Brésil, connu dans le monde entier, mène depuis des décennies son combat pour la préservation de l'Amazonie. Sur les bords du Xingu, un important affluent de l'Amazone, se dresse Metuktire, un village de 400 habitants aux maisons de paille disposées en cercle. Raoni a longtemps vécu dans l'une d'elles avant de s'installer à Peixoto de Azevedo, une ville située dans le même État, le Mato Grosso (centre-ouest), pour des raisons de santé.

Seulement 0,15 % du Capoto-Jarina, où vivent environ 1 600 personnes, a été touché par la déforestation entre 2008 et

2024, selon les données officielles, qui montrent une dévastation de plus en plus importante dans d'autres terres autochtones au Brésil. Et ce grâce à deux stratégies : des patrouilles régulières pour empêcher les intrusions et la sensibilisation des jeunes afin d'éviter qu'ils ne cèdent à l'appât du gain lié aux délits environnementaux. La terre Capoto-Jarina a été reconnue par le gouvernement brésilien en 1984, Raoni ayant fait céder le régime militaire (1964-1985) en prenant en otage des fonctionnaires. Depuis, ces terres qui s'étendent sur une superficie équivalente à quatre fois Sao Paulo, la plus grande mégapole d'Amérique latine, sont des zones protégées sous la responsabilité de l'État. Selon une étude de l'ONG Institut socio-environnemental, les territoires autochtones n'ont perdu que 2 % de leur végétation autochtone, contre près de 30 % sur les autres terres ne bénéficiant pas du même niveau de protection. Raoni réclame aujourd'hui la démarcation de nouveaux territoires autochtones, et leur véritable protection.

Radio-Canada

À

Économie

À
top

Metro Iloilo, Philippines - Suez et ses partenaires vont construire la plus grande usine de dessalement de la région

Suez et JEMCO, une entreprise de construction de renommée aux Philippines, ont lancé, en collaboration avec Metro Pacific Water, un investisseur clé sur le marché des infrastructures d'eau et d'assainissement détenu par Metro Pacific Investments Corp. (MPIC), la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse à Metro Iloilo. Cette installation sera la plus grande de ce type aux Philippines. Le projet, qui devrait s'achever dans 24 mois, contribuera à répondre à l'enjeu critique de pénurie d'eau dans la région, en fournissant une eau potable durable et fiable aux communautés locales.

L'usine aura une capacité de production estimée à 66 500 m³/j, dont plus de 97 % alimenteront les habitants en eau potable, bénéficiant ainsi à environ 50 000 foyers. La part restante sera utilisée pour produire de l'eau minéralisée destinée au fonctionnement de la centrale électrique adjacente. Cette usine bénéficiera des technologies de Suez, comme la solution SeaDAF Filter, qui combine une technologie de flottation à air dissous et une filtration sous pression sur média combinés pour traiter l'eau de mer, et éliminer les algues, la turbidité, les matières en suspension et les particules colloïdales. Cette solution permet ainsi d'obtenir une qualité d'eau propice au bon fonctionnement des membranes d'osmose inverse. Sa conception compacte la rend particulièrement adaptée aux installations où l'espace est limité.

Ce projet est la deuxième collaboration entre Suez et JEMCO après un important projet d'installation de purification d'eau à Muntinlupa City, dans la région métropolitaine de Manille. Suez est très présent aux Philippines, à travers une plateforme d'ingénierie locale et une équipe d'experts locaux.

À

Industrie, Vietnam - Suez conclut un partenariat stratégique pour le déploiement de solutions environnementales

Suez a signé un accord de coentreprise avec Sonadezi, une entreprise publique qui a développé et opère 11 parcs industriels majeurs au Vietnam. Cet accord vise à fournir des solutions environnementales intégrées au plus grand parc industriel du sud du Vietnam. Ce partenariat stratégique marque le premier projet de parc industriel de Suez au Vietnam mais son 22^{ème} projet de ce type en Asie.

Depuis la création de son premier parc industriel en 1963, le Vietnam a développé plus de 400 parcs de ce type. Face aux défis liés la gestion de l'eau et des eaux usées industrielles, comme l'amélioration de la qualité des eaux usées, la stabilisation des effluents des stations d'épuration et l'amélioration de l'état des réseaux, le gouvernement a mis en place de strictes politiques environnementales et de rejets, pour garantir un développement de qualité. Dans le cadre de la transition environnementale du pays, 40 % à 50 % des localités du Vietnam ont pour objectif de transformer les parcs industriels existants en parcs éco-industriels d'ici 2030.

Stratégiquement situé à un peu plus d'une heure de route de Ho Chi Minh-Ville, le parc industriel de Chau Duc, le plus grand parc de ce type dans le sud du Vietnam, est un pôle stratégique pour les activités industrielles de la région. Il constitue un point d'entrée pour les entreprises internationales souhaitant investir dans les secteurs industriels en pleine croissance au Vietnam, comme les semi-conducteurs, la mécanique et les accessoires automobiles. La première étape de la collaboration entre Suez et Sonadezi consistera à moderniser ainsi qu'à assurer l'exploitation et la maintenance des installations de traitement des eaux usées existantes. Elle permettra de fournir des solutions complètes de traitement des eaux usées à plus de 100 clients industriels au sein du parc industriel de Chau Duc.

À

Caroline du Nord, USA - Le cigarettier Reynolds BAT opte pour une technologie hybride de REUT

H2O Innovation Inc. annonce le lancement officiel de l'installation WaterHub au centre des opérations de Reynolds BAT à Tobaccoville. Il s'agit d'une "avancée révolutionnaire" en matière de recyclage de l'eau industrielle et de développement durable, annonce l'industriel. Cette étape importante permettra notamment le recyclage de plus de 60 millions de gallons (plus de 227 000 m³) d'eau par an. Grâce à cette installation, le cigarettier parviendra à réduire d'environ 40 % ses prélèvements d'eau et de plus de 90 % ses rejets d'eaux usées. Elle deviendra ainsi une nouvelle référence industrielle en matière de réduction de l'empreinte hydrique.

L'installation du système WaterHub s'étend sur 5 000 pieds carrés (465 m²). On y trouve une station d'interception et de relèvement des eaux usées pour capturer et rediriger les flux d'eaux usées, ainsi que plus de 2 500 pieds linéaires (762 mètres linéaires) de canalisations souterraines qui se connectent facilement à l'infrastructure existante. L'installation est conçue pour combiner des processus de traitement naturels - microbiologie et plantes - avec des technologies avancées de filtration membranaire et de désinfection. Cette approche hybride réduit la consommation d'énergie, la production de biosolides et les odeurs, le tout dans un espace restreint. Contrairement aux stations d'épuration traditionnelles placées à l'écart de la population, le système comporte des caractéristiques architecturales, telle une serre à deux étages, qui lui permettent de s'intégrer harmonieusement aux espaces publics en suscitant l'engagement de la communauté et la fierté d'une gestion durable de l'eau. Sur le site de Reynolds BAT, un jardin de 1 300 pieds carrés (120 m²) abritant plus de 400 plantes de 24 espèces indigènes sera irrigué par les eaux recyclées.

À

Grand GuÃ©ret, France - La CommunautÃ© d'AgglomÃ©ration renouvelle sa confiance Ã Saur France

La CommunautÃ© d'AgglomÃ©ration du Grand GuÃ©ret (Creuse) gÃ©re le service public de l'eau, de l'assainissement et du pluvial en rÃ©gie. AprÃ¨s mise en concurrence, elle a choisi de reconduire Saur France pour assurer l'exploitation des infrastructures d'eau potable et l'assainissement de son territoire. La cÃ©rÃ©monie de signature s'est tenue le 15 avril en prÃ©sence d'Ã©ric Correia, prÃ©sident de la CommunautÃ© d'AgglomÃ©ration, de Jacques Velghe, vice-prÃ©sident en charge de l'Eau et de l'Assainissement, et d'Estelle Grelier, prÃ©sidente de Saur France.

Prestataire de la CommunautÃ© d'AgglomÃ©ration du Grand GuÃ©ret depuis 2020 (et prÃ©sent sur le territoire depuis 1991), Saur France se fÃ©licite du nouveau contrat de prestation de service, d'une durÃ©e de quatre ans et renouvelable deux fois deux ans. L'industriel y dÃ©ploiera ses nouveaux outils numÃ©riques : Viseau (plateforme de gestion des donnÃ©es) ; Optim+ & Eveler (performance opÃ©rationnelle et optimisation de la consommation Ã©nergÃ©tique) ; Diag 360 (outil de diagnostic permanent du systÃ©me d'assainissement).

Ã

Gabon - Suez signe un contrat de 5 ans pour l'optimisation des services AEP

Suez et la SociÃ©tÃ© d'Ã©nergie et d'eau du Gabon (SEEG) signent un contrat de cinq ans pour optimiser les services de production et distribution d'eau potable Ã Libreville et dans les grandes villes du Gabon. Cet accord prÃ©voit Ã©galement un programme de transfert de savoir-faire au bÃ©nÃ©fice des Ã©quipes de la SEEG et le rÃ©tablissement de l'Ã©quilibre financier de la sociÃ©tÃ©. D'une durÃ©e de cinq ans et pour un montant de 200 millions d'euros, ce contrat bÃ©nÃ©ficie du soutien de l'Ã©tat franÃ§ais, qui facilitera l'Ã©tablissement d'un prÃ©t Ã taux compÃ©titifs.

Dans le cadre de ce nouveau contrat, Suez interviendra aux cÃ´tÃ©s de la SEEG sur l'ensemble de ses mÃ©tiers, production, transport, distribution et gestion de la clientÃ©le, Ã savoir : l'analyse de l'Ã©tat des canalisations, la recherche et la rÃ©paration des fuites dans les rÃ©seaux d'eau du Grand Libreville (Libreville, Ntoun et Owendo) ; le redimensionnement et le remplacement progressif des Ã©quipements prioritaires des villes de l'intÃ©rieur du pays (Port-Gentil, Franceville, Oyem, LambarÃ©nÃ©, Mouila, Tchibanga, Makokou, NdjolÃ©, Moanda, Bitam, NdendÃ©, Gamba, BouÃ©, Ngouoni, LÃ©bambÃ©, Okondja, MÃ©kambo, Minvoul, Moabi, Kango, LÃ©coni, etc.) en partenariat avec Saint-Gobain PAM Canalisation ; la rÃ©gularisation des branchements aÃ©riens non sÃ©curisÃ©s, leur remplacement par des branchements souterrains et aux normes, l'installation et le remplacement des compteurs pour une mesure prÃ©cise et facturÃ©e de l'eau consommÃ©e, ainsi que d'un dispositif de lutte contre la fraude ; la rÃ©vision et l'amÃ©lioration des processus, de gestion de l'eau ainsi que la modernisation du systÃ©me de facturation. Des indicateurs clÃ©s de performance sont Ã©galement prÃ©vus par le contrat, notamment la baisse des pertes d'eau sur les rÃ©seaux, l'amÃ©lioration du rendement de facturation, l'augmentation de l'accÃ©s Ã l'eau, et la montÃ©e en compÃ©tences des Ã©quipes locales, Ã travers le Centre des mÃ©tiers de la SEEG, qui dÃ©ploiera Ã terme un plan de formation Ã grande Ã©chelle.

Les travaux d'installation seront sous-traitÃ©s Ã des PME gabonaises issues de l'Ã©cosystÃ©me local. Suez s'engage Ã superviser et former ces entreprises afin que les travaux soient rÃ©alisÃ©s conformÃ©ment aux standards du groupe, notamment en termes de santÃ© et sÃ©curitÃ©. Le volume des travaux sous-traitÃ©s aux PME reprÃ©sentera une enveloppe d'environ 60 millions d'euros.

Ã

Angola - Suez lance un contrat de modernisation des services d'eau potable

Suez et l'Empresa pÃºblica de Ãguas de Luanda (EPAL EP), sociÃ©tÃ© de gestion des eaux des provinces de Luanda, Icolo et Bengo, lancent le nouveau contrat pour la modernisation de l'approvisionnement en eau de ces trois provinces. Conclu en 2022, pour un montant de 100 millions d'euros sur 3 ans, ce contrat a dÃ©marrÃ© ce mois d'avril, au service des 12 millions d'habitants du territoire.

Conclu pour une durÃ©e de 3 ans, le contrat s'articule autour de trois axes structurants : 1. L'augmentation des capacitÃ©s

de production d'eau potable par la modernisation de cinq usines d'eau de la capitale et l'optimisation de leurs processus. La mise en place de nouvelles installations de production dont trois unités compactes fournies par Suez complètera ce dispositif ; 2. L'amélioration de la performance de la distribution de l'eau grâce à un système de suivi intelligent en temps réel des infrastructures et des réseaux, ainsi qu'à la recherche et réparation de fuites sur les réseaux d'eau ; 3. L'optimisation de la gestion du service aux usagers, à travers la modernisation du système de facturation et la mise en place de 9 000 compteurs d'eau intelligents qui permettront aux usagers de mieux maîtriser leur consommation grâce au suivi en temps réel. Ces trois axes seront complétés par un programme de transfert de savoir-faire au bénéfice des équipes de l'EPAL.

Le lancement de ce nouveau contrat vient renforcer la présence historique de Suez en Angola, où le groupe est présent depuis les années 1970. Il y construit actuellement l'usine de production d'eau potable de Bitá dont la mise en service est prévue fin 2026 pour desservir plus de 7,5 millions de personnes à Luanda et ses environs.

